



***La crise Covid-19
menace la vie
de millions de personnes
et allume la flamme
des bouleversement sociaux***

- LA SOCIÉTÉ DE LA PEUR ● ÉCONOMIE EN PLEIN CHAOS ● CRISE ORGANIQUE ●
- AMÉRIQUE LATINE ● PAKISTAN ● IRAN ● RUSSIE ● SLOVÉNIE ●
- LEÇONS DE LA RÉVOLUTION SYRIENNE ●

Révolte antiraciste mondiale !

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



é

1
4
0
1
é
3
5
7
8

33 1 49 28 54 88

b a66/AS SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taïne,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

mai-juin 2020 n° 674/675

Monde

Solidarité avec la révolte antiraciste mondiale IV^e Internationale 3

Covid-19

- Construisons la transition vers l'écocapitalisme maintenant ! IV^e Internationale 5
- Le blocus contre Cuba doit être levé ! IV^e Internationale 8
- La crise Covid-19 menace la vie de millions de personnes, accélère la transformation géopolitique et allume la flamme des bouleversements sociaux IV^e Internationale 10

État espagnol

Anticapitalistas a décidé de quitter Podemos Communiqué d'Anticapitalistas 16

Russie

Défendons les militants socialistes et écologistes d'Ijevsk Mouvement socialiste russe 16

Covid-19 & Démocratie

La société de la PEUR – Un essai sur la lutte des démocraties contre la haine Francisco Louçã 17

Covid-19 & Économie

L'économie mondiale et plein chaos Michel Husson 23

Covid-19 & Slovaquie

- Janez Janša et sa politique Rastko Mocnik 27
- Lutte des classes ou utopie libérale CEDRA 29

Covid-19 & États-Unis

Quand Gramsci devient viral... Une crise organique qui ne fait que commencer Zachary Levenson 30

Covid-19 & Amérique latine

Covid-19 : Choisir entre la vie et le capital Jeffery R. Weber (entretien) 34

Covid-19 & Pakistan

- Il est juste de se révolter Ammar Ali Jan et Zahid Ali 42
- Actualité de Lénine pour le combat d'aujourd'hui Ammar Ali Jan et Zahid Ali 44

Covid-19 & Iran

Épidémie de Covid-19 et tsunami des privatisations Behrooz Farahany 47

Notes de lectures

D. BENSÂÏD, Fragments radiophoniques Patrick Le Moal 49

Syrie

Leçons historiques de la révolution – Un bilan critique Joseph Daher 52

inprecor de mars-avril, n° 672/673

n'a pas été imprimé, c'était un n° électronique !

Il n'est paru que sous format PDF et n'a été distribué que par courriel, car l'imprimerie Rotographie était fermée, du fait du confinement. Alors, SI VOUS NE L'AVEZ PAS REÇU, n'hésitez pas à nous contacter pour nous le signaler, faites parvenir votre adresse mail à inprecor@wanadoo.fr et nous ferons notre possible pour vous le faire parvenir ! Et si vous n'avez pas de mail, écrivez ou téléphonez et on trouvera une solution !

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taïne, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Solidarité avec la révolte antiraciste mondiale

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

La portée et l'ampleur du mouvement mondial de manifestations à la suite du meurtre de l'ouvrier noir George Floyd par la police de Minneapolis, sont sans précédent. C'est une révolte massive et nouvelle contre le racisme et la violence policière. Ces mobilisations sont marquées par la très grande participation multiraciale des jeunes à un mouvement intergénérationnel. Elles ont également été, dans de nombreux cas, les premières mobilisations dans des pays sortant du confinement et ont réussi à imposer leur présence dans les rues.

Les manifestations quotidiennes se poursuivent depuis plus de deux semaines dans toutes les villes des États-Unis, grandes et petites. Le caractère multiracial, dirigé par des Noirs, largement décentralisé et spontané de la plupart des manifestations, dont certaines se déroulent simultanément dans divers quartiers des villes, est le signe indéniable d'un authentique mouvement social de masse. Nombre de manifestants sont sans emploi, et beaucoup vont se joindre aux manifestations pour l'assurance chômage et d'autres luttes sociales dans la période à venir.

Les mobilisations antiracistes ont subi une vaste répression policière, avec notamment l'utilisation des gaz, des agressions contre des manifestants pacifiques, des couvre-feux et des arrestations massives.

Les manifestations qui ont lieu en dehors des États-Unis – de l'Europe à l'Australie, du Japon à l'Afrique, du Mexique au Brésil – ont combiné les protestations contre le meurtre de Floyd, la solidarité avec les manifestations antiracistes aux États-Unis et les protestations contre la brutalité de la police contre les populations noires majoritaires (comme au Brésil), les peuples indigènes (comme en Australie), les minorités ethniques et religieuses et les migrants. Des manifestants du monde entier ont crié et porté des pancartes proclamant « Black Lives Matter » (Les vies noires comptent) à côté des noms des personnes de couleur racisées tuées par la police – Adama Traoré, en France en 2016 et plusieurs cas en Grande-Bretagne – de la même façon que George Floyd. Les demandes de retrait des symboles de l'oppression



raciste et impérialiste, comme des statues du roi belge Léopold II (qui a exploité de façon meurtrière le Congo en tant que son espace capitaliste privé), ou des statues des marchands d'esclaves en Grande-Bretagne, centre de la traite esclavagiste transatlantique, font écho aux demandes de retrait des statues des Confédérés et des drapeaux sudistes (pro-esclavagistes).

Crise de légitimité du capitalisme

L'incapacité des gouvernements capitalistes – en particulier en Grande-Bretagne, au Brésil et aux États-Unis – de répondre de manière adéquate à la crise du Covid-19, les vagues de licenciements massifs qui ont jeté des millions de personnes au chômage et qui affectent encore plus violemment les populations racisées et immigrées, couplées aux protestations de masse qui, après deux semaines de mobilisations quotidiennes, prennent de l'ampleur, ont mis momentanément les gouvernements capitalistes sur la défensive alors qu'ils s'efforcent de réimposer un fonctionnement capitaliste normal.

Aux États-Unis, la rébellion a déjà provoqué la division de la grande bourgeoisie et de ses représentants politiques. Il y a des signes de crise du régime et du gouvernement Trump lui-même : des officiers supérieurs de l'armée et même le Secrétaire à la Défense de Trump – et les quatre anciens présidents encore en vie, dont George W. Bush – ont ouvertement désavoué la menace de Trump d'utiliser la

force militaire contre les manifestants, en grande partie jeunes et multiraciaux, qu'il qualifie de « voyous » et de « terroristes ».

Le fait que cette division a parfois permis d'éviter une répression encore plus brutale et que le slogan « defund/demilitarize the police » (ne pas financer la police et la démilitariser) s'est répandu avec succès parmi les manifestants, représentent les premières victoires partielles dans cette lutte.

Le moment présent a aussi ses dangers. Les tweets de Trump sur la loi et l'ordre ont encouragé les groupes nationalistes blancs, dont certains ont tenté de se s'en prendre aux manifestants antiracistes, en portant des armes et en arborant des symboles racistes. Les gouvernements autoritaires d'extrême droite – au Brésil, aux Philippines, en Inde et ailleurs – profitent de la situation pour renforcer les mesures antiterroristes et répressives qui auront un impact disproportionné sur les communautés noires, migrantes et autochtones. Les communautés de migrants en Europe ont longtemps été terrorisées par des groupes d'extrême droite (comme Aube dorée en Grèce), et la crise économique va exacerber les attaques racistes et anti-migrants.

Un soulèvement massif

L'énorme explosion de la mobilisation antiraciste qui a suivi le meurtre de George Floyd a été considérée comme le résultat de « la goutte qui fait déborder le vase ». Cela comprend non seulement une série de meurtres de Noirs par des policiers, mais aussi les effets d'une pandémie qui a entraîné une mortalité deux à trois fois plus élevée dans la communauté noire que dans l'ensemble de la population, ainsi qu'une crise économique qui a également porté un préjudice disproportionné aux travailleurs des minorités noires et ethniques.

Les manifestations de masse dans les rues et la nécessité permanente de distanciation physique à un moment où les communautés non blanches, migrantes et marginalisées sont particulièrement vulnérables à la pandémie est l'une des grandes contradictions de cette période. Les communautés

Monde

noires, soutenues par des jeunes et des travailleurs blancs, descendent dans la rue parce qu'elles considèrent qu'il est plus urgent de mettre fin au racisme, à la violence répressive et aux gouvernements néofascistes que de respecter des mesures qui sont de toute façon impossibles à appliquer dans leurs foyers, encore plus dans des conditions de manque de revenus et d'emploi.

La tension accumulée de la violence raciste – les meurtres de Noirs par la police, les attaques antisémites meurtrières, la terreur anti-musulmane, ainsi que le génocide des peuples indigènes – se combine à un chômage massif causé par la dépression et la pandémie, qui a frappé les communautés ouvrières de couleur bien plus durement que la population dans son ensemble, expliquant ainsi la volonté de se battre et le courage face aux oppresseurs.

Le lien établi par les manifestants entre le meurtre de Floyd et la violence policière raciste partout dans le monde est profond. Le traitement réservé aux populations indigènes et de couleur colonisées aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Afrique du Sud et en Amérique latine, ainsi qu'aux communautés de couleur migrantes dans les métropoles impérialistes d'Europe, reflète des siècles de domination coloniale et impérialiste du Nord sur le Sud, domination qui est au cœur du capitalisme. Depuis le pillage des mines d'argent de Potosí par les colons espagnols au XVI^e siècle, qui ont fait partie de l'accumulation de capital à la base du développement capitaliste européen, en passant par l'asservissement européen de millions d'Africains, jusqu'à la colonisation de l'Afrique au XIX^e siècle et la domination néo-impérialiste actuelle, ce sont les peuples de couleur du Sud global qui ont subi le poids du développement et de l'expansion capitalistes.

Certaines des pires atrocités commises contre des êtres humains au cours des dernières décennies ont été perpétrées contre des minorités ethniques et religieuses. Les minorités ethniques et les groupes raciaux socialement construits ont été confrontés à la répression dans le monde entier, du nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie et le génocide au Rwanda dans les années 1990 à la répression actuelle des minorités musulmanes en Chine et en Inde et le traitement des Palestiniens en Israël et dans les territoires occupés.

Leur antiracisme et le nôtre

Pour apparaître pertinents, les politiciens capitalistes réformistes s'efforcent de canaliser l'énergie du mouvement vers des auditions gouvernementales, des commissions et des réformes cosmétiques. Ils voudraient se

limiter à l'élimination des symboles de la traite des esclaves et à une modification superficielle des pratiques policières.

Une foule de multinationales – dont beaucoup font partie de la liste des 500 plus grandes entreprises publiée par le magazine *Fortune* – proclament aujourd'hui haut et fort la lutte contre le racisme, diffusent de coûteuses publicités dans les médias, promettent des dons, révisent leurs manuels. Ce sont ces mêmes entreprises qui ont sélectionné leurs offres d'emploi de manière raciste et sexiste et qui ont résisté aux réformes pendant des années. Beaucoup ont réalisé d'énormes profits sur le dos des travailleur-es de couleur.

Les partis politiques traditionnels sont inaudibles et incapables d'orienter le mouvement. Aux États-Unis ce manque de leadership politique est particulièrement aigu. La domination du duopole capitaliste des Démocrates et des Républicains sur la politique américaine a fait que l'énergie dans les rues ne trouve pas d'expression politique à l'échelle nationale. Pendant la campagne des primaires des Démocrates étatsuniens, le sénateur Bernie Sanders a suscité un énorme enthousiasme et un large soutien, en particulier parmi les jeunes, pour son programme de réformes social-démocrates inspirées par le New Deal. Ceux qui contrôlent le Parti démocrate dans l'intérêt du grand capital ont réussi à stopper la campagne de Sanders avant la pandémie. Et maintenant ce sont les licenciements massifs et les protestations antiracistes dans la rue qui ont commencé. Mais à gauche il y a un vide.

La transformation de la social-démocratie européenne en outils néolibéraux du capital et l'effondrement électoral des partis communistes ont laissé un vide dans la gauche européenne, ce qui présente à la fois des défis et des opportunités pour relier les revendications antiracistes et anticapitalistes.

Un nouveau potentiel

Le soulèvement mondial contre le racisme et la répression policière a un potentiel énorme pour l'avenir des nouvelles générations, qui commencent à lutter sur leurs lieux de travail et dans les syndicats, se mobilisent contre le changement climatique et dans la résistance féministe, font leurs preuves dans la lutte directe contre la police perçue comme force armée de la démocratie bourgeoise. Ils et elles soulignent ainsi la nécessité d'organiser l'autodéfense du mouvement lors des manifestations et d'autres événements publics ainsi que la nécessité de construire un mouvement permanent basé sur l'auto-organisation démocratique.

Pour l'instant, cette mobilisation exprime de la colère. Elle avance des revendications de changement souvent radicales, mais non ciblées. Cela reflète la jeunesse du mouvement, le manque d'expérience des manifestant-es, mais aussi la faillite de nombreuses directions politiques réformistes établies. Dans le contexte américain, l'exigence de « ne pas financer la police et de la démilitariser », voire celle du « démantèlement de la police », ont trouvé un large écho populaire et ont un potentiel considérable en tant que revendications transitoires anticapitalistes. Il y a un rejet généralisé de la principale confédération syndicale AFL-CIO parce qu'elle continue d'inclure dans ses rangs des syndicats de police qui sont racistes et d'extrême droite. D'autres revendications sont formulées au fur et à mesure du développement du mouvement et en fonction des différentes situations nationales : contre la violence policière, notamment à l'encontre des populations noires, indigènes et des minorités ethniques, contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre le racisme institutionnel et la perpétuation des symboles coloniaux et pro-esclavagistes, pour une action positive en faveur de la justice sociale et économique afin de corriger les inégalités historiques.

Il est aujourd'hui possible de lever le drapeau de la solidarité internationale de la classe ouvrière d'une manière et avec un écho que nous n'avons pas vus depuis des décennies. Ainsi que d'expliquer que, comme l'a dit Malcolm X, « *il ne peut y avoir de capitalisme sans racisme* ». La lutte contre le racisme fait partie de la lutte contre le capitalisme, et ce mouvement a un potentiel considérable pour s'élargir et converger dans le monde entier avec les mouvements ouvriers, sociaux, féministes et anticapitalistes, afin d'imposer la voie vers une société nouvelle – une société juste.

Pour toutes ces raisons, la IV^e Internationale s'engage à combattre aux côtés des femmes et des hommes qui se révoltent aujourd'hui dans ce soulèvement antiraciste et anti-néofasciste. Les luttes contre la violence étatique et le racisme institutionnel sous le capitalisme ne peuvent réussir qu'à la condition d'en tirer toutes les conséquences : nous sommes toutes et tous en guerre contre le système qui détruit la planète, qui discrimine les êtres humains en fonction de leur sexe, de leur race, de leur orientation sexuelle et de leur identité, qui nous surexploite au nom de la survie des entreprises dont le seul objectif est l'augmentation permanente du profit, au détriment de nos vies et de nos corps. ■

Le 9 juin 2020

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Construisons la transition vers l'écosocialisme maintenant !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

1. Nous sommes dans une crise pleine de dangers, une crise de la civilisation capitaliste, la plus grave depuis les guerres mondiales du XX^e siècle. Nous faisons face à une pandémie qui affecte tous les peuples. Mais il n'y a (pour l'instant) aucun vaccin ni traitement antiviral éprouvé et sûr. Aujourd'hui, nous ne pouvons recourir qu'à la distance physique pour atténuer son impact, brisant la chaîne de contagion du virus. Nos seules protections, lorsque nous sommes contraints à l'isolement, sont les systèmes de santé publique, la garantie des revenus et des droits, et la solidarité. Alors que de nombreux entrepreneurs ne cherchent qu'à sécuriser leurs profits au milieu d'une récession qui devient une dépression, les dirigeants de chaque pays tentent de protéger leurs intérêts aux dépens de leurs voisins. Mais les inégalités, la xénophobie ou le racisme, la lutte de tous contre tous ou la recherche de boucs émissaires ne permettront pas de faire face à la pandémie. Nous ne surmonterons cette crise qu'en affirmant les intérêts, les droits et la solidarité de la société humaine dans son ensemble. C'est le moment de l'internationalisme, de la justice sociale, raciale, de genre et environnementale, de la défense de la communauté de destin de l'humanité.

2. Le Covid-19 est une pandémie du néolibéralisme, un produit de cette phase néolibérale mondialisée du capitalisme. Le capitalisme a étendu son influence à toute la planète. Les chaînes de production mondiales, qui permettent aux entreprises d'augmenter leurs profits, rendent chaque pays vulnérable à la moindre crise, et l'hypermobilité qui les soutient a éliminé tout mécanisme de sécurité sanitaire et écologique. Une relation prédatrice avec la nature, basée sur l'utilisation de combustibles fossiles et la agriculture extensive capitaliste, avec ses déserts verts, détruit à la fois l'équilibre des cycles fondamentaux du système terrestre (carbone, eau, azote) et la relation des êtres humains avec la biosphère, avec la chaîne de la vie dont nous ne sommes qu'une partie. Il s'agit d'un modèle non durable,



qui vise une croissance infinie sur une planète finie, qui dépasse toutes les limites de la Terre, créant une aliénation écologique et une demande de consommation incompatibles avec l'utilisation rationnelle des biens communs.

3. Si les catastrophes dites « naturelles » sont la conséquence de la crise climatique, le SARS-CoV-2 et ses éventuelles mutations sont également le résultat d'attaques contre la biosphère terrestre. La déforestation, la dégradation de l'environnement et la chasse commerciale ou « récréative » d'animaux sauvages créent en permanence des conditions pour de nouvelles maladies contre lesquelles il n'y a pas de résistance immunologique chez l'homme. L'augmentation accélérée de la consommation de viande est inextricablement liée aux épidémies de virus les plus récentes, car l'industrie de la viande implique le confinement d'un grand nombre d'animaux génétiquement similaires. C'est également le principal moteur de la déforestation et de la perte de diversité génétique dans de nombreuses régions du monde : l'agriculture occupe déjà la moitié des terres habitables et 77 % de la superficie agricole est consacrée aux pâturages ou à la production d'aliments pour animaux. Une profonde transformation de

notre système de production alimentaire et de notre alimentation est nécessaire pour vaincre cette industrie de pandémies !

4. Toute l'humanité est attaquée par le virus. Les classes exploitées et les secteurs opprimés sont les plus touchés. Celles et ceux qui en souffrent en premier lieu, ce sont les familles vivant dans des logements précaires, les quartiers à l'assainissement insuffisant, les travailleurs précaires, ceux qui ont un salaire de famine. De même les personnels de santé (médecin-es, infirmier-es, aide-soignant-es, agent-es du nettoyage), les chauffeur-es routiers et les transporteurs qui ne peuvent pas arrêter les approvisionnements, et tous ceux qui doivent faire fonctionner les rouages du monde pour que tout le monde vive. En d'autres termes la pandémie affecte tout le monde, mais pas de la même manière selon leur classe sociale. Mais il y a aussi un impact générationnel, il tue les personnes âgées de toutes les classes. Dans cet éventail de toute la société humaine, les personnes âgées pauvres sont celles qui meurent le plus. Et la crise frappe durement les femmes, qui sont responsables de la majeure partie du travail de reproduction sociale, et qui, confinées chez elles, ont une charge de travail encore plus lourde et souffrent d'une autre épidémie, celle de la violence domestique.

5. La situation dans les pays du Sud est encore plus grave. Dans des conditions et des circonstances différentes, les pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient, d'Asie de l'Est et du sous-continent indien ont été touchés par la pandémie. Tout démontre que la combinaison de la pandémie, encore à un stade précoce dans ces pays, avec les mauvaises conditions sanitaires, l'absence d'assainissement minimum, les villes et les quartiers extrêmement denses, et les gouvernements locaux et les classes dirigeantes peu disposés à prendre des mesures de sécurité sociale, devraient conduire à une catastrophe humanitaire dans des proportions encore inconnues. La manière dont l'épidémie se propage dans

Covid-19

certaines pays d'Afrique comme l'Algérie, l'Égypte et l'Afrique du Sud, au Pérou, en Équateur, en Inde et surtout dans les favelas des grandes villes brésiliennes, montre le danger bien plus grand que courent les non-blancs qui sont subordonnés de multiples façons à la logique de la domination capitaliste qui plonge des milliards de personnes dans la misère. Il est désormais nécessaire de concentrer les énergies à un appel à la solidarité économique, sociale et humanitaire avec les pays du Sud, afin de prévenir la propagation d'épicentres racistes de génocides des populations autochtones, des paysans, des travailleurs pauvres, des Noirs, les Dalits, toutes celles et ceux qui restent racialisés et ethniquement exclus par les systèmes néocoloniaux modernes.

6. Il faut aussi prêter une attention particulière aux mesures autoritaires prises en particulier par les gouvernements d'extrême droite à la périphérie du capitalisme et du Sud. Les mesures de répression et d'autoritarisme prises par les gouvernements de l'Inde, des Philippines et de l'Équateur sont des exemples de la manière dont la pandémie du Covid-19 est utilisée pour approfondir les mesures autoritaires et pour renforcer les régimes politiques. Duterte a déclaré qu'il tirerait sur ceux qui ne respectent pas la quarantaine. En Équateur, des maisons de travailleurs pauvres ont été envahies par la police.

7. Le virus met en évidence les contradictions et les maux de tout le système capitaliste et montre que la seule façon de les résoudre est un autre système qui établisse une autre relation entre les personnes et avec la nature. Tout est mis en question, le système est mis en cause...

● Dans sa phase néolibérale, le capitalisme a abandonné les services que l'État devait fournir pour garantir la force productive des travailleur-es, les droits sociaux durement gagnés par les travailleur-es tout au long du XX^e siècle. Le néolibéralisme a privatisé ces services, rendant l'État plus incapable de répondre aux besoins humains de la population. Il est impossible de répondre à cette crise sans attaquer l'ensemble du système et son comportement.

● Les systèmes de santé privatisés du néolibéralisme, qui servent essentiellement à ceux qui peuvent payer leurs services, ne peuvent pas répondre aux besoins humains vitaux. Il est nécessaire de socialiser la santé.

● Le néolibéralisme a désorganisé les relations de travail et les a rendues plus précaires. Ainsi, les mécanismes de garantie des revenus des salarié-es, ainsi que des

indépendant-es et de celles et ceux qui travaillent pour leur compte, outre le développement de mécanismes de redistribution des revenus, sont aujourd'hui des revendications centrales.

● En mettant en évidence le caractère destructeur de la mondialisation et la vulnérabilité des sociétés prises en otage par les entreprises et leurs chaînes de production mondiales, la crise rouvre la possibilité de remettre en cause l'organisation générale de l'actuelle division internationale du travail, socialement et écologiquement insoutenable.

● Le néolibéralisme a approfondi, par le consumérisme, les comportements individualistes. Mais la société réapprend avec la crise que la solidarité sociale est nécessaire à sa survie.

● Les idéologies anti-scientifiques, l'obscurantisme et le fondamentalisme religieux ont refait surface pour justifier et entretenir cette domination avec les idéologues de Ronald Reagan et Bush, ils continuent maintenant avec Trump, Bolsonaro, Duterte, Modi... Mais leurs combats négationnistes se heurtent de plus en plus clairement aux hypothèses scientifiques. Les gouvernements ont été contraints, avec des délais et des méthodes différentes, de prendre des mesures pour atténuer la crise, mesures parfois combinées à des actions autoritaires. Cependant, certains dirigeants, comme les présidents du Brésil, Bolsonaro, du Turkménistan, Berdimuhamedov, et du Bélarus, Loukachenko, résistent, soutenant l'obscurantisme et le déni.

● La crise remet tout en cause. Les mesures d'urgence (souvent insuffisantes) que les gouvernements adoptent pour contenir la pandémie doivent récuser objectivement la forme actuelle de la société capitaliste. Pour sauver des vies, nous devons combattre la structure capitaliste dans son ensemble. C'est ce combat énergique qui pourra sauver l'humanité et la vie sur la planète.

8. Les travailleur-es et les peuples affrontaient ce système avec force avant l'émergence de la pandémie. Au Chili, au Liban, aux États-Unis, en Inde, à Hong Kong et dans bien d'autres endroits, les masses se sont levées tout au long de l'année 2019. Les mouvements de femmes, de jeunes et pour l'environnement ont reconstruit un fort internationalisme militant – il s'agit, en fait, de la plus forte impulsion internationaliste depuis les années 1960-1970. Ils se sont confrontés à des gouvernements de plus en plus autoritaires et totalitaires, produits de la crise des régimes bourgeois traditionnels et de la nécessité d'établir un capitalisme de

plus en plus destructeur, prédateur de la vie et de la nature. Ce sont ces régimes qui poussent les masses à faire confiance, non pas à leur force et à leur solidarité, mais aux messies salvateurs qui proclament l'antisocialisme. En ce moment même, ce sont eux qui veulent profiter de la pandémie pour renforcer le totalitarisme. L'action de rue est maintenant figée, mais la lutte n'est pas seulement dans les rues. De nouvelles formes de protestations et l'utilisation de nouvelles méthodes pour gagner l'opinion publique se développent dans un contexte de solidarité.

9. Dans cette situation, la grande majorité des gouvernements ont été contraints de prendre des mesures extrêmes. Nous devons défendre des mesures qui attaquent la forme et la substance du néolibéralisme et du système capitaliste :

● mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie et sauver la santé ;

● travail assuré malgré l'isolement physique : prise en charge à 100 % des salaires des travailleur-es ayant suspendu leur activité par les entreprises et/ou l'État, notamment les travailleur-es précaires, les intérimaires, les domestiques, les indépendant-es et les saisonnier-es, sans aucune obligation de prendre des jours de congé ou de récupérer par la suite les heures non travaillées ;

● pour les travailleur-es du secteur informel, pour les chômeur-es non rémunérés, pour les étudiant-es, pour toutes celles et ceux qui en ont besoin, l'État doit garantir un revenu minimum qui doit être suffisant pour vivre décemment ;

● interdiction de tous les licenciements et réintégration des salarié-es licenciés depuis le début de la pandémie ;

● refus de toute mesure autoritaire et exceptionnelle de suspension des droits sociaux, y compris le droit de grève ;

● droit à l'information et à la communication ;

● fourniture de soins sociaux adéquats aux personnes avec handicap, aux personnes âgées et à toutes les personnes socialement isolées par le confinement ;

● mise en place, en particulier dans les pays où le confinement a été décidé, de mesures de protection d'urgence immédiates pour les femmes et les enfants victimes de violences, avec décision rapide d'éloigner les conjoints violents ou de fournir un autre logement aux victimes ;

● aide à toutes les personnes vulnérables ;

• égalité de traitement pour l'ensemble de la population ;

● reconversion immédiate des industries d'automobiles, avions, armes... en productions aidant la société à gérer la crise sani-

taire : ventilateurs, appareils de monitoring, lits de soins intensifs, équipements de protection ;

- distribution gratuite de médicaments, de matériel de prévention et fixation des prix ;
- meilleures conditions de travail dans les domaines essentiels ;
- socialisation des services de santé, et leur reconstruction là où ils ont été démantelés par le néolibéralisme, sous le contrôle de l'intérêt général ;
- nationalisation de l'industrie pharmaceutique ;
- défense de l'économie populaire et du logement ;
- suspension immédiate du paiement de la dette publique avec audit de la dette publique avec participation citoyenne, dans la perspective de la répudiation/abolition de la partie illégitime ;
- gel des dettes bancaires des familles, des microcrédits et des loyers, et accès pour tous à l'eau, l'électricité, au gaz et internet ;
- mettre le système bancaire sous le contrôle de l'intérêt général par l'expropriation des banques sans compensation aux grands actionnaires, et socialisation du système bancaire sous contrôle citoyen ;
- taxer les grandes fortunes.

10. Nous ne pouvons pas attendre les bras croisés que les gouvernements agissent, nous devons agir collectivement pour développer des initiatives autogérées des travailleur-es, des territoires en résistance, dans les campagnes et dans les villes. Il existe des exemples de ces initiatives de la population ou de secteurs organisés, tels les paysan-es, les peuples autochtones, les chômeur-es, les peuples et les communautés à la périphérie des grandes villes, les réseaux de solidarité féministes, entre autres. Ces initiatives forgent des alternatives très intéressantes, comme la fabrication collective de masques en tissu à donner à la population afin d'assurer la prévention de la contagion, le don et la production alternative de nourriture, la défense du système de santé publique et la revendication d'un accès universel, l'exigence de garantie des droits du travail et du paiement des salaires, la dénonciation de l'intensification de la violence à l'égard des femmes et le travail exténuant de soins qu'elles effectuent lors de leur isolement à domicile, entre autres. Maintenant, plus que jamais, nous devons généraliser ces initiatives et orienter ces alternatives quotidiennes d'auto-organisation autonome dans le cadre de l'écocapitalisme et du bien-vivre que nous proposons comme alternatives concrètes au capitalisme qui détruit la vie et la planète, un système



généricidaire et écocide.

11. Tout en respectant l'isolement physique nécessaire et les mesures d'urgence créant les conditions pour s'y conformer, les travailleur-es et la masse de la population ont les moyens d'agir, de se battre. Au Brésil, les *cacerolazos* et la pétition de plus d'un million de signatures pour la destitution de Bolsonaro, président du Brésil, sont des exemples du sentiment de solidarité se transformant en conscience de solidarité, ce qui conduit à la lutte pour les mesures nécessaires à prendre par les populations. Si la nourriture manque, nous nous organisons par quartiers par téléphone et internet, avec des récoltes dans les jardins communautaires, la consommation consciente d'aliments produits par les coopératives paysannes. De plus, les restaurants populaires peuvent être transformés en centres de distribution pour les aliments cuits ou crus. Si les politiques de garantie de revenus ne suffisent pas, il est possible d'exiger des primes des municipalités. La créativité populaire doit être encouragée sous toutes ses formes.

12. Malgré sa gravité, la pandémie de Covid-19 est loin d'être une « véritable tempête ». Notre système alimentaire et notre relation prédatrice avec la nature peuvent éventuellement générer des épidémies de virus qui pourraient être plus contagieux et/ou mortels que le SARS-CoV-2. En outre des flambées de violence peuvent survenir parallèlement à des événements extrêmes provoqués par le chaos climatique. La survenue d'inondations graves, d'ouragans ou de typhons intenses qui imposent l'évacuation soudaine de milliers, voire de millions de personnes, perturberait totalement les mesures nécessaires de distanciation physique ou de quarantaine pour lutter

contre une pandémie grave. La conjonction de la crise sanitaire et climatique peut produire des catastrophes humanitaires sans précédent. En même temps, les pandémies et l'urgence climatique et écologique ont des similitudes : agir rapidement est décisif, la croissance exponentielle (à la fois de la contagion et des émissions de gaz à effet de serre) doit être sévèrement contenue et seules des solutions justes, équitables et anticapitalistes sont l'alternative pour sauver le plus grand nombre de vies.

13. Des changements géopolitiques géants sont en cours, qui vont reconfigurer la face du monde. Mais maintenant une exigence s'impose : celle d'une trêve dans les guerres à travers le monde. Il est temps de renforcer la solidarité des peuples !

14. Il a été noté que la crise résultant du Covid-19 a eu un impact positif sur l'environnement. Une diminution de la concentration des polluants atmosphériques à court terme tels que les aérosols et les protoxydes d'azote est observée, notamment dans les zones métropolitaines, ce qui conduit à une meilleure qualité de l'air, une meilleure visibilité, etc. Mais en termes de polluants durables comme le CO₂, la crise du SARS-CoV-2 ne fait qu'effleurer la question. Plus de la moitié de l'aviation internationale est désormais clouée au sol et la diminution de la consommation d'énergie, y compris l'électricité et les transports, devrait réduire les émissions mondiales d'environ 5 %, la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée dans les émissions mondiales de CO₂. Cependant, c'est bien en deçà du taux de réduction annuel nécessaire pour maintenir le système climatique sur une trajectoire dans laquelle le réchauffement climatique

serait limité à 1,5 °C au-dessus de la température moyenne mondiale de surface préindustrielle (afin de réduire de moitié les émissions d'ici à 2030, une réduction annuelle des émissions de 6 à 7 % serait nécessaire). Mais les attentes des entreprises capitalistes sont de rétablir au plus vite la situation et la croissance économique antérieures... De plus, dans certains pays, comme le Brésil, où la principale source de CO₂ est le changement d'affectation des terres, il est prouvé que le démantèlement de la surveillance environnementale pendant la crise du SARS-CoV-2 entraîne une augmentation de la déforestation et des émissions. Seul un effort cohérent et organisé pour réduire la demande d'énergie, protéger les forêts et les terres indigènes, et réduire les émissions, peut être une réponse appropriée à l'urgence climatique. Les illusions sur les « effets environnementaux positifs » possibles de la pandémie sont au mieux naïves, au pire elles peuvent ouvrir la porte à des discours misanthropes, eugénistes et écofascistes. Une profonde réorganisation de la société humaine est nécessaire.

15. Au début du néolibéralisme il y a eu des mouvements ambitieux et des secteurs sociaux qui se sont unis pour dire « *un autre monde est possible* ». Aujourd'hui, nous devons nous unir pour dire « *un autre monde est nécessaire et urgent !* », par une action internationaliste commune qui montre le chemin vers un monde où la vie vaut plus que les profits, où la nature cesse d'être une marchandise.

La crise actuelle montre clairement qu'une partie importante de la production capitaliste est purement prédatrice, totalement superflue et inutile. La crise montre également qu'une réduction significative du temps de travail permet de produire des biens essentiels, que la garantie des salaires et des revenus et l'accès universel aux systèmes de santé et d'éducation sont totalement viables dans un régime transitoire dans lequel l'énergie et les systèmes de production sont complètement remaniés, d'énormes contingents de travailleur-es affectés à différents secteurs économiques compatibles avec une transition écosocialiste, et qu'une réadaptation industrielle massive peut être effectuée dans un délai relativement court en fonction de la volonté politique.

Il n'y aura pas d'avenir sans transition vers l'écosocialisme. Réunissons-nous pour le construire et le conquérir. ■

Le 16 avril 2020

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Pour renforcer la lutte contre le Covid-19

Le blocus contre Cuba doit être levé !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Avec l'accès à l'éducation (publique et gratuite de la maternelle à l'université), la santé est l'une des grandes conquêtes de la Révolution cubaine qui, malgré les difficultés, les erreurs et les revers, est toujours en place. Pour avoir une idée de la force du système de santé cubain, il suffit de comparer quelques données assez concluantes. Aux États-Unis, un pays dont le PIB par habitant est de 58 469 euros par an et dont l'investissement dans la santé représente 14,32 % du PIB, on assiste à un véritable effondrement de la santé qui n'est pas difficile à comprendre : on y compte un ratio de 3 médecins pour mille habitants (ce qui donne une bonne idée de la brutale inégalité sociale qui caractérise cette société). Cuba, un pays dont le PIB par habitant ne dépasse pas 7 470 euros et investit 10,92 % de son PIB dans la santé et compte 9 médecins pour mille habitants, selon les données officielles de 2019, est non seulement capable de faire face à la pandémie chez lui, mais aussi de fournir une aide à l'étranger.

À la date du 19 avril 2020, on dénombrait à Cuba 1 035 patients atteints par le coronavirus. Depuis le début de l'épidémie à Cuba, 34 personnes sont mortes de cette maladie (1). Les autorités mettent en garde contre le danger de l'expansion de l'épidémie et n'adoptent pas une attitude triomphaliste.

Le nombre de décès risque d'augmenter considérablement et le blocus contre Cuba est un facteur aggravant car il entrave l'importation de certains équipements et de certains médicaments nécessaires pour répondre à l'épidémie.

Mais il est clair qu'à Cuba, l'allocation des ressources est beaucoup plus égalitaire et efficace que dans d'autres pays. De plus, la tradition de solidarité internationaliste du peuple cubain s'est exprimée notamment dans le domaine de la santé grâce à un système public à 100 %. Récemment, certains pays européens ont dû recourir à l'aide de Cuba pour combattre la pandémie. L'Italie, qui compte environ 4 médecins pour mille habitants et dont le PIB par habitant est de 29 610 euros par an, ou Andorre, dont le PIB par habitant est de 35 975 euros, ont été obligés de demander l'aide du pays des Caraïbes en raison de l'incapacité des pays voisins à leur venir en aide et de la paralysie de l'UE.

Selon les données officielles, en 2019, le personnel de santé cubain à l'étranger dépassait 28 000 personnes dans 60 pays.

Jusqu'à présent, Cuba a envoyé 21 brigades de professionnels de la santé pour se joindre aux efforts nationaux et locaux de 20 pays qui ont récemment demandé l'aide médicale cubaine pour combattre le corona-



virus. Ces 21 brigades viennent s'ajouter ou renforcer les brigades de collaboration médicale dans 60 pays où elles fournissaient déjà des services.

Au cours des 50 dernières années, le personnel médical cubain a effectué des missions dans 164 pays en Afrique, en Amérique, au Moyen-Orient et en Asie.

Le personnel de santé cubain a accumulé une grande expérience dans la lutte contre la dengue qui secoue périodiquement l'île, mais aussi contre l'épidémie d'Ebola au Sierra Leone, en Guinée Conakry et au Liberia (2014-2015) et contre l'épidémie de choléra en Haïti. Il est aussi intervenu efficacement pour venir en aide aux victimes de plusieurs tremblements de terre dans ce pays des Caraïbes de même qu'au Pakistan (2005) et au Népal (2015) ; contre les inondations et les ouragans en Amérique centrale et dans les Caraïbes. L'Organisation mondiale de la santé a d'ailleurs reconnu l'importance et la qualité de l'aide médicale cubaine au niveau international.

Cuba a également développé une production de médicaments et de traitements très efficaces contre plusieurs épidémies. Bien qu'il n'existe actuellement aucun vaccin préventif ni traitement spécifique pour le nouveau coronavirus SARS-CoV-2, qui provoque le Covid-19, l'industrie pharmaceutique cubaine garantit la production de médicaments éprouvés et très efficaces tels que *l'interféron alpha 2b*, en plus d'autres médicaments qui font partie du protocole de traitement des patients atteints de cette maladie et de toutes les complications qui peuvent survenir.

L'embargo décrété par les États-Unis contre Cuba est un acte criminel car il tente d'entraver la libre coopération sanitaire entre Cuba et les différents pays qui ont demandé son aide ou qui veulent renforcer la collaboration avec l'île des Caraïbes.

Les autorités cubaines, dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères émis le 16 avril 2020, affirment à juste titre : « *Si l'on ne garantit pas aux pays en développement l'accès à une technologie concentrée d'habitude dans les pays les plus industrialisés, spécialement dans le domaine de la santé, et si ces derniers ne sont pas disposés à partager sans restriction et sans égoïsme les avancées de la science et leurs produits, alors l'immense majorité de la population mondiale restera aussi vulnérable qu'aujourd'hui, voire plus, dans un monde toujours plus interconnecté.* »

Cuba a également tout à fait raison de déclarer : « *Si les mesures économiques coercitives à motivation politique à l'encontre des pays en développement ne sont pas*



éliminées, et si ces pays ne sont pas soulagés de leur lourde et impayable dette extérieure et libérés de l'impitoyable tutelle des organisations financières internationales, on ne peut pas se fier à l'illusion qu'il y aura une meilleure capacité à répondre aux inégalités économiques et sociales qui, même sans pandémie, tuent des millions de personnes chaque année, sans discrimination envers les enfants, les femmes ou les personnes âgées. » (2)

La crise du coronavirus a montré que l'épine dorsale d'une réponse adéquate à l'épidémie du Covid-19 a été le système de santé publique. Les politiques néolibérales des 40 dernières années en général, et des 10 dernières années d'austérité en particulier, sont responsables de lourdes pertes en vies humaines. Là où les coupes ont été les plus lourdes, plus dramatique a été l'effondrement du système de santé. Aux États-Unis, le chaos est plus grand que dans d'autres pays, non seulement en raison de la nature ultra-réactionnaire du gouvernement, mais aussi en raison de l'absence de tout ce qui ressemble à un système de santé publique gratuit et universel.

De plus, les États-Unis ont non seulement rejeté l'aide cubaine dans un geste criminel – qui coûtera des centaines ou des milliers de vies – mais ils font également pression sur les pays qui ont demandé de l'aide à Cuba pour qu'ils y renoncent. Les gouvernements réactionnaires du Brésil, de l'Équateur et de la Bolivie ont de leur côté expulsé des missions médicales cubaines.

Comme si tout cela ne suffisait pas, D. Trump a décidé le 15 avril 2020 de mettre fin à la contribution américaine à l'OMS, à un moment où cette agence des Nations unies joue un rôle important dans la lutte contre le coronavirus.

Face à cela, Cuba soutient qu'un effort international et sans préjugés politiques est absolument nécessaire pour développer et partager la recherche scientifique et pour échanger les expériences de divers pays en matière de travail préventif, de protection des plus vulnérables et de pratiques de conduite sociale. Cela permettra de réduire la durée de la pandémie et le taux de pertes humaines.

C'est pourquoi la IV^e Internationale appelle toutes les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques à renforcer la lutte contre le blocus de Cuba et à intensifier la solidarité avec le peuple cubain. Nous soutenons pleinement l'aide apportée par les travailleurs cubains de la santé à d'autres pays. La seule façon de sortir de la crise est la solidarité internationale et le développement de l'internationalisme des peuples. À bas les gouvernements réactionnaires qui méprisent la vie de leurs propres peuples et qui promeuvent le nationalisme, le racisme et la guerre comme moyen de sortir de la crise.

● **Intensifions la lutte pour lever le blocus contre Cuba !**

● **Solidarité, autodétermination et internationalisme !**

● **Nos vies valent plus que leurs profits !** ■

Le 20 avril 2020

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

1. Le 18 juin 2020, alors que nous mettons sous presse, le nombre de cas confirmé était de 2 295 et le nombre de morts de 85 personnes.

2. Source originale en espagnol : <http://www.cubadebate.cu/noticias/2020/04/16/minrex-la-pandemia-demuestra-la-necesidad-de-cooperacion-pese-a-las-diferencias-politicas/>

La crise Covid-19 menace la vie de millions de personnes, accélère la transformation géopolitique et allume la flamme des bouleversements sociaux

Résolution du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Pandémie, dépression économique, mise en évidence de l'inégalité structurelle et des oppressions générées par le néolibéralisme, confrontation géopolitique pour la suprématie mondiale et acuité de l'imminence de l'effondrement environnemental... tout cela a convergé en 2020 lorsque l'humanité tout entière a fait face à une pandémie mondiale, sans précédent depuis des décennies.

La pandémie a déjà provoqué plus de 400 000 décès dans le monde (401 000 le 8 juin), avec plus de 6,8 millions de cas officiellement enregistrés dans 216 pays. Dans la seconde moitié du mois de mars, avant que le confinement ne commence à être levé en Asie, plus de 3 milliards de personnes étaient bloquées chez elles.

À ce stade, il est impossible de dire dans quelle mesure il y aura une deuxième vague de cas – ni si le virus va muter.

C'est beaucoup plus qu'un problème de santé

C'est un moment qui condense des processus de longue durée, qui se développaient de manière relativement autonome et qui convergent maintenant de manière explosive : la crise écologique, les limites du néolibéralisme et les inégalités, ainsi que la lutte géopolitique pour la suprématie entre le vieil impérialisme et la Chine. Les processus qui modifient structurellement le monde façonné en 1945 apparaissent et interagissent. C'est certainement une bifurcation dans l'histoire, un moment de grands enjeux pour tous les acteurs politiques.

Nous sommes au cœur d'une convergence de crises, pleines de dangers, une crise de la civilisation capitaliste, la plus grave depuis les guerres mondiales du XX^e siècle. C'est ce que Gramsci a appelé une crise organique : des fissures commencent à apparaître dans l'édifice même du pouvoir bourgeois, sa prétention à l'universalité commence à s'effriter, et des affirmations



jusqu'à-là hégémoniques se révèlent être ce qu'elles sont réellement : une manière de préserver la stabilité capitaliste. Le consensus social se dégrade et les exigences capitalistes ne sont plus perçues comme concourant au bien-être général. Une polarisation politique est en cours, un espace politique s'ouvre qui pourrait être conquis par les anticapitalistes écosocialistes, mais aussi par l'extrême droite, alors que des « *symptômes morbides* » commencent à apparaître.

Lorsque nous proposons une politique de santé basée sur la solidarité, il est clair que ces exigences dépassent le cadre fixé par le capitalisme. Notre santé dépend des conditions dans lesquelles nous vivons, si nous pouvons respirer un air pur, boire de l'eau non contaminée, nous procurer des aliments de bonne qualité, si nos villes nous offrent un environnement viable, etc. En bref, cela dépend de vivre dans des conditions correctes et d'avoir des revenus suffisants pour nous garantir une bonne vie. La santé est un ensemble physique, social, culturel et environnemental qui est à la base d'une vie humainement riche et correcte. Parce que les conditions de vie créées par le capitalisme ne nous permettent pas de mener une bonne vie, ni sur le plan social ni

sur le plan culturel et écologique, une politique de santé fondée sur la solidarité dépasse les limites fixées par le capitalisme.

La crise écologique

La déforestation, l'extractivisme, la productivité capitaliste, la dévastation des écosystèmes et l'augmentation du confinement des animaux et de la consommation de viande ont facilité et augmenté le franchissement des barrières des espèces par les virus. Les trois quarts des nouvelles maladies apparues depuis 1960 sont des zoonoses. Il s'agit notamment de l'Ebola, du sida, du SRAS, du MERS et du Covid-19. La mondialisation des échanges a entraîné une rapide prolifération des virus à l'échelle mondiale. La croissance des mégapoles et des bidonvilles qui y sont liés accélère la vitesse de transmission entre les humains. Ainsi, la pandémie de Covid-19 est une conséquence de l'intersection des effets de la mondialisation.

Le GIEC prévoit une augmentation des températures moyennes mondiales allant jusqu'à 6° C d'ici 2100, ce qui implique des augmentations de température beaucoup plus importantes dans la plupart des régions continentales et dans l'océan Arctique, une élévation significative du niveau de la mer et une augmentation globale de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes tels que les canicules, les mégafeux, les sécheresses, les inondations et les ouragans ou typhons dévastateurs. Cela amènerait 3,5 milliards de personnes à quitter 19 % de la surface terrestre, dont les zones côtières et les régions tropicales. Cette catastrophe climatique, ainsi que d'autres points de basculement environnementaux, notamment la perte de biodiversité, la déforestation et le manque d'eau potable, auraient des conséquences encore plus terribles que celles du Covid-19. La pandémie nous donne ainsi un aperçu de ce que pourrait devenir un monde victime de telles catastrophes.

Dans certaines régions du monde, le

moment de la pandémie est utilisé par l'agro-industrie pour faire avancer le projet capitaliste de destruction de la nature. Le Brésil en est un exemple : en mars et avril, la déforestation de la forêt amazonienne y a augmenté de 29,9 % par rapport à la même période l'année précédente. Cette avancée destructrice sur la forêt est aussi une avancée du génocide de ses peuples, en particulier les peuples indigènes, qui ont été parmi les plus touchés par le Covid-19. Il est essentiel que nos organisations éco-sociales participent à la défense internationale de la forêt amazonienne et de la santé des peuples indigènes pendant cette période de pandémie !

L'impact géopolitique et géo-économique sur la situation mondiale

Le conflit pour la suprématie est assumé et belliqueux, dans une bipolarité résolument construite par les États-Unis et la Chine.

Depuis un demi-siècle, la Chine s'est développée dans le cadre d'un partenariat stratégique avec les États-Unis. L'administration Obama avait déjà tenté de répondre à la croissance menaçante de la Chine en essayant de la saper par le biais du Traité de partenariat transpacifique signé en 2015. Mais dans le cadre du réalignement géopolitique promu par le projet Trump, son gouvernement a dénoncé l'accord en janvier 2017, ce qui a permis à Pékin de commencer à se poser en champion du libre-échange et de la mondialisation économique face au protectionnisme nationaliste de Washington.

La rupture de cette alliance a eu des répercussions dans toutes les sphères de la société mondiale. Les États-Unis et l'Union européenne (UE) sortent donc affaiblis de cette phase. L'UE, déjà touchée par Brexit, sera la plus endommagée. L'incapacité de mobiliser une réponse sanitaire paneuropéenne à la crise a porté un coup à l'UE : les États membres n'ont pas agi de concert lorsque la crise a éclaté en Europe, mais unilatéralement, en fermant les frontières, en suspendant la libre circulation et en interrompant sans coordination les liaisons de transport. Pendant des semaines, l'Italie n'a reçu aucune aide, ni des pays voisins, comme la France ou l'Allemagne (qui ont également bloqué les exportations de fournitures et d'équipements médicaux), ni au niveau de l'UE. La Chine a fait davantage en matière de fourniture d'équipements. Cuba, malgré le blocus criminel des États-Unis, a envoyé des brigades médicales dans plus de 20 pays.

Les pays endettés comme l'Espagne, la



Grèce ou l'Italie sont renvoyés vers le mécanisme européen de stabilisation financière (MESF) dans le cadre d'un soutien spécial à la crise pandémique de 240 milliards d'euros. Ce mécanisme exige des mesures d'austérité – et des suppressions de services publics – en échange de crédits.

Avec 40 millions de demandes d'inscription au chômage au début du mois de juin, l'économie américaine devrait décliner de 5,8 % (FMI) à la fin de l'année. Dans le contexte de la crise sociale (et d'une vague de soulèvements antiracistes actuellement en cours), le pays a prévu des élections en novembre, qui marqueront le cours de la situation politique intérieure et extérieure. Trump utilisera tous les moyens possibles pour se faire réélire (y compris la fraude), mais il aura du mal à y parvenir. Son prestige auprès de la moitié de la population a été très affecté. L'éruption actuelle de mobilisations massives et radicales aux États-Unis survient dans le contexte de l'inégalité sociale et raciale historique, du mécontentement politique et de l'expérience de lutte accumulée par les nouvelles générations. C'est aussi le produit de la gestion désastreuse de la pandémie par le gouvernement Trump, qui a provoqué un impact disproportionné sur les communautés noires.

Dans les pays les plus pauvres, les populations subiront à la fois des dommages sanitaires et des effets économiques. Au Brésil, au Pérou, au Chili et au Mexique, on constate une forte augmentation du nombre des infections. Au Brésil, les experts de la santé prévoient une explosion de Covid-19 en juin, aggravée par les politiques criminelles de Bolsonaro. Ce pays combine de manière explosive une crise sanitaire qui s'aggrave avec une récession économique et une grave crise institutionnelle. Bolsonaro est plus isolé et fait appel à sa base radicale d'idéologie fasciste, soutenue par des secteurs des servi-

ces de police de l'État, de l'armée et des milices, pour faire taire le Congrès et la Cour suprême afin de gouverner de manière explicitement dictatoriale.

En Afrique et au Moyen-Orient, les systèmes de santé sont encore plus défaillants, touchés par les situations de guerre et, même si le nombre de malades est faible, les risques de cette épidémie s'ajoutent à ceux déjà présents : en Afrique, par exemple, le paludisme a tué 380 000 personnes en 2018, la tuberculose 607 000 et la malnutrition entre 2 et 3 millions. Les peuples seront sérieusement confrontés à une plus grande austérité et à un approfondissement du sous-développement, de la dépendance alimentaire, de l'endettement, de la mainmise des multinationales et du grand capital local sur l'économie et les ressources. Ce sont ces mêmes causes qui ont déclenché le processus révolutionnaire dans la région arabe et qui lui donneront un nouvel élan pour un nouveau cycle après le Covid-19.

L'incertitude totale quant à une reprise économique en forme de V tend à rendre les groupes capitalistes et leurs gouvernements plus agressifs. Tant que le capitalisme ne sera pas vaincu, tout espoir d'un « monde d'après », différent et meilleur, sera pure utopie ; il sera encore plus inégal. La lutte pour une alternative anticapitaliste est d'autant plus urgente.

Crise du modèle néolibéral

Cette crise a ses racines dans la mondialisation, et toutes les crises précédentes seront amplifiées après cette pandémie. De plus, le Covid-19 a révélé la fragilité d'un système capitaliste de production mondialisé, profondément déterminé par la recherche maximale de la valeur marchande (à travers les chaînes de valeur et l'adaptation des productions des pays dominés aux intérêts des grands groupes capitalistes) et d'un taux de profit largement indépendant de la croissance. Néanmoins, les objectifs capitalistes dans les prochains mois seront de continuer comme si de rien n'était – « *business as usual* » – le plus vite possible.

L'accentuation de la mondialisation et des politiques d'austérité avait déjà trouvé ses limites ces dernières années : depuis la crise financière de 2008, les grandes banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine, la BCE et la Banque d'Angleterre, ont injecté d'énormes sommes d'argent dans les banques privées pour maintenir à flot l'ensemble du système économique. Dans le même temps, avec des taux d'intérêt réels nuls ou négatifs, l'endettement des pays et des entreprises capitalis-

Covid-19

tes a augmenté en flèche aux États-Unis et en Europe.

Les moyens financiers que les banques centrales ont distribués à profusion n'ont pas été utilisés par les banques et les grandes entreprises capitalistes des autres secteurs pour des investissements productifs. Ils ont été utilisés pour acquérir des actifs financiers. Cela a produit une bulle spéculative sur le marché boursier, sur le marché obligataire (c'est-à-dire les dettes obligataires) et, à certains endroits, dans le secteur immobilier. Toutes les grandes entreprises se sont retrouvées surendettées au début de cette crise.

Une crise sociale profonde

Covid-19 a fortement perturbé la production, les transports et la demande.

Même dans les zones moins touchées par la pandémie – comme par exemple en Afrique (5 125 morts le 7 juin, dont plus de 3 800 en Algérie, au Cameroun, en Égypte, au Maroc, au Nigeria, en Afrique du Sud et au Soudan) – les crises en Chine, puis aux États-Unis et dans l'UE ont des effets profonds au niveau économique et social : le Programme alimentaire mondial prévoit pour 2020 un doublement du nombre de personnes concernées par l'insécurité alimentaire aiguë, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient (il était de 135 millions en 2019 en raison des guerres et du changement climatique).

L'effet de cette crise est le retour du spectre de la faim dans les secteurs les plus pauvres de la classe ouvrière de plusieurs pays, en particulier pour les exclus du monde du travail ou insérés de manière précaire, sans droits du travail – qui sont en général les populations racialisées et exclues à cause de leur condition ethnique et sociale. C'est pourquoi les initiatives des mouvements sociaux visant à organiser des actions de solidarité de classe pour lutter contre la faim sont fondamentales et ont des effets directs sur la capacité d'organisation politique dans les quartiers pauvres. Les mouvements des communautés noires et migrantes (en particulier au Brésil, aux États-Unis et en Europe) au cœur de ces initiatives, ont joué un rôle fondamental dans l'organisation de la résistance populaire à la pandémie.

La production alimentaire est actuellement fortement centralisée, avec une poignée de grandes entreprises qui dominent dans chaque secteur. Une grande partie de ce qui est produit est activement préjudiciable à la santé humaine, et la malbouffe, qui est bon marché et rassasiant, contribue de manière significative à l'obésité et aux maladies qui affectent le plus les pauvres.



Effets sur l'emploi et les conditions de vie des classes ouvrières et populaires

Les classes populaires, dont font partie les paysans pauvres, sont les principales victimes du Covid-19, directement par le nombre de décès, et indirectement par les licenciements, les pertes d'emploi ou d'activité et les réductions de salaire.

Toutes les premières études, menées par exemple aux États-Unis, au Brésil ou en France, montrent que les classes populaires sont les principales victimes des décès dus au Covid-19. Sur une population active de 3,3 milliards de personnes, plus de quatre personnes sur cinq ont été touchées par la fermeture totale ou partielle de lieux de travail, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Aux États-Unis, 20 millions d'emplois ont été détruits en avril, après 30 millions de nouveaux enregistrements de chômeurs en mars. En Grande-Bretagne, il y a eu 950 000 nouvelles inscriptions au chômage entre le 16 et le 31 mars – soit dix fois plus que la normale. En Europe, la part du chômage partiel a explosé. En Allemagne, près de 500 000 entreprises l'ont mis en œuvre en mars, soit vingt fois plus en un mois qu'après la crise financière de 2008.

En Afrique, en Amérique latine et en Asie, (jusqu'à 90 % en Inde) une part importante de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle. Ces « *travailleurs au noir* » ont perdu leurs revenus avec la crise Covid-19, et n'ont pratiquement aucune protection sociale, aucune allocation de chômage et peu d'accès aux services de santé. Dans de nombreux pays, une proportion importante de ces travailleurs sont des migrants – soit des migrants intérieurs, des campagnes vers les villes (Inde, une grande partie de l'Afrique) ou vers d'autres États

(dans les États du Golfe, en provenance d'Asie, aux États-Unis, en provenance d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, etc.). Ces travailleurs sont doublement vulnérables : non seulement ils sont les premières victimes de la crise économique, mais ils sont de plus désignés par les racistes comme des boucs émissaires. L'OIT prévoit que 1,6 milliard de personnes dans le monde – soit les trois quarts des travailleurs informels – risquent de perdre leurs moyens de subsistance au cours du deuxième trimestre. Elle estime que 6,7 % des heures de travail dans le monde pourraient être perdues au cours du deuxième trimestre, soit 195 millions d'équivalents temps plein pour une semaine de 48 heures, dont 125 millions en Asie, 24 millions en Amérique et 20 millions en Europe. Une étude de l'Union africaine avance le chiffre de 20 millions d'emplois perdus sur le continent et une augmentation de la dette.

Le Covid-19 a intensifié les discriminations

En général, ce sont les plus précaires de la classe ouvrière qui ont été le plus directement ou indirectement touchés par le virus. À New York, les Noirs du Bronx, dans l'ensemble des États-Unis, les Amérindiens et les Noirs ; en région parisienne, les populations racialisées de Seine Saint-Denis ; au Brésil, les Noirs des favelas. En Inde, beaucoup de ceux qui vivent dans les rues ou dans les bidonvilles sont des musulmans, qui ont été rapidement chassés par les propriétaires et l'État lorsque Modi a imposé un confinement draconien et très rapide – ce qui a entraîné un vaste mouvement de population. Pour les Philippines, on estime que plus de 70 000 travailleur-es émigrés seront contraints de rentrer, ayant perdu leur emploi à cause de la pandémie. Certains d'entre elles et eux travaillaient dans la construction, mais la majorité dans l'hôtellerie, y compris sur les paquebots de croisière. Toutes ces populations ont été victimes de facteurs de morbidité plus importants, de conditions d'alimentation et de logement plus précaires, et de la nécessité de se déplacer pour continuer à travailler.

● Dans toute l'Europe, aux États-Unis et au Canada, en Amérique latine, en Inde, en Chine et au Moyen-Orient, les violences contre les femmes et les féminicides ont augmenté de 30 à 100 % par rapport à la situation précédente.

● Aux États-Unis, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud (au Brésil en particulier), les populations d'origine africaine souffrent beaucoup plus, compte tenu de la situation

de pauvreté de la majorité, avec la pandémie, le chômage, la perte de revenus du secteur informel et la violence de l'État.

- Toutes les populations déportées et réfugiés – les Syriens, les Palestiniens, les Ouïgours, les Rohingyas dans les camps au Bangladesh – souffrent encore plus de cette situation.

- Dans le Golfe, des millions de travailleurs migrants d'Asie du Sud se trouvent aujourd'hui dans une situation des plus précaires, sans travail ni moyens.

- Les élèves et les étudiants des milieux défavorisés sont ceux qui ont le plus souffert de la fermeture des établissements et de l'enseignement en ligne sans qu'il y ait une garantie d'accès aux ordinateurs et à Internet pour toutes et tous. Les jeunes enfants, en particulier, sont les plus susceptibles de souffrir d'un soutien insuffisant dans leur environnement familial.

La pandémie facilite les atteintes aux libertés

De nombreux pays ont introduit des restrictions aux droits démocratiques dans le cadre du confinement en état d'urgence. Dans de nombreux pays, des lois d'exception ont été promues, des opposants arrêtés. Aux Philippines, par exemple, Duterte a utilisé le Covid-19 pour intensifier une politique répressive de contrôle de la population. Il en va de même à Hong Kong, où le gouvernement de Pékin introduit une nouvelle restriction des droits démocratiques. En Amérique latine, c'est le cas au Brésil, en Colombie, au Chili, en Équateur et en Bolivie, par exemple. Dans de nombreux pays, les mesures de confinement et de contrôle mises en œuvre sont l'occasion d'utiliser les nouvelles technologies de traçage pour expérimenter de nouvelles méthodes de surveillance policière. Il est clair que l'objectif sera de rendre ces mesures permanentes. D'autant plus que le Covid-19 est arrivé dans de nombreux pays à la suite de nombreuses mobilisations sociales contre les conséquences des politiques capitalistes. C'était le cas, par exemple, à Hong Kong, en Algérie, au Chili, ou en France.

Ayant exacerbé ces situations d'injustice sociale, les classes dominantes craignent à juste titre une résurgence des mobilisations sociales. Elles s'y préparent donc en essayant de renforcer leurs arsenaux répressifs. Néanmoins, déjà, malgré le Covid-19, à Hong Kong, les manifestations ont recommencé contre les lois antidémocratiques du gouvernement de Pékin, et au Brésil un vaste mouvement s'organise pour demander la destitution de Bolsonaro. Nous pouvons

nous attendre à de nombreuses mobilisations sociales et politiques dans les prochains mois.

L'actuelle explosion des mobilisations massives aux États-Unis, en réponse à l'assassinat de George Floyd par la police de Minneapolis (qui a une longue tradition de racisme particulièrement flagrant), s'inscrit dans le contexte du mouvement Black Lives Matter et dans celui de l'impact disproportionné sur la communauté noire des politiques sanitaires de Trump.

Les mouvements sociaux et les anticapitalistes doivent s'organiser contre la violence des politiques agressives

Alors que les risques sanitaires sont encore très présents et que le seul objectif de la classe dominante est de reconstruire ses profits, les menaces qui pèsent sur les classes populaires sont doubles. Non seulement les fermetures d'entreprises et les licenciements vont augmenter, les salaires seront bloqués ou réduits, mais de plus les lois de protection des droits du travail (là où elles existent) ont été largement remises en cause avec les mesures d'urgence – et il y a clairement une volonté de continuer dans ce sens. En Inde, par exemple, le gouvernement Modi pousse les États dans cette direction, et dans l'Uttar Pradesh et le Madhya Pradesh, les droits des syndicats sont suspendus, de même que les règlements d'hygiène et de sécurité du travail pour les activités nouvelles, alors que les licenciements sont facilités.

Dans plusieurs pays, tels que l'Allemagne, l'État espagnol, les États-Unis et le Brésil, pendant le confinement, des groupes d'extrême droite ont organisé des manifestations contre le confinement, des manifestations racistes et xénophobes, mêlant théories du complot, nationalisme ou suprématie blanche. En Inde, les musulmans (200 millions) ont été victimes de campagnes des groupes racistes les accusant d'être responsables de l'épidémie. L'extrême droite parasite ainsi la crise sociale et politique qui sévit dans de nombreux pays, pendant et après le confinement.

Mais, dans de nombreux pays, malgré le confinement, les mouvements sociaux, les syndicats, les communautés populaires ont été actifs, dans la continuité des nombreuses actions et mobilisations menées auparavant par les syndicats, les organisations politiques ou les mouvements sociaux, comme par exemple les mobilisations contre les violences sexuelles ou racistes, pour le droit au logement, les luttes des salarié-es comme

celles des personnels de santé en France, les mouvements anti-autoritaires et démocratiques au Chili, au Liban, en Algérie, à Hong Kong, et toutes les mobilisations climatiques menées au cours des mois précédents. Dans certains pays, cela a conduit au développement d'un nouveau mouvement social – l'entraide – qui soulève des questions intéressantes sur le militantisme « *dans et contre l'État* » dans la situation actuelle (et peut-être à plus long terme) et sur la création d'organisations communautaires là où auparavant elles n'avaient pas cette ampleur. La crise du Covid-19 et ce qu'elle a révélé sur la société dans laquelle nous vivons ne peut que renforcer la volonté de ces mobilisations et mouvements de poursuivre leur action et de réussir.

Pendant le confinement, de nombreuses initiatives auto-organisées des travailleur-es ont eu lieu dans des territoires en résistance, dans les campagnes et les villes. Il existe des exemples de ces initiatives de la population ou de secteurs organisés – tels que les paysans, les peuples indigènes, les chômeurs, les habitants et les communautés à la périphérie des grandes villes, les réseaux de solidarité féministe... Ces initiatives forgent des alternatives très intéressantes, telles que la fabrication collective de masques en tissu à donner à la population afin d'assurer la prévention de la contagion, le don et la production alternative de nourriture, la défense du système de santé publique et la demande d'y accéder universellement, la dénonciation de l'escalade de la violence faite aux femmes et du travail de soins épuisant qu'elles effectuent lors de leur isolement au foyer, entre autres.

Une des conséquences de la crise est la manière dont elle a révélé à des couches beaucoup plus larges de la population les types de travail qui créent une valeur d'usage – travail essentiel – et ceux qui n'existent que pour créer du profit. De manière générale et plus spécifiquement par des actions marquant la valeur que les classes populaires lui accordent, le travail de reproduction sociale dans le domaine de la santé et des soins s'est avéré vital – qu'il soit impayé au sein du foyer ou (mal) payé dans les secteurs public ou privé. Dans de nombreux pays, les actions (applaudissements) qui au début marquaient la reconnaissance aux travailleur-es de la santé ont élargi leur champ d'action pour inclure toutes et tous les travailleurs essentiels, en particulier ceux des services postaux, des transports, de la distribution alimentaire et de la vente au détail. La forte proportion de femmes et de travailleurs noirs et migrants dans ces secteurs a été soulignée.

Covid-19

Dans le même temps, la réduction très importante des voyages aériens et, dans une moindre mesure, des voyages routiers a apporté des avantages inattendus : la réduction de la pollution atmosphérique dans des milliers de villes « *normalement* » étouffées par le smog, et la disparition de la pollution sonore qui permis à beaucoup de gens d'entendre des oiseaux chanter, pour la première fois depuis au moins des décennies.

Des discussions commencent dans de nombreux mouvements sociaux et dans certaines parties du mouvement syndical, remettant en question (sous le slogan *#buildbackbetter* – reconstruire en mieux) la « *normalité* » : la pauvreté au milieu des richesses ostentatoires, le sans-abrisme, les conditions de travail dangereuses, la violence faite aux femmes, la discrimination des populations noires et migrantes, la pollution, les longs trajets des aliments et d'autres aspects de la catastrophe environnementale.

Pendant et après le confinement, il y a eu de nombreuses actions et grèves des travailleurs pour réclamer la sécurité sanitaire, la fermeture des productions non nécessaires, la garantie des droits du travail et le paiement des salaires. Par exemple, dans de nombreux pays, les luttes des employé-es d'Amazon ou des employé-es des secteurs de la restauration, du transport ou de la logistique (livraison).

Par conséquent, les tâches essentielles des mouvements sociaux dans les prochains mois seront d'organiser les classes populaires pour la défense de leur santé et de leurs droits face à une vague d'attaques sociales qui affecteront à la fois l'emploi, les droits sociaux et les libertés démocratiques, et pour recréer une relation durable entre les populations humaines et l'environnement.

Face à la pandémie, un plan d'urgence dans les domaines de la santé, du logement, de l'emploi et des salaires, l'éducation, l'accueil des migrants et l'environnement :

- Partout, et notamment dans les régions touchées par la pandémie, garantie des moyens suffisants pour la mise à disposition massive de kits de dépistage, multiplication des lits de réanimation et des respirateurs ainsi que généralisation à l'ensemble de la population des masques de protection et des tests biologiques appropriés.
- Reprise des activités économiques seulement si la santé des travailleur-es est protégée : mise à disposition de moyens de protection (masques, gels, lunettes, gants) pour tous les employé-es, et exercice immédiat du

droit de retrait si les conditions de sécurité ne sont pas respectées.

- Prise en charge à 100 % par les entreprises et/ou l'État des salaires des travailleuses et travailleurs ayant suspendu leur activité – y compris les migrant-es, les précaires, les temporaires, les domestiques, les indépendant-es et les saisonnier-es – sans obligation de prendre des jours de congé ou de récupérer ultérieurement les heures non travaillées. Obligation pour les États de payer les salaires des employé-es que les employeurs refusent de payer pendant la crise. Le gouvernement doit ensuite récupérer le coût de cette intervention en infligeant une amende à l'entreprise coupable de ne pas payer les salaires.
- Fourniture par l'État d'un revenu minimum garanti suffisant pour vivre décemment aux travailleur-es du secteur informel, aux chômeur-es non rémunérés, aux étudiant-es, à toutes celles et ceux qui en ont besoin.



- Interdiction de tout licenciement et de toute fermeture d'entreprise par des groupes capitalistes, la réintégration des salarié-es licenciés depuis le début de la pandémie.
- Ouverture d'écoles dans des conditions sûres pour les élèves et les enseignant-es. Pas de pénalisation des étudiant-es suite à la suppression des cours.
- Refus de toute mesure autoritaire et exceptionnelle de suspension des droits sociaux, en particulier du droit de grève, et surtout du maintien de ces mesures après la levée du confinement.
- Arrêt de toutes les expulsions de locataires, suspension des loyers, des prêts personnels et des factures d'eau et d'énergie, mise à disposition de logements convenables pour tous ceux qui vivent dans la précarité ou sans logement, réquisition des logements vides.

- Fourniture d'une aide sociale adéquate aux personnes handicapées, aux personnes âgées et à tous ceux qui sont ou ont été socialement isolés par le confinement.
- Mise en place de mesures de protection d'urgence immédiates pour les femmes et les enfants victimes de violence, avec des décisions rapides pour éloigner les conjoints violents ou fournir un logement de remplacement aux victimes, garantie de l'accès en temps opportun à la contraception et à l'avortement en tant que procédures médicales essentielles.
- Conversion des centres fermés pour réfugiés en centres d'accueil ouverts dotés d'installations sanitaires. Régularisation immédiate de toutes et tous les sans-papiers et réfugiés afin de donner accès à tous aux systèmes de protection sociale et de mettre fin à toutes les expulsions. Fermeture immédiate des camps de détention pour migrants, très surpeuplés, en particulier celui de Moria à Lesbos et ceux qui longent la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Lutter contre l'organisation capitaliste de la société, mettre les intérêts des classes populaires et les besoins sociaux au premier plan par une série de décisions urgentes :

1. Tous les domaines essentiels du système de santé, y compris les assurances maladie, de même que l'industrie pharmaceutique et biotechnologique ainsi que toutes les recherches et le développement médical et pharmaceutique ne doivent pas être privés mais être placés sous contrôle public. Les brevets sur les médicaments, les connaissances et les produits médicaux doivent être abolis. La recherche médicale doit être menée au niveau international dans un esprit de solidarité et être consacrée uniquement au service de l'humanité. Le savoir et les technologies doivent être mises gratuitement à la disposition de chaque pays.
2. Cela doit s'accompagner du développement d'une infrastructure sociale gratuite pour la santé, au niveau local, au plus près des besoins, et national. Les emplois essentiels de la reproduction sociale, occupés majoritairement voire exclusivement par des femmes, doivent être socialement reconsidérés et mieux rémunérés.
3. Il est évident que dans le cadre de cette restructuration du système de santé, tous les hôpitaux privés doivent être placés sous contrôle public et transférés à la propriété sociale. Un secteur unifié des soins de santé et des soins cliniques est absolument essentiel.

4. Les services de nettoyage et autres services nécessaires au fonctionnement des hôpitaux et de tous les établissements de soins doivent être réintégrés dans le service public. Les employé-es de ces services doivent être rémunéré-es décemment et l'intégrité de leur santé sur le lieu de travail doit être garantie.

5. Afin de pouvoir faire face à tout cela, il faut arrêter toute production d'armes, convertir les usines vers des productions socialement utiles et investir les fonds ainsi libérés dans le développement du système de santé.

6. Financer les coûts engendrés par l'expansion du système de santé au moyen d'impôts spéciaux sur les hauts revenus, les rentes et le patrimoine. Tout doit être fait pour que les coûts de la crise soient supportés par ceux qui ont réalisé d'énormes profits et accumulé des richesses aux dépens du reste de la population au cours des dernières décennies.

7. Les conditions de travail ne doivent pas rendre les gens malades et doivent être propices à leur développement et à leur santé. Cela est particulièrement urgent pour les travailleurs non qualifiés de l'industrie de la viande, de l'agriculture, des soins aux personnes âgées et des services de livraison. La sécurité du travail, des mesures sanitaires et d'hygiène adéquates doivent être garanties. Réduction du temps de travail et amélioration des dispositions en matière de pause.

8. Éradication des logements précaires et insalubres avec des plans d'urbanisme pour la construction de logements publics de qualité.

9. Renforcement et extension du système d'éducation public, refus de sa privatisation par le développement d'entreprises proposant des modules d'apprentissage sur Internet.

10. Transfert à la propriété publique des principales plateformes de médias sociaux. Facebook, WhatsApp, Amazon et Zoom qui profitent massivement du confinement et collectent des données qui généreront d'énormes profits à l'avenir. Elles devraient être expropriées (sans compensation, elles ont déjà trop rapporté) et fonctionner en tant que service public transparent et sans but lucratif.

11. Mise en régie publique des services funéraires. Des entreprises privées ne devraient pas être autorisées à tirer profit de la mort et à tenter de manipuler le chagrin des gens pour maximiser leurs recettes.

12. Une agriculture soutenable et une justice alimentaire mondiale, en réorganisant les circuits de production et de distribution en fonction des besoins sociaux. Réduction des

transports des aliments et de la consommation de viande. Arrêt de la déforestation, en particulier celle provoquée par l'agrobusiness.

13. Expropriation des banques privées sans indemnisation des principaux actionnaires et socialisation du système financier sous contrôle citoyen ; suspension de tous les frais bancaires sur les comptes privés et octroi aux classes populaires de prêts à taux zéro pour répondre à leurs besoins immédiats ; gel des dettes bancaires des familles, du microcrédit et des loyers ; garantie de l'eau, de l'électricité, du gaz et de l'internet pour tous.

14. La suspension immédiate du paiement des dettes publiques doit permettre de mobiliser les fonds suffisants dont les pays ont besoin pour répondre aux besoins populaires pendant la pandémie. La suspension du paiement de la dette doit être combinée à un audit avec la participation des citoyens afin d'identifier la partie illégitime et de l'annuler.

15. Ouverture des frontières pour l'admission sûre des migrants, avec un statut légal et l'accès aux services de santé et d'aide sociale.

16. La lutte contre la discrimination dans l'accès aux services publics des autochtones, des migrants, des Noirs, des femmes, des LGBTIQ et des personnes handicapées ne peut se faire que par des programmes d'action positive visant à combattre des siècles de discrimination institutionnelle et par la consultation et la participation permanentes de ces communautés à une véritable prise de décision afin de créer des services qui répondent réellement aux besoins de chacune et chacun.

Un autre monde est nécessaire et urgent !

Puisqu'elle met en péril les fondements de la vie humaine, la convergence actuelle des crises exige une politique anticapitaliste avec une perspective écosocialiste. Elle montre l'urgence d'une société fondée sur les besoins sociaux, organisée par et pour les classes populaires avec une propriété publique des banques et des principaux moyens de production. Cette crise montre l'urgence de mettre un frein aux causes du changement climatique, d'arrêter la déprédation environnementale qui détruit « *notre maison commune* », réduit la biodiversité et ouvre la voie aux pestes contemporaines, tels que les syndromes respiratoires graves de nature virale.

Dans la première décennie du néolibéralisme, des secteurs sociaux s'unissaient pour



dire *Un autre monde est possible*, aujourd'hui nous devons nous unir pour dire *Un autre monde est nécessaire et urgent !* Nous avons besoin d'une action internationaliste commune pour aller vers un monde où la vie vaut plus que le profit, où la nature cesse d'être une marchandise. La crise actuelle montre clairement qu'une partie importante de la production capitaliste est purement prédatrice, totalement superflue et gaspilleuse.

Au début des années 2000, le mouvement pour la justice mondiale a rassemblé des millions de personnes, issues de mouvements sociaux, de syndicats, avec la participation d'organisations de la gauche radicale. Aujourd'hui, nous devons construire de tels rassemblements, en proposant des revendications pour lutter contre le capitalisme, le changement climatique et les discriminations. Dans différents pays ou au niveau international, certaines initiatives poursuivant cet objectif commencent à voir le jour. Les organisations et les militant-es de la IV^e Internationale consacreront leurs efforts au succès de ces initiatives. Il est urgent que les organisations et les courants sociaux, anticapitalistes et révolutionnaires se coordonnent, débattent et établissent des actions communes au niveau régional et international.

Il sera impossible de revenir à l'état dit normal d'avant la crise Covid-19 – c'était une « *normalité* » capitaliste menaçant l'avenir de l'humanité et de la planète. Il est urgent de passer à une nouvelle société basée sur les besoins sociaux, organisée par et pour les classes populaires, avec la propriété publique des banques et des principaux moyens de production. C'est pourquoi une perspective de transformation socio-écologique radicale est nécessaire. ■

Le 8 juin 2020

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

État espagnol

« Anticapitalistas a décidé de quitter Podemos »

Communiqué (1)

Le 28 mars dernier s'est conclu un processus de consultation interne, au cours duquel Anticapitalistas a décidé de quitter Podemos. 79 % des militant·es ont participé, 89 % d'entre elles et eux ont voté pour, 3 % contre et 7,5 % se sont abstenus. Nous avons décidé d'attendre jusqu'à aujourd'hui pour le rendre public : notre priorité a été d'être attentifs à la pandémie Covid-19 qui frappe durement le pays et qui affecte fondamentalement les secteurs les plus vulnérables des classes populaires.

Pour nous, co-fondateur·es de cette organisation, ce fut une expérience collective pleine d'intérêt qui fera toujours partie de notre histoire, ainsi que de l'histoire de Podemos. Les objectifs qui nous ont poussés à participer à la fondation de cette organisation sont connus de tout le monde. Il fallait configurer un sujet politique large et radicalement démocratique, fortement lié aux luttes et aux mouvements sociaux, capable de remettre en cause le pouvoir économique, culturel et politique des élites et de neutraliser les effets d'un néolibéralisme agressif et incontrôlé. Avec une volonté, bien sûr, celle de penser et de construire une alternative politique globale au capitalisme écocide et patriarcal.

Nous pensons que ces objectifs sont toujours d'actualité, mais que Podemos a cessé d'être aujourd'hui l'espace à partir duquel Anticapitalistas peut contribuer à les porter. Nous avons affirmé nos positions à plusieurs reprises et les avons fraternellement proposées aux autres courants de la gauche. Malheureusement, Podemos n'est pas aujourd'hui l'organisation que nous souhaitons construire au début : son modèle organisationnel et son régime interne basé sur la centralisation du pouvoir et des décisions dans un petit groupe de personnes – liées aux postes publics et à son secrétariat général – laissent peu d'espace pour le travail collectif pluraliste. À l'évidence, c'est un



Dmitriy Tsarenko

modèle qui ne s'est pas avéré efficace pour progresser sur le terrain social : l'organisation militante et la force qui animait Podemos par en bas à ses débuts se sont diluées, désorganisées et évaporées, sans que cela se soit traduit par une amélioration des résultats électoraux – ce qui avait été la justification donnée à ce tournant.

D'autre part, Podemos est né comme un mouvement politique opposé aux normes économiques et politiques du système. Il est évident que cette stratégie a été changée. Pour Podemos, le « possible » s'est peu à peu réduit durant ces années ; de notre point de vue la tâche reste toujours de rendre possible le « nécessaire ». Le point culminant de cette dérive est la stratégie de gouverner aux côtés du PSOE. Une fois de plus, un projet de gauche est à court terme subordonné à la logique du moindre mal, acceptant de renoncer à ses orientations en échange d'une influence faible et non décisive sur le Conseil des ministres. Malgré la propagande gouvernementale, les politiques de la coalition ne rompent pas avec le cadre économique orthodoxe, elles ne s'engagent pas à la redistribution des richesses, ni au renforcement radical du secteur public ou à la désobéissance aux institutions néolibérales. Bien entendu, nous soutiendrons toutes les conquêtes qui se produiraient dans ce cadre et nous lutterons ensemble contre l'extrême droite. Mais dans un contexte de crise systémique profonde, nous croyons qu'un engagement à faire avancer la démocratie et la justice sociale passe nécessairement par la construction d'une force sociale, par des politiques ambitieuses et par la préparation d'un affrontement contre les élites.

Les mois et les années à venir seront le théâtre de grandes batailles entre les classes. La crise en cours n'est pas conjoncturelle : c'est une crise systémique, économique, écologique, des soins. Elle impliquera des réalignements politiques, culturels et sociaux majeurs. Rien de ce que nous croyons aujourd'hui garanti ne se maintiendra à l'identique. Notre engagement pour la construction d'un mouvement anticapitaliste ouvert à toutes sortes de luttes et d'expériences nous permet de regarder l'avenir d'une manière ouverte et il ne fait aucun doute que nous nous retrouverons dans de nombreuses luttes communes avec celles et ceux de Podemos.

Dès que la situation socio-sanitaire le permettra, nous organiserons une conférence politique d'Anticapitalistas pour débattre en profondeur de nos propositions pour la nouvelle étape. ■

Russie

Défendons les militants socialistes et écologistes d'Ijevsk Exigeons l'abandon des accusations à motivation politique portées contre Dmitriy Tsarenko !

Depuis fin avril, Dmitriy Tsarenko (dit Morozov), un des dirigeants du Mouvement socialiste russe en Oudmourtie, à Ijevsk, subit une pression croissante de la part de l'appareil d'État, en particulier du Centre de lutte contre l'extrémisme du ministère de l'Intérieur, souvent utilisé par les autorités contre les opposants politiques. Le 15 mai, la police a tenté de l'inculper d'une tentative d'incendie criminel contre le bureau du parti au pouvoir, Russie Unie, et le 18 mai Dmitriy a été officiellement inculqué pour le ridicule délit de « justification du terrorisme » en rapport avec un discours qu'il a prononcé lors d'une manifestation en mars. Morozov avait alors exigé la libération des antifascistes emprisonnés dans le cadre de « l'affaire du Réseau » (2), qui a été fabriquée par la police secrète. Selon le code pénal russe, une telle accusation peut entraîner une peine jusqu'à trois ans de prison.

Toute condamnation de Tsarenko serait un nouvel exemple effroyable de la répression du gouvernement russe contre son opposition. Elle créerait un précédent très dangereux, permettant d'accuser pratiquement tout défenseur des prisonniers politiques d'être accusé du même crime. La plus ancienne organisation russe de défense des droits humains, Memorial, considère que les accusés dans « l'affaire du Réseau » sont des prisonniers politiques.

Nous pensons que les accusations criminelles portées contre Dmitriy ont des motifs politiques et sont liées à son rôle actif dans l'organisation des actions de plusieurs centaines de personnes contre la construction d'une usine de traitement des déchets dangereux à Kambarka, la ville voisine, bordée par des plans d'eau, ainsi qu'à sa critique ouverte du gouverneur de la République d'Oudmourtie, Alexandre Bretchalov, et à son projet de se présenter aux élections locales cette année.

Cette répression visant Tsarenko s'inscrit dans la tendance à la répression croissante que nous avons observée le mois dernier, alors que le niveau de confiance des Russes dans le gouvernement s'effondre, car celui-ci s'est avéré incapable d'endiguer la propagation de l'épidémie et de fournir un soutien matériel à la population confinée.

Nous vous demandons de contribuer au lancement d'une campagne internationale de solidarité avec Dmitriy Tsarenko. Contactez vos alliés de gauche, du militantisme environnemental et de défense des droits humains, faites connaître son cas en utilisant les hashtag #HandsOffMorozov #SolidarityIsNotaCrime, et envoyez des lettres demandant l'abandon des charges aux ambassades de la Fédération de Russie dans vos pays, ainsi qu'au Comité d'investigation <press@18.sledcom.ru> et au gouvernement de la République d'Oudmourtie <gov@udmurt.ru> ! ■

Mouvement socialiste russe (3)

1. Ce communiqué a été publié le 14 mai 2020 sur le site d'Anticapitalistas, section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol : <https://www.anticapitalistas.org/comunicados/comunicado-anticapitalistas/> (Traduit de l'espagnol par J.P., A.R. et A.P.).

2. En février 2020, sept militants jeunes de gauche ont été condamnés par la Cour militaire de Penza, présidée par le juge Youriy Kloubkov, à des peines de prison de 6 à 18 ans, accusés d'avoir constitué une « organisation terroriste » nommée « Réseau ». Deux autres accusés attendent un jugement par la Cour de Saint-Petersbourg. Ce verdict a provoqué de nombreuses protestations et manifestations. « Ces accusations de terrorisme sont le fruit de l'imagination des services de sécurité russes et ont été fabriquées dans le but de faire taire ces militants. Le procès a été un simulacre – les accusés disent que leurs aveux ont été extorqués par la torture et les prétendues preuves sont contredites par les faits », a déclaré Natalia Prilutskaya, chercheuse d'Amnesty International Russie.

3. Pour toute information complémentaire, on peut écrire à <socresist@gmail.com> ou consulter le site web du Mouvement socialiste russe : <http://anticapitalist.ru/>

La société de la PEUR

Un essai sur la lutte des démocraties contre la haine

Par
Francisco Louçã*

Cette sorte de malédiction biblique qui nous est tombée dessus n'est-elle qu'un délire de nos vies fragiles ? Non, ce n'est pas un cauchemar, le risque de contamination et la létalité du Covid-19 sont immenses. Si la mortalité augmente aux États-Unis, et si la vague de la pandémie continue à se développer dans l'hémisphère sud, les prochains mois seront encore plus difficiles (le Malawi et l'Ouganda, dont les populations sont respectivement presque deux fois et cinq fois plus nombreuses que celle du Portugal, disposent respectivement de 25 et 12 lits de soins intensifs). Nous devons toutefois nous poser la question suivante : n'en a-t-il pas été ainsi dans d'autres cas ? En fait, bien qu'il n'y ait plus personne ayant une mémoire directe de la grippe dévastatrice de 1918, nous sommes contemporains d'une autre épidémie du même ordre de grandeur, celle du VIH, qui a fait 36 millions de victimes en 40 ans. Peut-être que la première s'est perdue dans les mémoires et que la seconde a toujours été murmurée comme une punition imprononçable, mais même cela ne nous libère pas de ce passé qui obscurcit notre présent. Qu'y a-t-il de nouveau ou de différent dans le Covid-19 ? Est-ce seulement le danger, qui n'est pas une mince affaire, de passer de l'état d'urgence à l'état d'exception permanente ? Plus que cela. La nouveauté, c'est la société de la peur. C'est le langage d'aujourd'hui, et c'est ce que je veux analyser dans cet essai.

La peur qui effraye

Les sociétés modernes ont toujours vécu avec la peur, ce qui en fait une forme de communication. C'est d'ailleurs cette banalisation qui a permis de la domestiquer. La peur absolue a donc été acceptée, à condition qu'elle se réfère à l'impensable et se limite à des événements uniques, définissant les moments de panique comme un choc qui nous est imposé de l'extérieur et qui, même



Francisco Louçã

pour cette raison, peut être dramatisé comme un spectacle.

L'exemple le plus frappant de cette peur à l'aube de la modernité est le tremblement de terre de 1755 à Lisbonne. Il y avait alors l'optimisme de la conquête et des idées nouvelles qui se disaient « lumières », mais le malheur qui s'est abattu sur Lisbonne, inattendu, voire inimaginable, a obligé à reconsidérer les risques de la vie. Cependant, il n'était pas possible de trouver une cause à la mort, car la cause était indépendante de la main humaine et même des connaissances de l'époque : c'était soit un châtiment, soit un échec de la providence, la colère d'un dieu ou sa résignation, mais ce cosmos serait toujours au-delà de la culpabilité. Pourtant, ce que l'humanité ne pouvait pas accepter, c'était de fermer les yeux : « *Lisbonne est abîmée et l'on danse à Paris* », protestait Voltaire dans son poème-manifeste sur la catastrophe (1), tandis que Kant s'efforçait de proposer des hypothèses sur la sismologie des abîmes qui s'étaient révoltés. Rousseau a écrit à Voltaire pour lui suggérer que s'il y avait une leçon à tirer de tout cela, ce serait que le mal s'installe parmi nous. Ce qu'en tout cas aucun de ces radicaux ne supportait, c'était la condescendance des autres philosophes pour lesquels « *ce qui existe, est juste* », une justification circulaire qu'ils condamnaient et contre laquelle ils se battaient.

En raison de l'ampleur du drame, plus que de ce débat dans les salons philosophi-

ques, le tremblement de terre de Lisbonne a obligé l'Europe à renoncer aux commodités d'une vie idéalisée sous la protection d'une causalité céleste et à chercher à comprendre sa peur. Cependant, c'était une réponse facile, elle ne faisait que nous renvoyer à la surprise. La peur s'est nourrie de ce hasard alors que le ciel s'effondrait sur la terre.

Et si le danger, c'était nous ?

Et maintenant nous nous rendons compte que cette fois-ci, ce n'est pas le hasard qui nous a frappé-es. La pandémie n'est pas un tremblement de terre, inattendu et momentané. Ce n'est pas non plus une guerre, avec des armées ordonnées et des territoires connus, même si dans quelques métaphores désespérées se dessine cet « *ennemi invisible* » et apparaissent ses « *fronts de bataille* ». Ce qui terrifie plus qu'une guerre ou un tremblement de terre, c'est qu'ici la peur, c'est nous, c'est notre maladie. La maladie fait de notre propre corps le foyer de l'inconcevable. Nous sommes le danger, il ne vient pas des profondeurs des mers ou des terres ou d'une armée d'invasion. Alors, si nous sommes les porteurs du mal, nous devons nous demander comment et pourquoi nous sommes devenus notre plus grande peur.

Dans son ouvrage sur l'histoire de la guerre du Péloponnèse, qui décrit l'affrontement entre Sparte et Athènes, de 430 à 429

* Francisco Louçã, militant de la IV^e Internationale depuis sa jeunesse, est économiste et professeur d'université. Dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV^e Internationale), il a été l'un des membres fondateurs du Bloc de Gauche et son coordinateur national de 2005 à 2012, député dans diverses législatures avant d'être élu en 2015, par l'Assemblée de la République, au Conseil d'État. Il a publié récemment, avec Michael Ash, *Shadow Networks : Financial Disorder and the System that Caused Crisis* (Réseaux fantômes : le désordre financier et le système qui a provoqué la crise), Oxford University Press, Oxford 2018. Cet article a été d'abord publié par la revue portugaise *Revista*, de l'hebdomadaire *Expresso* n° 2478 du 25 avril 2020 (Traduit du portugais par JM).

1. Voltaire, *Poème sur le désastre de Lisbonne* (1756) : <https://gallica.bnf.fr/essentiels/anthologie/poeme-desastre-lisbonne>

Covid-19 & Démocratie

avant l'ère commune, Thucydide raconte comment la peste a décimé un quart de la population d'Athènes et installé la peur. « Pendant sa durée, aucune des affections ordinaires n'atteignait l'homme ; s'il en survenait quelque une, elle aboutissait à ce mal. On mourait, soit faute de soins, soit en dépit des soins qu'on vous prodiguait. Aucun remède, pour ainsi dire, ne se montra d'une efficacité générale ; car cela même qui soulageait l'un, nuisait à l'autre. Aucun tempérament, qu'il fût robuste ou faible, ne résista au mal. Tous étaient indistinctement emportés, quel que fût le régime suivi. » (2) Sans une médecine efficace, la population athénienne mourait. Et il y a eu pire : « Ce qui était le plus terrible, c'était le découragement qui s'emparait de chacun aux premières attaques : immédiatement les malades perdaient tout espoir et, loin de résister, s'abandonnaient entièrement. Ils se contaminaient en se soignant réciproquement et mouraient comme des troupeaux. C'est ce qui fit le plus de victimes. Ceux qui par crainte évitaient tout contact avec les malades périssaient dans l'abandon. Plusieurs maisons se vidèrent ainsi faute de secours. Ceux qui approchaient les malades périssaient également, surtout ceux qui se piquaient de courage : mus par le sentiment de l'honneur, ils négligeaient toute précaution, allaient soigner leurs amis ; car, à la fin, les gens de la maison eux-mêmes se laissaient vaincus par l'excès du mal, d'entendre les gémissements des moribonds. » (3) La maladie était contagieuse à tous égards, la mort frappait à la porte de chaque foyer.

Traduite et publiée par Thomas Hobbes, un siècle avant le tremblement de terre de Lisbonne, cette histoire a ravivé le souvenir des pestes médiévales (donnant d'ailleurs de précieuses indications médicales, qui ont confirmé l'immunisation des survivants contaminés, lors de la deuxième épidémie), en plus de rappeler l'immensité des menaces

2. Thucydide, *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, Tome premier, *Livre II, LI*, Traduction et introduction de Jean Voilquin, notes de Jean Capelle, Librairie Garnier Frères, Paris sans date, p. 129 : <http://ugo.bratteli.free.fr/Thucydide/GuerrePeloponneseT1.pdf>

3. *Ibid.*, pp. 129-130.

4. *Ibid.*, *Livre II, LII*, p. 130.

5. Manuel Alegre de Melo Duarte (né en 1936), résistant au régime de Salazar, membre du PS portugais, s'est présenté à l'élection présidentielle de 2006 et en 2011. Il est un des poètes les plus reconnus du pays.

6. Simon & Garfunkel, *I Am a Rock*, traduction française : <https://greatsong.net/TRADUCTION-SIMON-GARFUNKEL,I-AM-A-ROCK,1673199.html>

7. Dominic Cummings (né en 1971), membre du Parti conservateur, directeur de la campagne *Vote leave* pour la sortie de l'UE, a été nommé conseiller principal du Premier ministre par Boris Johnson le 24 juillet 2019

et, avant tout, leurs effets sociaux : « La violence du mal était telle qu'on ne savait plus que devenir et que l'on perdait tout respect de ce qui est divin et respectable. » (4) En d'autres termes, la peur génère le chaos, ce qui pour Thucydide était l'indifférence à la loi. Le chaos c'est la société de la peur.

Chaque personne est-elle un roc ?

La pandémie suscite la peur, mais c'est une peur particulière. Peur de soi et des autres, mais pas de tous les autres ni tous de la même façon : les plus dangereux sont ceux qui sont les plus proches de nous, qui peuvent nous apporter « l'ennemi inconnu » dans un baiser. La première interrogation quant à la façon dont nous nous reconnaitrons dans l'après-apocalypse est donc la suivante : la menace ne cessera-t-elle jamais ? Notez que le principe de l'enfermement, en tant que mesure essentielle pour la santé publique, ne présuppose pas la perpétuation de l'isolement, mais est présenté comme la condition de sa fin. Quand le poète Manuel Alegre (5) nous parle des « places pleines de vide », ou lorsqu'on remarque des gens cachés derrière les volets et les fenêtres, nous ressentons une aspiration à la liberté qui veut surmonter l'urgence et rétablir le contact social. Et si ça n'arrivait pas ? Si on nous disait que nous devons toujours regarder avec crainte ceux qui sont à nos côtés ?

Une réponse vient du siècle dernier, c'est celle de l'individualisme radical de von Hayek : il doit en être ainsi, car nous sommes vraiment uniques et c'est chacun pour soi. Dans cette théorie, la liberté n'est d'ailleurs pas indispensable, d'où sa complicité avec la dictature de Pinochet, car von Hayek pensait que la société devrait être fondée sur le pilier de l'égoïsme total et que le militarisme peut l'imposer. Seulement, on ne peut pas vivre sous le régime de « l'homme qui est un loup pour l'homme » et si jamais la solitude a été exaltée, peut-être sous licence poétique, il ne s'agissait que d'une lamentation. Quand Simon et Garfunkel chantaient « *Je suis un roc, je suis une île* », ils demandaient une protection magique et l'éloignement des autres, l'exil, l'aspiration à la solitude. Mais ce n'était que le cri de l'amour perdu, le drame d'une personne : « *J'ai bâti des murs / Une forteresse profonde et puissante / Que personne ne peut pénétrer / Je n'ai nul besoin d'amitié / L'amitié fait souffrir / C'est son rire et son affection que je rejette* » (6). Le chant était alors un mensonge, en fait je ne suis pas un roc ou une île, les mots cruels de désespoir ne me protègent pas. Il n'y a nulle part où fuir. Personne ne vit seul, même dans la

société de la peur. La deuxième interrogation est donc la suivante : à quoi ressembleront les nouvelles frontières de cette peur ?

La réponse à ces deux interrogations est encore en train d'être esquissée dans l'ombre de l'urgence. À vrai dire, personne ne sait ce qui va suivre. Les jours de la calamité sont frénétiques : les bourses de la plus grande puissance économique ont connu leur plus grande chute depuis les 50 dernières années et aussi leurs trois jours les plus heureux depuis les 80 dernières années. Elles vont poursuivre leurs sursauts. Aux États-Unis, il y a eu plus de 30 millions de nouveaux chômeurs en quatre semaines et on estime que ce nombre pourrait encore grandir. Au Portugal, la récession de 2020 pourrait être plus grave que celle accumulée pendant toutes les dures années de la troïka. Dans les pays du Sud, les conséquences peuvent être énormes. Nous pressentons donc que ce qui restera après cette tempête pourrait être pire que ce que nous pouvons prévoir actuellement. C'est la définition même de la peur. Toutefois, il se peut que ces inquiétudes aient déjà trouvé une réponse. Car même la crainte de l'inimaginable est visible à nos yeux. Nous savons comment nous en sommes arrivés là et comment nous le vivons. Nous comprenons qui nous sommes. Seulement, cette certitude n'est pas vraiment rassurante. Avant même que la pandémie ne fauche nos vies, il y avait de nombreuses raisons de s'inquiéter de la prédominance d'une sociabilité machinale et d'une forme de communication qui érode la démocratie. Et lorsque s'esquissent des futurs dystopiques, ils semblent tous identifiables par les traces de ce qui existe déjà : le chômage, la précarité avec la vie isolée sur l'ordinateur, les personnes nourries par les nuées d'Uber Eats, la mobilité surveillée, les systèmes de notation des comportements contrôlés par l'intelligence artificielle, la politique basée sur le mensonge, l'information paranoïaque. Pour un état d'exception permanent, il ne semble pas nécessaire de faire des grandes inventions. Comme l'a dit le prophète de Boris Johnson, Dominic Cummings (7), une « *crise bénéfique* » est l'occasion d'imposer un nouveau programme. On a déjà tout vu.

Le contact est-il dangereux dans une société de contacts ?

Ce qui ainsi nous apparaît, c'est le risque de vivre dans le chaos, qui est l'ordre de la peur. Cette façon de vivre est cependant paradoxale. Le remède de prévention est l'isolement et, par conséquent, la société est déchirée entre deux dimensions parallèles, dans l'une nous vivons en confinement,

dans l'autre nous vivons dans une intensité maximale de contacts, à travers une sociabilité virtuelle. L'une nourrit l'autre. Il semble que l'effet immédiat de la pandémie ait été de nous téléporter de la vie vers les réseaux sociaux, abandonnant l'effet de symétrie entre ces mondes parallèles qui équilibraient de manière ténue notre santé mentale. YouTube a multiplié par sept le nombre total de vues quotidiennes depuis le 15 mars. Les messages sur Facebook ont augmenté de 50 % dans les pays les plus touchés. Ces jours-ci, nous nous sommes habitués à vivre de l'autre côté du miroir.

De cette immersion dans le virtuel, on dira aussi que c'est l'ancienne normalité. Avant l'ère pandémique, ce monde-là avait déjà commencé à changer le monde, en reconstruisant les langages et, surtout, en popularisant la dissimulation derrière les statuts projetés. Sur le web, je peux être mon avatar, une illusion confortable pour tous les refoulements. Ainsi, dans ce modèle d'identité Facebook, je peux être un autre, projetant une image arbitraire, voire héroïque de moi-même. Mais c'est artificiel ou, comme le commentait Diderot à propos des flâneurs de son temps, c'est un café où certains se consacrent à un théâtre où la prime c'est être accrédité. Or, comme l'individualité falsifiée est primée, la sociabilité qui la reproduit est également fantaisiste, et encore plus lorsqu'elle touche un plus grand nombre. Prenons cet exemple : si, dans une petite communauté Facebook de 1234 « amis », chacun partage deux messages, une vidéo et une photo par jour, ce réseau fait circuler plus de six millions de messages par jour et sur chaque page près de cinq mille messages, soit quatre par seconde. Le problème est que cette explosion communicationnelle, avec son effet d'agglomération, n'est rien d'autre qu'une forme spécifique d'isolement sous prétexte de popularité. Par ailleurs, dans la « communauté » nous ignorons les autres et, plus elle est grande, plus elle est opaque.

Alors oui, la plongée dans la nouvelle normalité a eu lieu il y a des années, mais la société de la peur l'amplifie dans deux directions précises. La première est que ce mode de vie isole mais communique, et le fait intensément dans la panique. La seconde est que la fantaisie, le non-réel, qui est la manière d'être du réseau social, fabrique sa propre réalité, comme le notait déjà en 1928 le théorème de Thomas, selon lequel « si les hommes définissent des situations comme réelles, alors elles sont réelles dans leurs conséquences ». Les deux ont de profondes conséquences sur la société de la peur.

Ce qui demeure et ce qui change

Pour analyser ces deux puissants changements, l'intensité communicative et la réalité des illusions dans le nouveau monde, je dois ajouter un autre argument pour expliquer leur succès. C'est que le terrain a été préparé depuis un certain temps par le modèle social basé sur le consumérisme, la règle qui donne un statut social à qui affiche les objets de désir reconnaissables par tous. Maintenant, le désir est infini. Selon ce que Proust a peut-être formulée ou répétée, plus l'objet de notre passion est inaccessible, plus il est désirable, et c'est pourquoi l'érotisation des marchandises est la stratégie publicitaire triomphante. Par conséquent, le consumérisme n'a pas de limite, il n'accepte aucune barrière de capacité matérielle, de nouveaux désirs seront toujours inventés.

Cette communication frénétique n'a pas changé de forme : les réseaux sociaux étaient déjà des dispositifs dans lesquels la machine sert d'intermédiaire à l'amitié. Curieusement, Facebook, le plus grand de ces réseaux, qui concerne aujourd'hui un tiers de la population de la planète, est un cas où la créature s'invente elle-même, car lorsqu'il a été conçu par des étudiants de Harvard, il servait à promouvoir des rencontres personnelles, et non à les mettre en scène. Il est devenu depuis une mécanique du simulacre, se transformant ainsi en un réseau mondial – la multinationale la plus puissante de l'histoire de notre planète.

Ainsi, le désir consumériste et la machine qui standardise la communication ont organisé, avant même la pandémie, la continuité de la vie quotidienne. Et c'est sur ce support que des changements se sont imposés : si cette civilisation avait universalisé les discours de tension permanente, avec l'explosion de la communication interactive elle a amplifié l'angoisse.

La société en tant qu'anxiété

Une société absorbée par sa propre représentation virtuelle nécessite la production continue d'une combinaison exubérante d'information et de divertissement, colonisant l'espace public. Cela n'est possible que si cette production est basée sur l'image, car seule l'image monopolise l'attention. Je note, avant de poursuivre, que l'une des conséquences de ce processus est qu'il établit de nouvelles formes de dépendance et d'inégalité. Dans un livre intitulé *Consumer Kids* (8), Ed Mayo et Nairn ont démontré que les enfants pauvres au Royaume-Uni ont

neuf fois plus de chances que la moyenne des familles de manger en regardant la télévision. L'enquête PISA a révélé que si 60 % des jeunes de 15-16 ans de l'OCDE lisaient des journaux en 2009, ils sont aujourd'hui moins de 20 %. Quatre jeunes arabes sur cinq âgés de 18 à 24 ans ne font état que des réseaux sociaux, un chiffre qui a triplé en quatre ans. Au XXI^e siècle, le parent le plus respecté c'est l'écran.

L'utilisation continue de l'image pour uniformiser le discours contemporain favorise une nouvelle forme de consumérisme, dont la norme n'est plus l'objet utilisé, mais le temps qui lui est consacré. Pour toutes les entreprises de technologies de l'information, le marché et les résultats sont désormais mesurés par le temps pris aux milliards d'utilisateurs. Ainsi, la valeur de l'entreprise est établie par la dépendance de chaque personne à l'égard de ses services. Le virtuel cannibalise le réel. La conséquence est que la masse d'investissement des entreprises (et des États) est principalement orientée vers des dispositifs de contrôle et d'identification des utilisateurs, organisant l'offre de services pour chaque segment de consommation. L'écran devient le confident, le tuteur et le partenaire du consommateur dans le besoin.

En tout cas, le consommateur dispose d'un instrument de sublimation et c'est pour cela que ce système l'attire : il crée sa propre représentation, il se sent libre, mais pour cela il a besoin de théâtraliser sa personnalité, de se faire entendre. On lui suggère qu'il a le pouvoir, qu'il est le pouvoir. La conséquence, commente l'essayiste Sarah Bakewell, est que « le XXI^e siècle est plein de gens imbus d'eux-mêmes. Plongez une demi-heure dans l'océan virtuel des blogs, des tweets, des (you) tubes, des (my) spaces, des face(book), des pages et des pods, et vous verrez surgir des milliers d'individus fascinés par leur propre personne et essayant d'attirer l'attention à grands cris. » (9) Naturellement, ce mode de communication renforce les comportements agressifs et, en particulier, impose une condition au succès de ce cri, si nécessaire pour être entendu : il faut se montrer indigné. Pour

8. Ed Mayo et Agnes Nairn, *Consumer Kids, How Big Business is Grooming our Children for Profit* (Enfants consommateurs, Comment le grand business forme nos enfants pour le profit), Little, Brown Book Group, Constable 2009. Traduit en italien sous le titre *Baby consumatori*, Nuovi Mondi, Modena 2010. Agnes Nairn est professeure à l'université de Bristol et Ed Mayo est un dirigeant d'associations de consommateurs et du mouvement des sociétés coopératives (Scop).

9. Sarah Bakewell, *Comment vivre ? Une vie de Montaigne en une question et vingt tentatives de réponse*, Albin Michel, Paris 2013.

Covid-19 & Démocratie

le vérifier, une chercheuse a fait l'expérience suivante sur l'un des réseaux sociaux les plus populaires de l'extrême droite portugaise : elle a publié, dans l'indifférence générale, un billet (sur l'exploitation des travailleurs postés) ; quelque temps après, elle a republié le même texte, mais cette fois-ci ponctué d'intenses protestations, et il a immédiatement suscité un enthousiasme massif. L'instinct de Pavlov actuel est suscité par le point d'exclamation, les lecteurs sont formés pour réagir et multiplier le langage de la colère. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le député d'extrême droite Ventura a tenté d'utiliser le cri de « honte » comme son alter ego parlementaire. Pour ces cultures, si la vie est publique, tout est transmis en ligne (sur Instagram ce que l'on mange, sur Facebook ce que l'on aime, par WhatsApp ce que l'on commente), on vit dans un mode de performance, dirigé vers un public inconnu, dans lequel une identification qui mobilise l'attention est nécessaire : c'est la fureur contre tout et contre tous. Il y a ainsi une dérive de la boussole politique. En 2010, un vétéran de la résistance antinazie, Stéphane Hessel, a écrit son livre-manifeste, *Indignez-vous !* Les « Indignés » ont occupé la Plaza del Sol à Madrid l'année suivante. Mais la société virtuelle entend absorber et banaliser l'insurrection, en la réduisant à un signal graphique énergique, une protestation qui ne dérange pas mais qui prétend être porteuse d'énergie. Cette indignation est une résignation.

Le problème, plus que d'être dans l'artifice, c'est que nous n'avons jamais vécu comme ça. Toutes les sociétés modernes ont fait preuve d'une communication intensive, ce qui est d'ailleurs l'une des caractéristiques essentielles de la nature humaine, car ce qui nous distingue des autres animaux c'est la capacité de s'exprimer dans un langage complexe. Mais si, tout au long de la modernité, une communication publique a été créée avec des médiations, certainement contestées, qui sont des pouvoirs, que ce soit le souverain, les églises, les journaux, le discours scientifique, les partis ou d'autres figures d'autorité, nous avons toujours essayé de maintenir en même temps une

communication privée, émotionnelle, dans un espace réservé. Nous avons ainsi défendu un bastion de la liberté, même lorsque le contrôle de l'espace public nous menaçait. Le problème est que la technologie de l'anxiété, ou la société de l'hypercommunication, a dénaturé ce mode de communication. Au lieu de cette médiation dans l'espace public, nous avons une contamination émotionnelle intense dans l'espace de la représentation, dans un monde en réseau où tout est dit et vu ; en même temps, la technologie envahit les données de notre espace réservé pour y poser ses mines, une bonne analogie pour décrire la mission de contrôle. Ainsi, nous avons une individualisation maximale avec un contrôle maximum, soutenue par une illusion d'autonomie et même de participation.

Ce processus a deux conséquences sociales. La première est que ce système se reproduit, comme un virus qui cherche à infiltrer toutes les formes de vie. Avec moins d'intermédiations et en favorisant la fabrication d'émotions, sa diffusion est vertigineuse. Il croit en lui-même, créant un illettrisme de l'émerveillement. Donc, ça ne s'arrête pas. La seconde conséquence est que, même si l'on affirme que nous sommes sur un plan horizontal, tous égaux, nous nous sommes habitués à une fragmentation impuissante et sous contrôle, nous ne sommes tous que si nous ne sommes rien. Le système de notation sociale en Chine, l'encadrement des citoyens dans les pays occidentaux par la géolocalisation, la vidéosurveillance dans les rues, le pouvoir de surveiller les contacts sociaux, l'extraction de données lorsque nous effectuons une recherche ou un achat, sont autant d'exemples de mécanismes de contrôle. Lorsque le scandale de Cambridge Analytica a éclaté, Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, a expliqué que « *la vie privée représentait une norme sociale dépassée* ». Maintenant, le contrôle est l'autre face du chaos et dirige l'ordre de la peur. Il est vrai que certains, à l'aube du progrès industriel, avaient entrevu qu'il s'agissait d'une nouvelle culture (10). Maintenant que notre vie est réduite à des « données » et que leur utilisation est mercantilisée, nous réalisons que la société fluide qui en résulte pourrait être la plus asservie.

Enseignante à la Harvard Business School, Shoshana Zuboff a publié l'an dernier un livre – *l'Âge du capitalisme de surveillance* (11) – qui exprime cette préoccupation sur les dangers de la nouvelle frontière du pouvoir. Elle a qualifié ce processus de coup d'État autoritaire, car il a provoqué l'expropriation de nos droits dans le cadre de notre tranquillité. Elle fait valoir que la vie

privée a été le dernier territoire inexploité dans l'expansion du capital. Son invasion est désormais banalisée par la société de la peur. La société pleinement connectée serait de facto le dernier des totalitarismes, dans lequel la liberté cesserait d'exister. Il n'y a pas non plus d'égalité, car croire en un mirifique contrôle de chacun sur chacun signifie l'acceptation d'une concentration absolue du pouvoir de contrôle entre les mains de quelques-uns.

La politique à l'époque de la peur

La politique du chaos et du contrôle est le moyen d'organiser le pouvoir dans la société de la peur. Va-t-elle triompher et, si oui, comment fonctionnera-t-elle ? Nous ne savons pas encore, ce n'est pas encore décidé. Mais si nous nous demandons qui commande, comment l'autorité sociale est produite et reproduite, nous pouvons constater que le contrat a commencé à être bafoué, même s'il s'agissait avant tout d'une promesse, et que maintenant une forme d'autoritarisme s'affirme et reconfigure l'espace public sous la forme du pouvoir d'exception.

C'est ainsi que se pose l'illusion d'une illusion, on perçoit ce brouillard comme du déjà-vu. Lorsque notre moment présent ressemble au passé qui nous mord la nuque, les analogies avec les temps anciens sont tentantes. On fuit toujours vers ce qui est connu. Et le passé, même s'il est tragique, est rassurant : c'est déjà passé. Ainsi, il y a ceux qui découvrent dans les modes sociaux d'aujourd'hui la répétition d'une animalité ancrée dans la vie moderne, ravivant des langages prédateurs tels que la règle de la domination – le miroir des années 1930. Un autoritarisme larvaire est là qui n'aurait jamais disparu, ce qui semble confirmé par la désinvolture de Bolsonaro évoquant la dictature militaire, ou par l'élan électoral de prophètes comme Orbán, Modi, Duterte, Salvini ou Le Pen, par Abascal tirant des phrases comme des missiles et, avant tout, par Trump, avec sa pose de menton à la Mussolini pour obtenir un second mandat. Cela ressemble à une répétition, nous dit-on, mais si ce n'était que cela ce serait peut-être pathétique.

Ce mouvement est distinct, ce n'est pas un fascisme. C'est un autoritarisme du temps de la mondialisation, qui se sert du « localisme » comme ressentiment, promeut le culte du chef, utilise la haine comme culture, et conduit même à une militarisation de la politique – des répétitions du minuit du siècle dernier. Mais, contrairement au fascisme, dans lequel l'État absorbait la société, dans la

10. « *Tout ce qui est solide, bien établi, se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané, et à la fin les hommes sont forcés de considérer d'un œil détrompé la place qu'ils tiennent dans la vie et leurs rapports mutuels.* » (Karl Marx, Friedrich Engels, *Le Manifeste communiste*).

11. *The Age of Surveillance Capitalism : The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, PublicAffairs, New York 2019, à paraître en français aux Éditions Zulma en octobre 2020 sous le titre *l'Âge du capitalisme de surveillance*. Voir en français son article « Un capitalisme de surveillance », *Le Monde diplomatique* de janvier 2019.

société de la peur c'est celle-ci qui absorbe l'État. De même, contrairement au fascisme historique, ce nouvel autoritarisme promeut le marché comme une loi, aspire à la privatisation des hôpitaux et des écoles, défend ouvertement le capital financier comme premier oracle.

Bien que tous les régimes monopolisent l'espace public, les autoritarismes contemporains se sont spécialisés dans les nouvelles formes de communication orientée. Le Brésil est l'un des cas les plus frappants de la croissance de ce nouveau langage, c'est le deuxième pays qui utilise le plus YouTube et le troisième en nombre de comptes Facebook, juste derrière les États-Unis et l'Inde. Et il a été le théâtre d'une répétition triomphale, l'élection d'un président improbable. Trump, en revanche, a utilisé l'appareil du Parti républicain. Dans les deux cas, la technologie qu'ils ont utilisée était une combinaison de l'intensité et de l'immunisation de leur image, ce qui a surpris leurs adversaires. Brad Parscale, le gestionnaire du Facebook de la campagne de Trump en 2016 et qui dirige à nouveau sa candidature cette année, expliquait au *Guardian* ce succès en disant que « une campagne est avant tout une question de collecte de données » (12). Ainsi, pour la réélection, en se servant de relevés détaillés sur les différents publics, il a acheté en 2019 218 000 annonces publicitaires : 100 d'entre elles étaient destinées à des millions de lecteurs, mais la plupart visaient moins de 1 000 personnes, ciblées en « frappes chirurgicales ». Les thèmes les plus fréquents de ces annonces étaient, dans l'ordre, la condamnation des médias (pour créer une référence parallèle et protégée de la critique), l'immigration (pour désigner un danger), le socialisme (pour étiqueter les adversaires) et le port individuel d'armes. Dans le cas de Trump comme dans celui de Bolsonaro, l'utilisation intense du soutien des télé-évangélistes fait résonner dans ce discours une dimension religieuse. Ce sont deux formes de culte, et c'est la grammaire de la société de la peur.

Cette communication ne peut constituer une politique que si elle est écrasante. C'est pourquoi, en 2019, 12 des ministres de Bolsonaro ont posté un tweet en moyenne toutes les 40 minutes. Trump, pendant les mois d'impeachment, en a publié 3 000 ; en une seule journée, il a atteint 400. Dans les



deux cas, le mitraillage des messages est un moyen de mobiliser une armée de laquais (au Brésil, on les appelle *bolsominions*, de Bolsonaro et de la série de dessins animés sur les Minions), qui doivent s'attacher à chaque mot et sont obligés de les reproduire, comme s'il s'agissait d'une liturgie en relation directe avec la divinité. Le brouillard des messages clôture un univers pour isoler cette politique de toute autre conversation. Elle ne fait pas partie du domaine de la rationalité, et ce qui lui permet de délimiter un monde séparé est précisément le fait qu'elle est hypercommunicative. Ainsi, leur langage crée un nouveau système de croyances qui remet en cause les connaissances scientifiques (par exemple : la terre est plate, il n'y a pas de changement climatique, les vaccinations nuisent aux enfants), mobilise ses propres normes d'autorité (ce qui nous arrive via Internet est vrai) et revendique les prérogatives de ses prophètes (l'avocat de Trump a déclaré que s'il assassinait quelqu'un sur la Cinquième Avenue, il pourrait poursuivre sa campagne). La politique disparaît ainsi, ou du moins elle interdit toute rationalité dans la confrontation des positions et des propositions.

Il serait naïf de penser que la politique est simplement une conversation ou que les intérêts sociaux ne surdéterminent pas le cadre de l'argumentation. Mais voilà, l'espace public est toujours un espace, et c'est pourquoi la domination exige des récits qui hégémonisent et sont acceptés. Le mensonge et les fausses déclarations sont vulnérables et doivent donc être blindés comme s'il

s'agissait de dogmes de foi. Pour étudier ces dogmes, Felipe Nunes, un scientifique brésilien qui étudie les comportements sur les réseaux sociaux, a mené une expérience sur ces récits avant les élections, en utilisant un large échantillon. Il a constaté que 46 % des gens croyaient une fausse nouvelle (« *fake news* ») qui valorisait une personne et seulement 38 % une fausse information péjorative. En étudiant ces scénarios, il a constaté que le déni d'un mensonge sur un réseau social n'est pas pertinent pour modifier l'opinion de la plupart des gens, mais que la vérification professionnelle, par exemple par des journalistes (en France, *Desintox*, *Les décodeurs...*), réduit l'impact d'un mensonge de 20 %. Seulement, a-t-il constaté, au cours de la campagne électorale cet effet a disparu, tout ce qui était reproduit a constitué la doctrine des fan-clubs dans lesquels étaient organisés les électeurs. D'autres enquêtes ont confirmé cette conclusion. Michael Peterson et ses collaborateurs de l'université d'Aarhus ont comparé les réseaux sociaux aux États-Unis et au Danemark et ont trouvé une constante : ce n'est pas à cause de l'incertitude quant à la vérité et au mensonge que ces miliciens reproduisent les fausses infos, c'est même à cause de l'indifférence et du culte du chaos. Le secret est de créer la bulle qui les abritera.

12. Julia Carrie Wong, « One year inside Trump's monumental Facebook campaign », <https://www.theguardian.com/us-news/2020/jan/28/donald-trump-facebook-ad-campaign-2020-election>

Covid-19 & Démocratie

Cependant, même les mesures de cette communicabilité peuvent être trompeuses. Un champion de Twitter, frénétiquement partagé, pourrait ne pas atteindre une adhésion efficace à ses objectifs. Paulo Pena, un journaliste qui enquête sur les fausses infos avec le Media-Lab de l'Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE), a constaté que le texte le plus partagé pendant plusieurs jours était un tweet du Parti national rénovateur (PNR, extrême droite) contre une conférence à Lisbonne de Jean Wyllys, un ancien député brésilien exilé en Europe après avoir été menacé par des gens que soutient Bolsonaro. Pourtant, la manifestation à laquelle ce tweet appelait, qui avait obtenu la promesse virtuelle d'adhésion de milliers de personnes, n'en a même pas rassemblé quelques dizaines. Cela révèle une caractéristique de ce mode d'expression : « *j'irais* » n'est qu'un certificat d'existence et non une garantie de présence. Le virtuel est réel, sauf parfois dans la réalité. Pour transformer les émotions de l'internet en une politique-culte, il faut une autorité, pas seulement une multitude de « *partages* ».

Y a-t-il un virus dans la communication ?

L'affirmation de la politique comme culte requiert une technologie qui facilite la dévotion et la soumission, les règles de l'obéissance. Et elle est disponible. Jonas Kaiser de l'université de Harvard et Adrian Rauchfleisch de l'université de Taiwan ont créé un système de surveillance qui concernait 13 529 chaînes sur YouTube, certaines généralistes, d'autres politiques ou de commentaires, et ont essayé d'explorer l'un de ses mystères – comprendre comment fonctionne l'algorithme qui, après toute visualisation, nous suggère la lecture automatique apparaissant à la fin de la vidéo regardée, ou les « *vidéos connexes* », c'est-à-dire comment la plus grande plateforme sociale du monde oriente ses utilisateurs. Ils ont découvert ce qu'ils ont appelé « *le grand radicalisateur* », ou un biais qui conduit la plateforme à suggérer principalement des contenus de droite. Si pendant un instant nous mettons de côté les soupçons sur ce parti pris, une raison de son automatisme devient évidente : c'est que la droite – qui utilise la culture de la haine comme moyen d'élever la température des discours et d'assurer leur reproductibilité – colonise les réseaux sur Internet. Cette stratégie est un succès.

On découvre ainsi que l'autoritarisme de notre temps utilise mieux que quiconque le militantisme de réseau, qui est sa forme d'activisme politique, basé sur la promesse

aux initiés d'une reconnaissance narcissique et de l'adrénaline de la surexcitation. C'est ainsi qu'il recrute ses « *ingénieurs du chaos* » – pour reprendre les termes du journaliste Giuliano da Empoli – prouvant qu'au temps de l'hypercommunication il y a des mécanismes de contamination et de soumission qui sont plus puissants que la simple coercition. Cette ingénierie mobilise des influenceurs comme s'ils étaient la voix du peuple, promeut les églises comme modèle économique (en particulier la Théologie de la prospérité des groupes pentecôtistes), « *ubérise* » le travail comme si chacun était son propre entrepreneur, judiciarise la gouvernance pour la rendre irréductible, utilise l'idéologie comme un interdit, annule les engagements contractuels sociaux. Et l'apogée de son identité est le discours contre la politique, appelant à une extériorité purificatrice qui annule la démocratie en tant que pluralisme. Entendez-vous ici l'écho de Salazar ou de Franco ? Aujourd'hui, Trump et ses apprentis sont également « *contre la politique* », ils sont le peuple contre « *le système* ». La droite a parié son avenir sur ce nouveau système de croyances qui refuse la discussion dans la vie sociale. Le fait est qu'ils dominent leur camp, et dans quelques années il n'y aura peut-être plus de droite qui ne soit pas trumpiste, si son chef est réélu. Et il triomphera s'il instaure la société de la peur, qui exige un régime permanent d'exception.

Il est certainement difficile de deviner ce qui est encore à venir. Mais ce que nous savons déjà, le passé, en dit peu sur l'avenir. L'Italie de Peppone et Don Camillo n'existe plus. La France où Sartre refusait d'aller à la télévision, non plus. Et, je le regrette, le Portugal de Cavaco Silva non plus. Maintenant, l'un de nos univers est virtuel et ne cessera jamais de l'être. Pire, dans le présent obsessionnel dans lequel nous vivons, on nous dit que c'est le destin abyssal, que nous nous sommes précipités vers une télé-société où nous sommes réduits à des figurants d'une série Netflix. En tout cas, ce monde est fragmenté et ne s'unifiera plus. La politique occupera de nouveaux territoires. Les acteurs du passé sont passés. À l'occasion de la crise, des personnages effrayants exigent le pouvoir absolu.

Alors, dans cette incroyable mutation, la pandémie mise en spectacle, l'apocalypse transmise en direct à un monde de spectateurs enfermés et effrayés, pourrait être la grande peur inaugurale d'un temps nouveau. La maladie, notre mal, ne se dissipera pas : tant que la déforestation tropicale et l'inclusion des animaux sauvages dans la chaîne alimentaire humaine se poursuivront, des agents pathogènes inconnus, pour les-

quels nous n'avons aucune immunité, entreront dans le circuit planétaire à la vitesse de la mondialisation ; tant que la planète continuera à devenir de plus en plus toxique, les catastrophes extrêmes se multiplieront. Le technocapitalisme, pour rappeler le terme de José Gil, est notre Big Brother. Par conséquent, l'engrenage de l'hypercommunication peut être utilisé pour amplifier une stratégie autoritaire basée sur ces craintes réalistes. La crise économique qui vient et ce qui l'accompagne, le chômage et la précarisation de la vie, la banalisation des discours de haine, le racisme, l'homophobie, l'oppression des femmes, peuvent se condenser en une société de la peur. Cela pourrait être un tremplin pour un État religieux, avec un autoritarisme messianique et un contrôle social total. Et pourtant, rien n'est décidé.

Dans ces premières vagues de la pandémie, la contagion et la mort s'accumulent encore, mais le conflit le plus important qui se déroule va déterminer la culture, le langage, le système de référence de la population. C'est ce qui détermine où se trouve la sécurité. Ce n'est pas peu, tout y est. La société ne sera réunie contre la peur que si elle garantit sa sécurité. La sécurité c'est désormais le service public de soins de santé, la « *première ligne* ». Quand c'est notre corps qui apporte le mal, qui porte la maladie qui infecte, c'est la solidarité entre toutes et tous qui sauve. Le bien commun est la frontière de l'humanité.

C'est là que l'ingénierie du chaos échoue. C'est un langage, mais il ne dit rien sur ce qui vient. Son archétype institutionnel sur l'avenir n'inclut pas de récit sur le travail, ni même sur la sociabilité. Nous allons vivre et travailler, nous ne voulons pas que la vie nous appauvrisse. Nous aimerons et ce ne sera pas par la force des *likes*. L'espace public ne sera jamais complètement réifié et l'espace privé ne sera jamais totalement domestiqué. Les gens se rencontreront et chercheront un contact émotionnel. Les idées continueront à être une forme de contamination et d'intimité. La démocratie, idée radicale d'égalité, est donc le plus puissant antidote contre la peur. C'est peut-être pour cela que le paradoxe le plus difficile de la crise est de savoir si la démocratie sera rejetée comme Cassandre, ou si quelqu'un écoute ses avertissements à l'heure où la peur ronge l'humanité. ■

L'économie mondiale en plein chaos

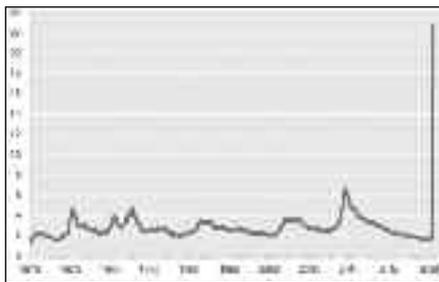
Par
Michel Husson*

« N'importe quel enfant sait que toute nation crèverait, qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fût-ce que pour quelques semaines. »**

La pandémie a profondément désorganisé l'économie mondiale. Plutôt que de chercher à faire des prévisions, cet article voudrait montrer pourquoi c'est un exercice impossible. La logique de cette crise est en effet inédite, et la manière d'en sortir va dépendre de facteurs non seulement économiques, mais aussi sanitaires et socio-politiques. On insistera plus longuement sur les conséquences de cette crise pour la gestion des dettes en Europe.

La désarticulation de l'économie

Cette crise est d'une brutalité inouïe, comme l'illustre, parmi d'autres, ce graphique spectaculaire, qui donne le nombre de chômeurs déclarés aux États-Unis (1).



Nous avons rappelé dans une précédente contribution que « le coronavirus ne contamine pas un organisme sain mais un organisme déjà atteint de maladies chroniques » (2). Cependant l'impact de la crise ne peut totalement s'expliquer par les faiblesses du système réellement existant. On peut d'ailleurs penser que la pandémie aurait eu de toute manière des effets violents, même sur une économie « saine ». Cette crise n'est pas née dans la sphère financière, mais directement dans ce que l'on appelle l'éco-

nomie « réelle ». On ne peut donc l'analyser de la même manière que la crise précédente, celle de 2008. Ce sont en effet les relations productives qui ont été directement bloquées, et les canaux de transmission sont donc complètement différents.

Les économistes distinguent volontiers les « chocs d'offre » et les « chocs de demande », mais cette distinction, qui n'a sans doute jamais eu grand sens, n'en a manifestement aucun dans le cas de cette crise. C'est l'ensemble des schémas de reproduction – pour reprendre une notion marxiste – qui ont été désarticulés. L'important dans l'analyse de Marx est que les conditions de cette reproduction portent à la fois sur la production de marchandises – et de plus-value (« l'offre ») – et sur la demande sociale capable de « réaliser » cette plus-value. Or, les conditions de cette reproduction ne sont plus assurées dans les circonstances actuelles.

Il suffit de regarder les différentes composantes de cette offre et de cette demande pour comprendre pourquoi. Le confinement a pour effet immédiat la chute de la consommation et de la production : des entreprises sont à l'arrêt et donc ne produisent plus rien, des commerces sont fermés, et les consommateurs sont confinés. Les investissements sont évidemment au point mort en raison de la chute des carnets de commandes, mais aussi de l'incertitude sur les perspectives. Enfin, le commerce mondial s'est rétracté. On voit bien l'interaction indissoluble entre offre et demande, dont les prévisions officielles ne tiennent pas compte.

Pas de reprise « en V »

	PIB		Chômage	
	2020	2021	2020	2021
Allemagne	-6,5	5,9	4,0	3,5
Grèce	-9,7	7,9	19,9	16,8
Espagne	-9,4	7,0	18,9	17,0
France	-8,2	7,4	10,1	9,7
Italie	-9,5	6,5	11,8	10,7
Portugal	-6,8	5,8	9,7	7,4
Zone euro	-7,7	6,3	9,6	8,6

On partira ici des dernières prévisions de la Commission européenne (celles du FMI ne sont pas qualitativement différentes) (3). La lecture du tableau ci-dessous montre que, pour tous les pays, la Commission prévoit une reprise « en V », autrement dit une chute en 2020, suivie d'une reprise en 2021 : -7,7 % en 2020 puis +6,3 % en 2021 pour la zone euro.

Les données concernant 2020 sont provisoires et illustrent l'ampleur du choc. Mais, comme il s'agit de croissance moyenne d'une année sur l'autre, elles supposent implicitement une reprise énorme dès la seconde moitié de l'année. Dans le cas de la France, le gouvernement a construit son dernier budget sur une hypothèse de recul du PIB de 8 % pour 2020 mais, compte tenu de la baisse déjà enregistrée, cela revient à postuler une croissance très improbable de 35 % au troisième trimestre et 16 % au quatrième (4).

Dans leur intimité, les économistes sont angoissés (ou devraient l'être) devant cette « économie du trou noir » (5). En tout cas, leurs prévisions pour 2021 sont absolument ridicules. Elles postulent en effet que le déconfinement sera total à partir du second semestre de 2020. Mais c'est ignorer une caractéristique essentielle de cette crise, celle de combiner deux mécanismes : la mise

* Michel Husson, économiste, a publié récemment : *Créer des emplois en baissant les salaires ?* (Éditions du Croquant, 2015), *Le capitalisme en 10 leçons – Petit cours illustré d'économie hétérodoxe* (La Découverte, 2012), *Un pur capitalisme* (Page Deux, 2008), *Les casseurs de l'État social* (La Découverte, 2003). Cet article a d'abord été publié par la revue électronique suisse *À l'encontre*, le 17 mai 2020 : <http://alencontre.org/laune/leconomie-mondiale-en-plein-chaos.html>

** Karl Marx, *Lettre à Kugelmann*, 11 juillet 1868.

1. Source: Bureau of Labor Statistics. Voir aussi cette animation.

2. Michel Husson, « Le néo-libéralisme contaminé », *À l'encontre*, 31 mars 2020.

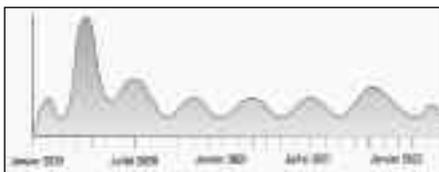
3. Commission européenne, Forecast Spring 2020 ; FMI, The Great Lockdown, *World Economic Outlook*, avril 2020.

4. Eric Heyer, « Une croissance de -8 % en 2020 est-elle encore possible ? », OFCE, 5 mai 2020.

5. Marie Charrel, « Face à la crise, les économistes angoissés par l'économie du trou noir », *le Monde*, 14 mai 2020.

Covid-19 & Économie

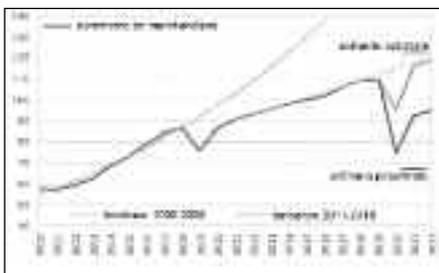
à l'arrêt de l'économie – une récession que l'on pourrait qualifier de « normale » si elle n'était pas d'une violence exceptionnelle – et une crise sanitaire qui induit un cycle spécifique. Autrement dit, la reprise sera bridée par des facteurs extra-économiques qui pourraient enclencher des fluctuations de type ondulatoire. C'était l'hypothèse formulée dans une précédente contribution (6) qui est corroborée par une étude récente (7), dont on tire le graphique ci-dessous : il illustre bien la trajectoire possible du nombre de personnes contaminées dans le scénario le moins pessimiste.



« Tous nos scénarios en forme de V, nous les avons mis de côté », reconnaît un économiste d'entreprise (8). Bref, une reprise en V paraît exclue parce que l'arrêt de l'économie a été brutal, alors que le déconfinement sera nécessairement progressif. À cela s'ajoutent des facteurs proprement économiques qui font obstacle à une reprise rapide.

Le confinement mondial

La désarticulation des chaînes de valeur mondiales va bloquer durablement les échanges de marchandises. La crise précédente avait déjà fait reculer durablement leur progression : à partir de 2011, la tendance est inférieure à ce qu'elle était entre 1990 et 2008, comme le montre le graphique ci-dessous. La crise actuelle aura à court terme le même effet, et c'est le scénario pes-



6. Michel Husson, « Rebond ou plongeon ? », *À l'encontre*, 29 avril 2020.

7. Kristine A. Moore et al., « The Future of the COVID-19 Pandemic: Lessons Learned from Pandemic Influenza », *CIDRAP*, April 30th, 2020.

8. Cité par Paul Hannon et Saabira Chaudhuri, « Why the Economic Recovery Will Be More of a 'Swoosh' Than V-Shaped », *The Wall Street Journal*, May 11, 2020.

9. WTO, « Trade set to plunge as COVID-19 pandemic upends global economy », April 8, 2020.

10. Paul Anthem, « Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde risque de doubler en 2020 », *World Food Program*, April 22, 2020 ; Mathilde Gérard, « Après la pandémie, une grave crise alimentaire menace au Nord comme au Sud », *le Monde*, 12 mai 2020.

11. « The global food supply chain is passing a severe test », *The*

simiste de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) (9) qui semble le plus vraisemblable : ici encore pas de retour à la tendance antérieure.

À cela s'ajoutent les répercussions de la crise sur les pays du Sud. Contrairement aux craintes que l'on pouvait avoir, la pandémie s'est relativement peu étendue en Afrique pour l'instant, et c'est heureux. Mais dans un grand nombre de pays du Sud, on craint davantage la faim que le virus, parce que la crise réduit l'activité économique et les ressources disponibles (10). En outre, les chaînes d'approvisionnement alimentaires, fortement mondialisées, ont été comme les autres désorganisées (11).

« Le choc du Covid-19 ne fait que mettre en lumière ce qui était déjà une crise de la dette souveraine à évolution rapide dans les pays en développement » signale la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) (12). Ces pays étaient déjà écrasés par le poids de la dette : par exemple, les pays africains y consacraient plus d'argent qu'à la santé. Avec la crise, ils sont confrontés à une dégradation de leur commerce extérieur, la chute des prix (le pétrole !) et au reflux des capitaux internationaux. Certes, le FMI a décidé de suspendre les remboursements et les intérêts de la dette pour cette année et la suivante, et le Club de Paris, qui regroupe les principaux créanciers, a fait de même pour cette année en ce qui concerne les pays africains.

Mais la CNUCED a raison de souligner que cette suspension « repose sur l'hypothèse héroïque que le choc du Covid-19 sera de courte durée, et que le business as usual reprendra en 2021 ». Elle lance un appel solennel à une annulation des dettes car « la dévastation que la crise risque de causer si des mesures décisives ne sont pas prises devrait constituer une motivation plus que suffisante pour que la communauté internationale s'oriente enfin vers un cadre cohérent et complet pour traiter de la dette souveraine insoutenable ».

De manière plus générale, la reconstitution des chaînes de valeur globales va être

Economist, May 9 2020, <https://bit.ly/360cmjg>

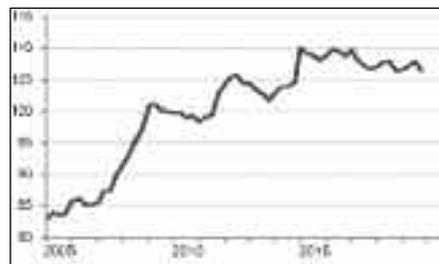
12. UNCTAD, « From the Great Lockdown to the Great Meltdown: Developing Country Debt in the Time of Covid-19 », April 2020.

13. Patrick Artus, « Comment corriger, compenser, la hausse de l'endettement des entreprises de la zone euro ? », 13 mai 2020, <https://bit.ly/3cuRLpO>

14. Voir la note 7.

également freinée par la volonté de nombreux gouvernements d'aider spécifiquement leurs entreprises et d'encourager la relocalisation de productions. Même si ces tentatives resteront sans doute vaines, elles illustrent à nouveau l'imbrication des dimensions sanitaire et économique de la crise.

L'autre dette : les entreprises



L'endettement des entreprises avait déjà atteint un niveau élevé de près de 110 % du PIB dans la zone euro, soit plus que les dettes publiques. Le graphique ci-contre (13) montre en outre que la courbe augmente en escalier : chaque augmentation de l'endettement (par exemple avec la crise de 2008) est suivie d'une période de désendettement. Puis la courbe repart à la hausse, etc. On peut facilement la prolonger : la crise du coronavirus va conduire à une nouvelle montée de l'endettement qui va conduire les entreprises à chercher à se désendetter en freinant les salaires et l'investissement (mais sans doute pas les dividendes, il faut bien rassurer les actionnaires).

Les obstacles à une reprise « normale »

Parmi les obstacles à une reprise rapide, il faudrait encore citer la déformation de la structure sectorielle de la demande au détriment des biens industriels, les stocks à écouler et les pertes de productivité du travail, sans parler du risque de rebond de l'austérité budgétaire. Nous nous bornerons à reproduire ici la conclusion d'une précédente contribution déjà citée (14).

- 1 Les entreprises, endettées et aux débouchés incertains, vont hésiter à investir et chercher à réduire les emplois et les salaires ;
- 2 Les ménages, appauvris ou inquiets, vont réduire leur consommation, privilégier une épargne de précaution ou reporter leurs achats de biens durables ;
- 3 Les États vont finir par chercher à « assainir » les finances publiques ;
- 4 Les chaînes de valeur sont désorganisées et le commerce international va ralentir ;
- 5 Les pays émergents, impactés par les sorties de capitaux et par la baisse des prix des

matières premières, vont contribuer à la rétraction de l'économie mondiale.

La question de l'endettement public

L'impact immédiat de la crise est un creusement spectaculaire des déficits publics et donc une augmentation des dettes publiques, en raison des pertes de ressources liées à la baisse de l'activité et des dépenses de soutien aux ménages et aux entreprises. C'est vrai pour tous les pays de la zone euro, comme le montre le tableau ci-dessous établi par la Commission européenne (15).

	Déficit public			Dette publique		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Allemagne	1,4	-7,0	-1,5	59,8	71,6	71,8
Grèce	1,5	-4,1	-2,1	176,0	196,5	182,6
Espagne	2,8	10,1	6,7	95,5	115,6	113,7
France	-3,6	-3,9	-4,0	98,1	116,5	111,9
Italie	-1,4	-1,1	-5,6	131,8	158,9	151,0
Portugal	0,2	-6,6	-1,8	117,7	131,6	124,4
Zone euro	-1,1	-4,4	-2,1	79,6	95,1	92,0

Ces chiffres sont évidemment provisoires, mais ils permettent de prendre la mesure de l'ampleur du choc. Pour l'Espagne, le déficit public devrait passer de 2,8 % du PIB en 2019 à 10,1 % en 2020. Quant à l'encours de dette publique, il devrait augmenter de 95,5 % du PIB en 2019 à 115,6 % en 2020.

Toute la question est alors de savoir comment cette dette va être « payée ». Il y a plusieurs méthodes, dont on peut faire rapidement la liste : inflation, restructuration, annulation, monétisation, taxation, austérité.

Historiquement, l'inflation a souvent été (notamment après la deuxième guerre mondiale) un moyen de réduire le poids réel de l'endettement. Elle jouera peut-être un rôle dans les années à venir, mais ce n'est pas un instrument que l'on peut manipuler, et la déflation semble tout aussi probable. En outre, c'est un mécanisme aveugle qui, certes, frappe les rentiers, mais peut aussi appauvrir les salariés et les retraités.

L'austérité ne peut avoir que des effets désastreux pour la majorité de la population, comme les expériences récentes en Grèce, en Espagne ou au Portugal l'ont suffisamment montré. Mais si l'austérité budgétaire semble exclue pour l'instant, l'austérité salariale risque d'être au rendez-vous. L'un des enjeux de la sortie de crise sera de tout faire pour empêcher que « *le financement d'aujourd'hui soit la dette de demain et les ajustements structurels d'après-demain* » pour reprendre la formule très juste de Daniel Albarraçin (16).

La restructuration de la dette consiste à réduire son poids réel à l'issue d'une négocia-

tion avec les créanciers. L'annulation est quant à elle une mesure unilatérale. Nous reviendrons sur ces options plus radicales, après avoir examiné celles qui animent plus largement le débat public.

« Dieu merci, il y a la BCE ! »

La première proposition consiste à utiliser le MES (Mécanisme européen de stabilité) mis en place lors de la précédente crise. Il dispose actuellement de 410 milliards d'euros mais pourrait émettre de nouvelles obligations au cas où davantage de ressources seraient nécessaires. Mais on se retrouverait dans la situation où les pays demandeurs devraient accepter en contrepartie un protocole d'accord (MoU, Memory of Understanding) semblable à ceux, de sinistre mémoire, qui avaient été imposés notamment à la Grèce ou à l'Espagne. Les pays devraient en pratique se soumettre aux institutions qui seraient incitées à prôner rapidement des mesures d'austérité. Certes, on pourrait toujours imaginer une moindre conditionnalité, mais cette perspective est trop éloignée de la logique de contrôle qui a permis la mise en œuvre de ce dispositif. En outre, sans la conditionnalité, les marchés auraient une probable réticence à souscrire à de nouvelles émissions du MES.

La deuxième option est de prolonger ce que la BCE a déjà mis en place, et qui est d'ores et déjà considérable. Après un faux pas de Christine Lagarde – sa présidente, affirmant que la BCE n'avait pas à se préoccuper des *spreads* (les différences entre les taux d'intérêt de chaque État de la zone euro) – le pas a été franchi, avec le lancement d'un « *programme d'achats d'urgence face à la pandémie* » (*Pandemic Emergency Purchase Programme*, PEPP) de 750 milliards d'euros. La BCE pourra racheter des titres de la dette des États membres sur le marché secondaire et n'aura pas à suivre la règle antérieure sur les proportions à respecter selon le poids de chaque État dans le capital de la BCE. Par ailleurs, les règles prévues par le Pacte de stabilité et de croissance en matière de déficit et d'endettement publics sont suspendues.

C'est en réalité une rupture par rapport aux règles, une forme de contournement des traités européens. Les juges de la cour de Karlsruhe (le Tribunal constitutionnel fédéral allemand) ne s'y sont pas trompés, en cherchant à brider cette initiative de la BCE. C'est l'occasion de rendre à la BCE un hommage certes inhabituel : elle a pour l'instant mieux réagi, et plus vite, que lors de la précédente crise : « *Dieu merci, il y a la BCE !* », voilà comment les responsables du

ministère des Finances français expriment leur soulagement (17).

Coronabonds

La troisième proposition serait l'émission de coronabonds, qui reprend celle d'eurobonds déjà avancée sans succès lors de la précédente crise. Les titres de la dette publique seraient émis directement au niveau européen. Autrement dit, il s'agirait d'une dette européenne et non plus d'une dette espagnole, française, etc. Cette mutualisation aurait l'avantage de supprimer les écarts de taux d'intérêt d'un pays à l'autre et de prévenir ainsi toute crise spécifique frappant les pays les plus fragiles, comme cela s'était produit lors de la crise des dettes souveraines en Europe. Le taux d'intérêt unique serait sans doute intermédiaire entre celui de l'Allemagne et ceux de l'Italie ou de l'Espagne, mais peut-être relativement proche de celui de l'Allemagne, si les marchés sont « *rassurés* » par la garantie commune.

Il n'en reste pas moins que ces eurobonds, ou coronabonds en l'occurrence, resteraient soumis au bon vouloir des marchés. En outre, si ce dispositif était limité aux nouvelles obligations liées à la crise, il ne supprimerait pas tout risque. En effet les différents pays émettent chaque année de nouvelles obligations destinées à rembourser celles qui sont arrivées à échéance (ils font « *rouler* » la dette) et c'est à ce moment que les marchés pourraient faire pression et introduire de nouveaux écarts entre les pays. Enfin, l'argent déversé par la BCE quand elle rachète des titres de la dette publique sur le marché ne peut que susciter une hausse des achats d'actifs financiers et donc de leur prix, et c'est d'ailleurs pour cette raison que les bourses, après avoir fortement chuté, ont récupéré près de la moitié de cette baisse.

Le non-paper espagnol (18)

L'une des propositions les plus innovantes est celle que le gouvernement espagnol a avancée timidement, sous forme d'un *non-paper*. Un fonds de soutien serait mis en place, financé par une dette perpétuelle

15. Comisión Europea, Forecast Spring 2020, <https://bit.ly/3cpbbwj>

16. Daniel Albarraçin, « ¿Del plan Marshall soñado a la farsa de los Pactos de la Moncloa? », *Viento Sur*, 23 de abril de 2020.

17. Raphaël Legendre, « Dette des États : le contre-lamontre a commencé », *l'Opinion*, 30 avril 2020.

18. Spain's non-paper on a European recovery strategy, April 19 2020 (<http://acdc2007.free.fr/spainnonletter.pdf>). Un *non-paper* désigne un document proposant des points à discuter, mais qui n'est pas officiellement assumé par l'expéditeur.

Covid-19 & Économie

européenne ; il devrait être de l'ordre de 1 500 milliards d'euros, soit environ 10 % du PIB européen. Des subventions et non des prêts seraient accordées aux États membres par le biais du budget de l'Union européenne, proportionnellement aux dégâts encourus par chaque État membre (pourcentage de la population touchée, baisse du PIB, augmentation du chômage).

Il y a plusieurs points importants dans le plan espagnol. Le premier est la proposition d'une dette perpétuelle. Une dette perpétuelle est, comme son nom l'indique, une dette qui n'est jamais remboursée : seuls les intérêts sont versés. On pourrait imaginer que ce soit chaque État membre qui émette ses propres obligations perpétuelles (ou à échéance très éloignée dans le temps, à 50 ou 100 ans). C'est, soit dit en passant, ce que Yanis Varoufakis, le ministre des Finances grec, avait proposé, sans succès, au début de 2015. Le budget de la zone euro, éventuellement élargi, servirait de garantie. Mais encore faudrait-il que les marchés acceptent de souscrire à ces émissions : ils resteraient ici encore les décideurs en dernier ressort.

L'idée supplémentaire du plan espagnol est que cette dette perpétuelle serait émise au niveau européen et que les intérêts seraient payés à partir de nouveaux impôts établis eux aussi au niveau européen. Pour le *Financial Times*, les mérites de ce projet sont « irréfutables » (19). En premier lieu, il est à la hauteur de la crise. La taille du fonds proposé est en effet du même ordre de grandeur que le choc attendu sur l'activité économique : 10 % du PIB. En dessous de cette taille, il s'agirait d'une « réponse budgétaire inadéquate à la récession du Covid-19 ». Le deuxième grand avantage de ce plan est qu'il permet de réduire les divergences entre pays et de promouvoir l'idée d'une harmonisation fiscale au niveau européen.

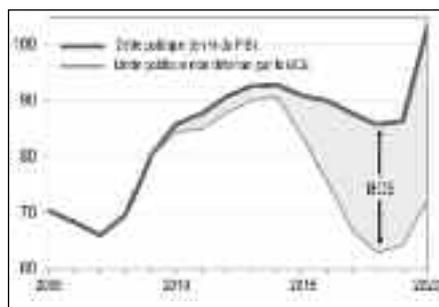
Et l'on ne peut que partager l'avertissement du *Financial Times* : « Le seul véritable

argument contre ce projet est très simple : il y en a qui préféreraient que chaque gouvernement reste seul en charge des besoins de ses propres citoyens. Mais ils devraient faire preuve d'honnêteté quant aux effets de ce qu'ils préconisent. Si la réponse à la crise reste avant tout nationale, l'Europe sera soumise à des divergences économiques encore plus marquées, et peut-être de façon permanente. Si cela se produit, ce sera par choix et non par accident ». Il est vrai que ce plan a peu de chance d'être mis en place : il suffit de se rappeler la dispute entre États à propos du budget européen, près de dix fois inférieur à la proposition espagnole.

Vers une annulation discrète ?

Faut-il aller vers une annulation, en tout ou partie, des dettes publiques ? Ce serait conforme, selon Alain Minc, à la « logique intellectuelle ». Que cet admirateur de la « mondialisation heureuse » et conseiller discret de Macron en vienne à de telles affirmations est aussi un effet de la crise. Mais comme l'annulation des dettes serait une provocation inacceptable pour les marchés, Minc se rabat sur une proposition qui après tout fait sens : « La voie la plus naturelle serait que la Banque centrale échange des bons du Trésor contre des titres à bas taux d'intérêt, perpétuels ou à 50 ou 100 ans. La dette publique serait ainsi divisée en deux parties : une dette privée [fonctionnant comme avant] et une dette publique, perpétuelle ou à très longue échéance, qui ne pèserait pas sur la solvabilité du débiteur » (20).

Une proposition analogue, et intéressante parce qu'elle fait le lien entre la question de la dette et la lutte contre le réchauffement climatique, a été avancée. Le dispositif « consisterait en une annulation des dettes publiques détenues par la BCE qui serait conditionnée à l'engagement de sommes équivalentes, par les États, dans des investissements bas carbone » (21). Il faudrait systématiser ce qui existe déjà, à savoir que, depuis la mise en place du *quantitative easing*, la BCE détient une partie importante de la dette publique, comme on le voit dans le graphique ci-dessous (22). Et la BCE n'a plus vraiment d'autres munitions.



L'alternative est peut-être finalement la suivante : soit cette solution rationnelle est adoptée, soit la zone euro éclate.

Faire payer les puissants

Il ne faut pas oublier que la montée des dettes publiques, avant la crise, était en partie la conséquence d'une auto-réduction des recettes fiscales des États. C'est de ce principe aussi qu'il faut s'inspirer pour envisager la gestion des déficits liés à la crise.

L'occasion est donnée de revenir sur des décennies de contre-réformes fiscales en réintroduisant au niveau qui est nécessaire l'imposition du capital, des bénéfices et des dividendes des grandes entreprises et des hauts revenus. Les circonstances appellent une réforme fiscale durable permettant d'éponger l'impact de la crise et d'accompagner une bifurcation sociale et écologique. L'idéal serait évidemment de réaliser cette réforme à l'échelle européenne, afin d'éviter fuites de capitaux et dumping fiscal. Même si cela peut sembler hors de portée, il faut affirmer la nécessité et le droit pour chaque État d'entamer de telles réformes, tout en menant le combat pour qu'elle puisse être étendue au plus grand nombre possible de pays.

Il est sans doute utile de mettre en avant une mesure phare comme le rétablissement de l'ISF en France, ou l'instauration d'une « taxe-Covid », dont la formulation actuelle présente cependant des limites, dans la mesure où il s'agit d'une taxe exceptionnelle et proposée directement au niveau européen (23).

L'insoumission aux « marchés »

La question des dettes est un bon révélateur des enjeux européens. Derrière les débats très techniques, il y a des questions éminemment politiques. La première est soulevée par le principe de mutualisation, quelle qu'en soit la forme instrumentale. L'alternative est la suivante : soit chaque pays se débrouille seul face à ses problèmes, soit un degré supplémentaire d'intégration est mis en œuvre à l'occasion de cette crise, ce qui serait évidemment la solution rationnelle face à une pandémie qui ne connaît pas de frontières.

Or, le risque est grand que cette étape ne soit pas franchie et qu'au contraire on assiste à un repli sur les supposés intérêts nationaux, porté par des orientations politiques de type souverainiste. Mais cela signifierait une divergence accrue entre les pays de l'Union européenne, avec une tendance à la vassalisation des pays du Sud (à l'image de

19. Martin Sandbu, « The merits of Spain's proposed recovery fund are irrefutable », *Financial Times*, April 21, 2020.

20. Alain Minc, « Pour une dette publique à perpétuité », *les Échos*, 16 avril 2020.

21. Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau, « Crise économique et écologique : osons des décisions de rupture », *Terra Nova*, 2 avril 2020.

22. Source : Patrick Artus, « L'arrêt de la Cour de Karlsruhe révèle l'ambiguïté du comportement de la BCE », 13 mai 2020.

23. Miguel Urbán, « Por un tasa europea COVID-19 a multimillonarios y multinacionales », *El Diario*, 27 de abril de 2020 ; Julián Moreno, Manolo Garí, « No tropezar nuevamente con la misma piedra », *El Salto*, 3 de mayo de 2020.

la Grèce) qui pourrait par contrecoup conduire à l'éclatement de la zone euro, dont on peut penser qu'il serait un désastre partagé.

Le second enjeu est le rapport aux « marchés », à savoir les puissances financières et économiques. Toute la construction européenne s'est faite selon le principe de la soumission à ces « marchés » qu'il convient de constamment « rassurer », notamment dans la gestion de la dette publique et en matière fiscale. La crise a conduit la BCE à se soustraire, au moins partiellement, à cette soumission, mais cette « infraction » risque bien d'être temporaire. Au moins la crise sanitaire aura-t-elle posé en termes très concrets cette question fondamentale : un État doit pouvoir mener les politiques publiques qu'il entend pour produire des « biens communs » tels que la santé sans avoir à rendre des comptes aux intérêts privés dont les marchés sont les représentants.

Enfin la conditionnalité devrait être une exigence essentielle. Au plus fort de la crise, les gouvernements soutiennent les ménages et les entreprises, et c'est évidemment utile. Mais les aides aux entreprises devraient être au moins assorties de conditions, par exemple dans le cas des 7 milliards d'euros que le gouvernement est disposé à verser à Air France. Plutôt que de chercher à revenir à l'état antérieur, mieux vaudrait restructurer toute une série d'industries, après les avoir nationalisées.

Les orientations les plus favorables au bien-être des peuples se heurteront aussi aux dogmes de l'économie dominante et aux appels à l'effort et aux restrictions. Mais derrière ces dogmes se profilent, comme toujours, les intérêts des possédants, dont l'égoïsme et la cupidité peuvent se combiner avec l'invocation des intérêts nationaux. Voilà pourquoi les prévisions économiques sont impossibles dans les périodes de tourmente sociale. Voilà aussi pourquoi la sortie de crise sera l'enjeu de confrontations sociales et politiques. ■

15 mai 2020



Janez Janša et sa politique

Par
Rastko Mocnik*

Le mot « *janšizem* » (jansaïsme) a été utilisé si souvent depuis 1995 qu'il a même été adopté par le dictionnaire de la langue littéraire slovène. Ce dictionnaire dit que cela signifie « *l'orientation politique (...) du politicien slovène Janez Janša* ». Mais tout le monde n'est pas d'accord. Tino Mami a écrit dans *Domovina (La Patrie)* que le jan-

avec le slogan « *Mort au jansaïsme, liberté du peuple !* » en actualisant le slogan de la lutte de libération nationale yougoslave « *Mort au fascisme, liberté du peuple !* ». Le programme du parti de Janša, le Parti démocratique slovène (SDS), appelle la lutte antifasciste une « *révolution fratricide* » et le socialisme un « *régime totalitaire* ». Nous avons donc la première caractéristique du jansaïsme : le révisionnisme historique – une façon de traiter l'histoire visant à déformer la



saïsme a été inventé pour discréditer la politique de Janša. Selon Mami, le jansaïsme n'existe pas parce que la politique de Janez Janša (actuel Premier ministre) ne serait pas différente des autres politiques. Nous prouverons donc l'existence du jansaïsme si nous trouvons suffisamment de traits distinctifs qui séparent la politique de Janez Janša des autres politiques et qui en même temps se connectent dans un ensemble plus ou moins cohérent. Ce faisant, nous découvrirons également ce qu'est le jansaïsme – s'il existe, bien sûr.

Le terme est réapparu lors des manifestations « à vélo » (pour se conformer à l'interdiction des manifestations publiques imposée pendant l'épidémie) qui se tiennent dans les villes de Slovénie chaque vendredi depuis 24 avril. Les manifestants protestent

mémoire de la lutte pour la libération nationale et à faire oublier les réalisations du socialisme.

Les discours

Le SDS « *aspire à une société socialement juste fondée sur une économie compétitive* ». C'est justement pour réduire les ravages de l'économie capitaliste concurrentielle

* Rastko Mocnik, universitaire retraité – sociologue, théoricien de la psychanalyse et de l'idéologie – est depuis les années 1960 un opposant de gauche slovène. En 1988-1990 il a été un des animateurs du Comité pour la défense des droits humains et s'est opposé à la partition de la Yougoslavie en 1990. Cet article a d'abord paru le 7 juin 2020 dans l'hebdomadaire critique de gauche *Mladina*, sous le titre « *Kaj je janšizem* » (C'est quoi, le jansaïsme ?). Traduit du slovène par JM, revu par l'auteur.

Covid-19 & Slovénie

qu'un programme de justice sociale a été imaginé au XIX^e siècle. Par conséquent, l'affirmation selon laquelle la concurrence « *permet la solidarité entre les peuples* » est une dangereuse illusion. Le programme du SDS devient encore plus clair lorsqu'il exige que « *les marchés du travail et des capitaux soient libérés des obstacles à la concurrence* ». Avec la libre concurrence sur le marché du travail, l'État brise la classe ouvrière et organise une compétition à la baisse des salaires, du droit du travail, de la garantie de l'emploi, des conditions de travail, etc. Le monde du travail combat depuis des siècles l'anarchie du marché, mais même les capitalismes humanistes ont tenté de restreindre la sauvagerie du capital. Nous avons là une autre caractéristique : le néolibéralisme radical.

La revendication de la libération du marché des capitaux n'est pas très claire. Cela peut signifier la liberté de la spéculation financière. Cependant, elle est déjà libre, produisant du capital fictif et aggravant la crise du capitalisme. Cela peut signifier faci-

liter les emprunts des entreprises pour stimuler l'économie « *réelle* ». Mais cela se fait par une politique monétaire – par la régulation et non la « *libéralisation* ». Peut-être veulent-ils dire qu'il faut attirer les investissements en capital en éliminant le droit du travail, abaissant les salaires, éliminant la protection de l'environnement etc. Bref, selon le SDS, il faut agir comme les gouvernements précédents de Miro Cerar et Marjan Šarec l'ont fait pour Magna (1). Nous avons obtenu là une troisième caractéristique : la promotion de la subordination néocoloniale.

Il n'est pas surprenant que le programme du SDS élève « *l'initiative entrepreneuriale individuelle sans entrave* » au rang de « *moteur principal* ». Il est toutefois plus surprenant qu'après avoir opposé le capital aux travailleurs et les travailleurs les uns aux autres, ce programme prône la « *réconciliation nationale* ». Il proclame la lutte de classe du capital, désarme les travailleurs, mais prêche la réconciliation. Quatrième caractéristique : la démagogie.

Action gouvernementale

En 1993, Janša a été démis de ses fonctions de ministre de la Défense parce que son ministère intervenait dans les affaires civiles. En 2004, le SDS a utilisé la propagande pour aider au rejet par référendum de la loi sur les « *effacés* » (2). De concert avec d'autres partis, qui ont jamais été au gouvernement, le SDS a permis ainsi que la politique slovène ne répare pas, au moins autant que possible, les conséquences d'un crime d'État. Cinquième caractéristique : abus de pouvoir et mépris pour l'humanité.

Le premier gouvernement Janša (2004-2008) a aboli l'État providence. Jusque-là, le mouvement ouvrier avait continué une politique de classe et réussi à freiner les excès de la restauration du capitalisme. Malheureusement, les syndicats forts à l'époque ne se sont pas opposés à la restauration du capitalisme et n'ont pas résisté à l'adhésion à l'UE néolibérale ou à l'entrée dans l'OTAN impérialiste. Ces erreurs stratégiques ont par la suite contribué à la défaite du mouvement syndical. Mais le rôle décisif dans l'offensive du capital a été joué par le gouvernement Janša. Avec le grand soutien des médias, les « *jeunes économistes* » de Janša ont lancé une campagne idéologique néolibérale. Le gouvernement Janša n'a pas réussi à introduire un taux d'imposition unique, mais il a réduit les impôts des actionnaires et des riches, en particulier en réduisant le taux d'imposition sur les revenus du capital. Ce faisant, il a provoqué un déficit permanent du budget de l'État. Dans le même temps, ce

gouvernement a commencé à emprunter auprès de banques privées à l'étranger et à se désendetter auprès des banques nationales. Cela a eu deux conséquences : les banques nationales ont commencé à prêter de manière incontrôlable à des entreprises nationales, dont beaucoup n'ont plus été en mesure de rembourser leurs dettes. L'État a été de plus en plus endetté à l'étranger, ce qui a conduit les gouvernements suivants à se soumettre aux organisations transnationales de capitaux financiers. Ce premier gouvernement Janša a lancé une nouvelle vague de privatisations, qui a ensuite conduit à des faillites et à une crise bancaire en raison de la spéculation des managers sur les rachats des entreprises. Les agissements gouvernementaux ont confirmé les caractéristiques que nous avons déduites du programme : le néolibéralisme radical et la promotion de la subordination néocoloniale.

Le deuxième gouvernement Janša (2012-2013) a encore limité les activités de protection sociale de l'État. Avec la loi sur l'équilibre des finances publiques, il s'en est pris à ceux qui vivent en dessous du minimum vital (mesures temporaires dans le domaine de l'exercice des droits d'utiliser les fonds publics, les soins parentaux et les prestations familiales, prestations de sécurité sociale, etc.). Même la tradition du parlementarisme bourgeois était trop démocratique pour ce gouvernement : il a fait adopter une centaine de lois selon une procédure accélérée. Un autre exemple de cette pratique du gouvernement – abandon d'une démocratie même limitée et introduction de l'autoritarisme – est sa façon d'empêcher un référendum sur la création d'une banque de créances douteuses : les syndicats ont recueilli des signatures pour un processus référendaire... et les responsables parlementaires les ont « *perdues* ». Le tournant du deuxième gouvernement Janša a toutefois été de transférer les conflits politiques internes sur la scène internationale. Non seulement cela a provoqué des incidents dans la baie de Piran (3), mais il a également annoncé que la Slovénie était en danger de faillite et qu'il faudrait demander l'aide de la tristement célèbre « *troïka* » (CE, BCE, FMI), qui venait de condamner le peuple grec à la pauvreté et de pousser la Grèce dans la dépendance à long terme du capital financier transnational. La déclaration de Janša sur l'éventuelle faillite de l'État a été utilisée par les agences de notation pour abaisser la note de la Slovénie. Les taux d'intérêt sur les emprunts publics sont passés d'une moyenne de 4,3 % en 2011 à 6 % en 2012. Selon les experts, la hausse des taux d'intérêt était disproportionnée par rapport aux indicateurs économiques. En hiver 2012, des manifestations de masse spontanées ont

1. Afin de construire un nouvel atelier de peinture pour le fournisseur automobile transnational Magna, la législation environnementale a été modifiée par le parlement slovène dans le cadre d'une coalition précédente (composée du Parti du centre moderne (SMC, libéral), du Parti démocrate des retraités (DeSUS, libéral) et des sociaux-démocrates). Car l'usine de Magna a été construite sur un terrain agricole protégé afin de garantir l'approvisionnement en eau.

2. En février 1992, les noms de 25 671 personnes (plus de 1 % de la population totale) vivant en Slovénie mais nés dans une autre République yougoslave et n'ayant pas rempli à temps le formulaire d'acquisition de la nationalité slovène ont été « *effacés* » des registres nationaux, selon des critères demeurés obscurs. Ils ont été ainsi déchus de leur citoyenneté. Leur cas fit ensuite l'objet d'une loi, entrée en vigueur fin 1999, qui sera jugée non conforme par la Cour constitutionnelle, saisie par l'Association des effacés de Ptuj. La Cour décréta également que les victimes avaient droit à un dédommagement, ce qui déclencha de vives polémiques. Une autre loi fut adoptée en novembre 2003, prévoyant la restitution aux « *effacés* » de leurs droits civiques et matériels. L'opposition de droite, dont le SDS, obtint alors la tenue d'un référendum en avril 2004 : 94 % des votants ont approuvé cette position, mais vu la très faible participation, il n'en fut pas tenu compte et la loi de 2003 a continué à être appliquée. En 2006, une marche – « *la caravane des effacés* » – est passée par l'Italie et la France pour protester devant le Parlement européen. Voir : *The Erased. Information and documents* : <https://www.mirovni-institut.si/izbrisani/en/about-the-project/index.html> (19.6.2020).

3. Située dans la partie sud du golfe de Trieste, à l'extrémité septentrionale de la mer Adriatique, les eaux de cette baie sont partagées entre la Croatie et la Slovénie. Cette dernière, déjà membre de l'UE, a utilisé son droit de veto pour ralentir les négociations d'adhésion de la Croatie, voulant obtenir une modification de la frontière maritime telle qu'elle avait été établie à l'époque de la Yougoslavie. En 2018 la police slovène a commencé à sanctionner les pêcheurs croates pour « *violation frontalière* » dans la baie de Piran.

éclaté à travers le pays et le gouvernement a démissionné.

Actuellement, le gouvernement Janša espère être bien vu par la fantomatique « classe moyenne ». Ses lois « anti-coronavirus » proposent un soutien aux capitaux nationaux petits et moyens, peu compétitifs, et réduisent les normes de protection de l'environnement afin d'attirer les investissements. C'est une pratique typique des pays néocoloniaux dépendants.

Il annonce de nouvelles restrictions de la protection des travailleuses et des travailleurs, la libéralisation du marché du travail (élimination des contrats de travail historiques et précarisation encore plus grave) et des licenciements plus faciles. Il propose également de poursuivre la privatisation des services publics, des soins de santé, de l'éducation et même de la protection sociale. Il réduit ainsi la disponibilité des services publics, diminue le niveau de vie de la majorité et, en particulier, aggrave la situation des travailleurs déjà sous-payés et sans garantie d'emploi.

Alors c'est quoi, le jansaïsme ?

Les mesures politiques jansaïstes sont logiquement liées : leur néolibéralisme ne diffère pas en principe de celui des autres partis bourgeois, mais son radicalisme nécessite des attitudes autoritaires, la soumission personnelle des fonctionnaires, la démagogie et une brutalité croissante dans sa communication.

Les trois gouvernements Janša étaient des coalitions. Nous ne devrions donc pas attribuer le jansaïsme à un seul parti, encore moins à une seule personne. Les partis du « centre » (DeSUS, SMC) et de droite (NSi) ont facilement évolué vers l'autoritarisme et ont radicalisé leur politique néolibérale. Une politique dirigée contre le peuple glisse rapidement vers les mesures autoritaires. Elle rassemble la décision et le contrôle faisant des autorités ainsi que des instances administratives et professionnelles un outil unifié pour attaquer les travailleurs.

La spécificité de cette politique est qu'elle promeut les intérêts du capital « en général », à la fois local et transnational. En augmentant l'exploitation, elle permet à de petits capitaux nationaux non compétitifs de survivre et offre une main-d'œuvre bon marché au grand capital transnational quasi monopolistique. Les deux sont adaptés à la position marginale de la Slovénie dans l'Union européenne et renforcent notre subordination néocoloniale.

Le libéralisme autoritaire slovène ne doit pas être confondu avec la politique de Viktor

Orbán. La politique d'Orbán vise à bâtir une classe dirigeante nationale – à partir de magnats, de gestionnaires et de hauts bureaucrates – qui soit capable de partenariat avec le capital transnational et de restaurer l'empire régional hongrois. Les politiciens néolibéraux autoritaires d'ici se satisfont de la corruption et des « pots-de-vin », ils n'ont pas d'autres ambitions de classe. Ils l'ont montré lors de leur précédent mandat en transférant des conflits internes sur la scène internationale et en demandant l'aide des appareils du capital transnational. Il est donc plus approprié de parler de néolibéralisme autoritaire au service de la politique néocoloniale du capital transnational.

Mais si nous définissons le jansaïsme de cette façon, deux aspects sautent aux yeux. Premièrement, le trait distinctif du jansaïsme c'est seulement l'intensité de son autoritarisme. Son orientation générale ne diffère pas

des autres partis bourgeois et de leurs gouvernements. De ce fait – et c'est le second aspect – le problème ce n'est pas le jansaïsme, mais « l'anti-jansaïsme ». Car « l'anti-jansaïsme » actuel présente les contradictions sociales fondamentales – la lutte entre le travail et le capital, entre l'impérialisme et les peuples subordonnés – en tant qu'affrontements entre les fractions de la bureaucratie au pouvoir. Que gagnerons-nous si c'est Šarec (Premier ministre 2018-2020), Bratušek (Première ministre 2013-2014) ou une nouvelle combinaison improvisée qui remplacent le gouvernement actuel ? Ils feront la même chose que Janša, peut-être moins crûment et de manière moins vulgaire. Nous devons vraiment trouver une alternative. Et ce ne peut être une alternative au gouvernement actuel ou à Janez Janša, ce doit être une alternative à l'impérialisme et au capitalisme. ■

Lutte des classes ou utopie libérale

Par
le CEDRA*

Il semble que nous assistons à une reprise des soulèvements que nous avons connus il y a plus de huit ans. Bien que les deux mobilisations de masse aient un point commun – elles s'opposent à Janez Janša (1) (politicien de droite, actuellement Premier ministre pour la troisième fois) – la cause en est différente. Actuellement, il s'agit d'une pandémie et de la répression étatique qui l'accompagne, alors qu'il y a près d'une décennie son origine c'était une des pires crises historiques du capitalisme, créant l'opportunité d'une critique systémique et d'une politique progressiste. Les protestations actuelles se sont jusqu'à présent limitées à une logique anti-Janša.

Lorsque les masses commencent à occuper l'espace politique, le plus souvent elles se rassemblent du fait de leur colère et de leur indignation, de sorte qu'elles répètent spontanément les slogans promus par l'idéologie dominante. Et les plus bruyants parmi elles sont généralement les membres des groupes ayant le plus grand accès aux médias grand public, qui connaissent bien la production culturelle et à la communication. Cependant, ce sont là les acteurs clés du libéralisme. Il n'est donc pas surprenant que le noyau des organisateurs du mouvement

de contestation actuel mette en avant les idées libérales, bourgeoises. Leur principal objectif est de remplacer une partie des représentants politiques et bureaucratiques de la classe dirigeante par une autre.

Les manifestants désignent l'autoritarisme et les pratiques népotistes de corruption qui ont accompagné l'achat d'équipements de protection comme les principaux problèmes du gouvernement actuel – alors que c'est simplement pour les capitalistes le moyen le plus rapide pour réaliser des profits élevés. L'autoritarisme est perçu comme une caracté-

* Le Centre de recherche sociale (CEDRA) est un collectif militant indépendant qui réalise un travail d'élaboration et de formation pour contribuer au renouveau du mouvement ouvrier et des syndicats en Slovénie. Nous reproduisons ici l'éditorial du site web du CEDRA, publié le 12 mai 2020 : <http://cedra.si/sl/2020/05/ob-protivladnih-protestih-razredni-boj-names-to-liberalne-utopije/> (Traduit du slovène par JM).

1. Janez Janša (né en 1958), président du Parti démocrate slovène (SDS, droite néolibérale), a été ministre de la Défense en 1990-1994, puis de nouveau durant quelques mois en 2000. Il est depuis le 13 mars 2020 Premier ministre à la tête d'un gouvernement de coalition de la droite slovène (Parti du centre moderne SMC, Parti démocrate des retraités slovènes DeSUS et Nouvelle Slovénie NSi). Il a été déjà Premier ministre en 2004-2008 et en 2012-2013. En 1994, submergé par des affaires, il a été forcé de démissionner de son poste de ministre. En 2013, à nouveau accusé de corruption, son gouvernement perd la majorité parlementaire du fait du retrait de la Liste civique (DL, néolibérale) et de DeSUS de sa coalition.



Par
Zachary Levenson*

Ça peut sembler une évidence de dire que nous vivons une crise épidémiologique, mais c'est précisément ce dont il s'agit : une pandémie aux proportions inégales depuis un siècle, qui prend les gouvernements au dépourvu. Un geste dédaigneux de la main ne suffira pas à la repousser. Nous avons eu de la chance ici aux États-Unis avec le SRAS, le virus Ebola et les virus de grippe aviaire et porcine, mais maintenant il ne suffira plus de se boucher les oreilles. Parce que ce n'est pas seulement une crise de santé publique, mais ce que Gramsci a appelé une crise organique : la confluence de crises dans presque tous les domaines.

Il a qualifié d'« *organique* » ce type d'enchaînement logique de crises dans la mesure où elles menacent les fondements mêmes de la stabilité capitaliste. Comme le dit Peter Thomas dans *The Gramscian Moment* (1), une crise organique n'est pas « *un simple déséquilibre conjoncturel* » à l'instar des récessions périodiques qui ébranlent les surcapacités. Au contraire, une crise peut être qualifiée d'« *organique* » lorsque des fissures commencent à apparaître dans l'édifice même du pouvoir bourgeois.

Pour Gramsci, le pouvoir capitaliste est assuré par ce qu'il appelle « *l'hégémonie* ». Les capitalistes en tant que classe ont réussi à convaincre tout le monde que leur propre intérêt de classe – maximiser le profit – est dans notre intérêt. Pensez à la façon dont nous parlons de l'économie : la confiance des entreprises est invoquée pour mesurer la santé économique, même si cela ne change rien au fait que les salaires stagnent depuis des décennies malgré les gains de productivité. Nous concevons des mesures abstraites comme la « *croissance économique* » ou le « *PIB* » comme correspondant en quelque sorte au bien commun – même si ces chiffres ne nous disent rien sur l'inégalité ou le bien-être de la classe ouvrière.

Une crise organique se produit lorsque cette prétention bourgeoise à l'universalité commence à s'effriter, et que des affirmations auparavant hégémoniques sont révélées pour ce qu'elles sont vraiment : des moyens d'assurer la stabilité capitaliste. Le consensus social, en d'autres termes, se détériore et les revendications capitalistes ne semblent plus correspondre au bien-être général. C'est alors que ces fameux « *symptômes morbides* » commencent à apparaître. Lloyd Blankfein de Goldman Sachs, le vice-gouverneur du Texas Dan Patrick et d'autres ennemis de classe appellent ouver-

ristique exclusive de la politique de Janez Janša ou même de sa personnalité. Ils ne problématisent pas les pratiques autoritaires en tant que caractéristique innée d'un État capitaliste, bien qu'elles soient quotidiennement vécues par les migrants et par d'autres groupes sociaux qui sont considérés comme « *indésirables* » du point de vue du capital. Ceux qui protestent actuellement ne vont même pas jusqu'à remettre en cause l'autoritarisme du capital que les travailleurs subissent constamment sur leur lieu du travail.

Les manifestants libéraux comptent sur le pouvoir rédempteur de l'État de droit, sur les médias, les experts et la démocratie parlementaire comme principales garanties « *contre Janša* ». En fait, ce n'est qu'un épisode d'une guerre culturelle moderne sur la façon de gouverner « *normalement* », bien que cette normalité soit intolérable pour la majorité des travailleurs, car elle signifie pour eux la tyrannie sur les lieux du travail, un salaire de misère ne permettant pas de garantir les besoins fondamentaux (par exemple le logement) et une misère intellectuelle – le tout imposé par l'appareil d'État.

Ces « *représentants du peuple* » restent aveugles à la lutte des classes et à son intensification par le capital, déjà mise en œuvre ou annoncée par le gouvernement Janša et ses collaborateurs. Il vise à accroître la flexibilité (c'est-à-dire la précarisation) du marché du travail, à faciliter les procédures de licenciement et à généraliser la privatisation des services publics pour réduire encore leur caractère universel. À l'ère de la crise climatique, le gouvernement élimine cyniquement les normes environnementales – tout cela pour faciliter au capital la recherche du profit en détruisant la nature et en exploitant la classe ouvrière.

C'est la cause profonde des politiques

anti-populaires qui transcendent le gouvernement de Janez Janša – elles ont été également mises en œuvre sous une forme plus douce par les gouvernements précédents de centre(-gauche), et les variantes de la même escalade peuvent être observées dans pratiquement tous les pays. L'extrême droite naît des contradictions du capitalisme. Comme l'a dit Brecht : « *Comment dire la vérité sur le fascisme, dont on se déclare l'adversaire, si l'on ne veut rien dire contre le capitalisme, qui l'engendre ?* » (2)

Nous pouvons donc conclure qu'il n'y a pas dans l'opposition parlementaire de force politique qui pourrait entraîner des réformes sérieuses, sans même parler de rupture. Non seulement cette opposition a substantiellement dilué ses demandes, mais elle n'a pas de soutien parmi la classe ouvrière, capable de briser l'opposition du capital aux mesures politiques progressistes.

Nous pensons que beaucoup de ceux qui sont descendus dans les rues et sur les places ces dernières semaines ne veulent pas seulement une utopie libérale, mais un véritable changement dans les relations sociales. Mais pour cela il ne suffira pas de faire collectivement du cyclisme les vendredis. La condition des changements qui ébranleront la domination du capital est la lutte de classe quotidienne et l'organisation collective des travailleurs dans les usines, les magasins, les mines, les chantiers de construction, les hôtels, les écoles et partout. Seule la construction du pouvoir par en bas peut mettre fin à l'oscillation entre l'autoritarisme de droite à visage découvert et le néolibéralisme masqué.

Nous ne pouvons mettre fin à l'autoritarisme, à la violence systémique, à l'aggravation de la crise climatique et aux rapports d'exploitation dans la production qu'en arrachant leurs racines. Mais ces racines, ce n'est pas tel ou tel gouvernement, c'est le système capitaliste. ■

12 mai 2020

2. Bertold Brecht, « Cinq difficultés pour écrire la vérité », *Écrits sur la littérature et l'art* (1967), <http://www.arnaudmaisetti.net/spip/spip.php?article1838>

Quand Gramsci devient viral...

Une crise organique qui ne fait que commencer



tement les Américains âgés à se sacrifier sur l'autel de Mammon : la rentabilité devrait l'emporter sur la vie, proclament-ils ouvertement, et nous devrions rouvrir l'économie maintenant. Pendant ce temps, le Dow Jones connaît une incroyable flambée le jour même où un nombre sans précédent d'Américains s'inscrivent au chômage. Mike Pence appelle sans ambages à tester un vaccin contre le coronavirus non prouvé sur les habitants de Detroit, comme si nous ne savions pas tous ce que ça signifie de désigner précisément cette ville.

C'est le premier signe révélateur : la fête est finie et la politique semble moins que d'habitude en mesure de s'interposer. Ce n'est pas un hasard si les grèves commencent à proliférer au moment où l'économie s'effondre et où le chômage atteint des sommets, et tout cela se produit au moment où les systèmes de partis traditionnels commencent à s'effondrer dans le monde entier. C'est précisément le type de conjoncture que Gramsci avait à l'esprit. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'une crise organique n'est pas un hasard dans lequel toutes sortes de crises cosmiques s'aligneraient ; c'est plutôt ce qui arrive à l'hégémonie lorsque les capitalistes en tant que classe ne parviennent pas à la préserver.

Stuart Hall souligne que les crises organiques n'éclatent pas directement « dans le domaine politique et les domaines tradition-

nels de la vie industrielle et économique, [ni] simplement dans la lutte des classes au sens ancien du terme » (2). Il est certain qu'elles surgissent parfois sur ces terrains. Mais souvent, elles apparaissent ailleurs. Elles s'articulent, nous dit Hall, « dans une vaste série de polémiques, de débats sur des questions sexuelles, morales et intellectuelles fondamentales, dans une crise des rapports entre la représentation politique et les partis – sur toute une série de questions qui ne semblent pas nécessairement, dans un premier temps, s'articuler avec la politique, au sens étroit du terme ».

On voit actuellement comment la crise s'exprime de façons diverses et inattendues. Pas plus tard que cette semaine, des manifestants dans des villes du Sud et du Midwest ont pris leurs voitures pour une manifestation automobile socialement distante, demandant aux gouvernements des États de rouvrir les économies locales en mettant fin au confinement. Bien sûr, il s'agissait d'un mode d'engagement directement politique, ces manifestants utilisant le discours de Trump, la veille, sur le fait qu'il avait seul le pouvoir de forcer l'ouverture de ces économies. En même temps, puisque les gouverneurs démocrates se rangeaient publiquement du côté de la science, la science devenait quelque chose à laquelle il fallait s'opposer, un instinct populiste en lien avec une identité partisane.

Dans ce processus, toutes sortes de positions prennent la forme politique décrite par Hall – « toute une série de questions qui ne semblent pas nécessairement, dans un premier temps, s'articuler avec la politique, au sens étroit du terme ». La science, la liberté de la presse, la santé publique, la sexualité, l'éducation : tout cela et bien plus encore, à travers une longue chaîne de médiations, s'articule autour d'une lutte fondamentale entre les partis. Dans le même temps, cette concurrence entre partis est de moins en moins articulée avec la lutte entre les classes. Les travailleurs mécontents de décennies de tergiversations des Démocrates se sont tournés vers Trump, pour assister encore aux vagues de redistribution au profit des plus riches.

Lorsque les travailleurs ne font plus confiance à leurs représentants politiques, ils commencent à se tourner ailleurs. Et étant donné la mollesse de la plupart des directions syndicales, les grèves sauvages deviennent de plus en plus la norme à mesure que les travailleurs se débarrassent de ces chaînes de médiation et se confrontent directement à leurs patrons. Nous avons commencé à le constater avec les grèves des enseignants qui ont balayé le pays, et comme le montre David McNally dans le premier numéro de Spectre, ces grèves de masse sont en augmentation dans le monde entier. Si la politique prend souvent des formes peu orthodoxes lors des crises organiques, ces périodes sont également marquées par une recrudescence du militantisme de la classe

* Zachary Levenson enseigne la sociologie à l'université de Caroline du Nord, à Greensboro. Il est rédacteur en chef de la revue Spectre et termine actuellement son premier livre, *Delivery and Dispossession: The Politics of Eviction after Apartheid* (délivrance et dépossession : la politique d'éviction après l'Apartheid). Cet article a d'abord paru le 20 avril 2020 sur le site web de la revue étatsunienne Spectre : <https://spectrejournal.com/organic-crisis-is-upon-us/> (traduit de l'anglais par JM).
1. Peter D. Thomas, *The Gramscian Moment, Philosophy, Hegemony and Marxism*, Haymarket Books, Chicago 2011.
2. Stuart Hall, *The Hard Road to Renewal, Thatcherism and the Crisis of the Left*, Verso, London-New York 1988.



ouvrière, les dirigeants élus de toutes tendances se révélant être des rois nus.

Bien que les différentes crises composent la crise organique plus large de façon inextricable, j'ai essayé de schématiser un certain nombre de crises que je vois se développer dans notre conjoncture. Comme vous le verrez, il est presque impossible d'en évoquer une sans parler de toutes, mais c'est ce que j'ai essayé de faire ici : fournir une feuille de route pour la crise organique qui ne fait que commencer.

● **Crise économique.** Ne les croyez pas lorsqu'ils vous disent que la récession émergente est un hasard, que nous n'aurions pas pu prévoir le nouveau coronavirus ou que l'effondrement de l'économie est simplement une conséquence de la pandémie. Craignant une pénurie imminente de liquidités, c'est plusieurs mois avant le premier décès sur le sol américain que la Fed a commencé à refinancer des actifs financiers négociables (dits prêts repo ou « *Sale and Repurchase Agreement* »). Et en janvier, nous avons appris que la production industrielle était en baisse de près d'un point par rapport à l'année précédente. Sans parler des inquiétudes de longue date concernant une courbe de rendement inversée et une énorme bulle boursière. L'incapacité de la rentabilité à se redresser après la dernière récession est à l'origine du ralentissement actuel.

● **Crise politique.** Jamais les signes d'une crise de la représentation n'ont été aussi évidents. Partout dans le monde, les partis de centre-gauche et de centre-droit constatent une hémorragie de leurs militants et de leur influence et la participation électorale continue de baisser. Les partis de gauche n'étant

qu'occasionnellement en mesure de se poser vraiment en alternative – en Grèce, en Espagne, en France et au Brésil, par exemple – les droites autoritaires ont eu tendance à combler le vide. Après des décennies durant lesquelles les partis agissant au nom de la classe ouvrière ont clairement représenté le capital plus efficacement que le travail, les travailleurs du monde entier se sont tournés vers les populistes nationalistes. Malgré toutes leurs tendances proto-fascistes, ces dirigeants sont au moins capables de faire référence avec succès aux intérêts de la classe ouvrière, ne serait-ce que dans la rhétorique. Au moins, les électeurs prolétariens ont ainsi l'impression d'être reconnus. Les rares populistes de gauche qui tentent de faire la même chose – Sanders, Corbyn – sont, comme on pouvait s'y attendre, marginalisés par un appareil de parti qui mène une politique de l'autruche. Les gens peuvent se méfier de Trump, mais son taux de popularité continue de grimper lorsque la farce tragique de Biden (3) apparaît comme l'unique alternative.

● **Crise de la reproduction sociale.** Des millions de travailleurs considérés comme « *essentiels* » dans ce pays ne reçoivent pas de primes de risque ni même d'équipements de protection individuelle de base. Dans le domaine de la reproduction sociale, les enseignants, les travailleurs des transports en commun, les infirmières et les concierges sont testés positifs au Covid-19 à un taux alarmant, mais toutes et tous ces travailleurs restent scandaleusement sous-payés et dans des secteurs qui ont été systématiquement vidés de leur substance au cours des quatre dernières décennies. Les infrastructures de soins dont nous avons besoin pour survivre à cette crise ont été les premières à être mises sur le billot, le système de santé américain ayant été réduit à son principal but de faire des profits. Les lits de soins intensifs ont sys-

tématiquement disparu depuis la révolution des groupes d'assurance médicale des années 1990, dite *health maintenance organization* ou HMO, (« *la gestion des soins* » en effet !), et on voit sans cesse des rapports sur le personnel technique des urgences qui même eux ne peuvent pas se payer des soins de santé. Il y a deux mois à peine, on nous a dit que l'assurance maladie pour tous c'était impossible, trop cher, mais maintenant, elle est soudainement possible – mais seulement pour l'instant, seulement pour cette maladie. Le cancer et les maladies cardiaques ne mettent pas un frein à la rentabilité, mais le coronavirus oui. Le patient s'avère ne pas être l'un des nôtres, seulement un facteur de l'économie. Dès qu'il sera rétabli, nous devrions tous nous sentir libres de mourir.

● **Crise raciale.** En Louisiane, des résidents noirs forment 70 % des décès dus au Covid-19, soit plus du double de leur pourcentage dans la population de cet État. À Chicago les chiffres sont à peu près comparables, et dans le Michigan les décès de Noirs représentent près du triple de leur pourcentage dans la population. À Saint-Louis, chaque décès enregistré au moment où j'écris concerne un résident noir. L'idée que le coronavirus soit un « *grand égalisateur* » est ridicule dans une société où les Noirs sont systématiquement exclus de l'accès aux soins de santé et relégués dans des emplois précaires. Bien sûr, c'est aussi la situation difficile d'une grande partie de la classe ouvrière, mais aux États-Unis, les Noirs, les Latino-Américains, les Amérindiens et les originaires de l'Asie du Sud-Est sont beaucoup plus exposés que leurs homologues blancs. En d'autres termes, ces disparités ne sont pas dues au virus, mais elles ont été exacerbées par celui-ci. (Ce serait une nouvelle pour le chef des services de santé de l'armée américaine, qui a déclaré que les disparités raciales étaient dues aux comportements : « *Évitez l'alcool, le tabac et les drogues* », a-t-il dit aux Noirs américains depuis la tribune de la Maison Blanche). Le coronavirus est réfracté par un système déjà raciste dans lequel les résidents de couleur sont plus susceptibles de vivre dans des logements surpeuplés et moins susceptibles de pouvoir télétravailler à domicile. Il en va de même à l'échelle mondiale. Alors que le virus fait son chemin dans les villes du Sud, les populations racialisées vivant dans des logements précaires et n'ayant pas la possibilité de s'isoler sont certainement les plus susceptibles d'être infectées et, oui, de mourir. Cela donne certainement un nouveau lustre à la définition du racisme de Ruthie Gilmore, largement citée : « *Le racisme consiste dans la production et l'exploitation de la vulnérabilité à une mort*

3. Joe Biden, vice-président des États-Unis de 2009 à 2017, est le candidat présumé du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 2020, après le retrait de Bernie Sanders des primaires.

prématurée de groupes différents, qu'elles soient tolérées par l'État ou illégales. » (4)

● Crise écologique. Si c'est ainsi qu'ils réagissent face à une nouvelle alerte virale, imaginez à quoi ressemblera le changement climatique. Alors que Sanders proposait un Green New Deal, Joe Biden a été le plus mal noté par Greenpeace sur l'environnement. Grâce à un programme climatique remanié, il a obtenu une meilleure note, mais le commerce du carbone ne fera plus l'affaire. Alors que l'Antarctique connaît de rares jours d'été et que les ouragans continuent de décimer les îles des Caraïbes, des incendies ravagent l'Amazonie et l'arrière-pays australien. Nous pouvons déplorer un hiver sans neige ou un air glacial ici aux États-Unis, mais le terme « *réfugié climatique* » fait désormais partie du vocabulaire standard de la plupart des pays du monde, et il arrivera bientôt dans une ville proche de chez vous.

● Crise idéologique. 2008 devait être le dernier clou dans le cercueil du néolibéralisme, mais il nous aurait fallu un meilleur marteau. La réduction des coûts est toujours le mantra du jour, avec Biden qui a fait pression pour privatiser la sécurité sociale pas plus tard que l'année dernière, et Andrew Cuomo (5) qui a réduit de 400 millions de dollars le financement public des hôpitaux en plein milieu de la crise du coronavirus. Trump célèbre chaque suppression de « *règlements* », comme s'il lisait un manuel d'instructions hayekien, et les libres-échangistes continuent de dominer les tribunes des journaux. Même les symboliques dissidents keynésiens, comme Paul Krugman, prônent une foi aveugle dans la Fed et s'opposent avec rage aux plans de dépenses sociales. Nous avons tous le sentiment intuitif que le néolibéralisme est en déclin, mais qu'est-ce qui le remplacera ?

Nous avons tous entendu parler des sondages : apparemment les moins de 35 ans aiment le socialisme, tout comme les Texans.

La guerre froide est quelque part dans un musée et le socialisme est de nouveau à l'ordre du jour. Les travailleurs menacent de faire grève dans les entrepôts d'Amazon de plusieurs pays et dans les écoles publiques de plusieurs États. Les grèves sauvages ébranlent les entreprises, depuis l'université de Californie jusqu'à Fiat-Chrysler – et c'est ici même, aux États-Unis. En Italie, les syndicats parlent d'une grève générale, pour clore les lieux de travail face au Covid-19 si le gouvernement et le capital refusent de le faire. Des évolutions similaires se dessinent en France et à Hong Kong, et il faut espérer qu'elles feront le tour du monde dans le sillage du virus. Les travailleurs ont pris les devants face à l'échec lamentable des États capitalistes à protéger leur population. Ici, la politique socialiste n'est pas un programme abstrait ou un ensemble logique d'idées ; elle est le véritable mouvement de la classe ouvrière face à l'abandon du capitalisme.

Une politique adaptée à ce moment de crise organique est désespérément nécessaire, sinon nous allons anxieusement cracher sur nos chapelets révolutionnaires, ou projeter tous nos espoirs sur un leader plutôt que sur une classe. Nous avons besoin de toute urgence d'un lieu pour discuter, débattre et reconstruire une voie à suivre dans ce moment étrangement contradictoire – un moment où l'obscurité est une constante, mais où les rayons de lumière semblent plus fréquents que ce à quoi nous sommes habitués. Nous ne voulons pas retomber dans des modèles qui ont échoué, et nous devons certainement laisser les morts enterrer leurs propres morts. Mais nous devons également rester sceptiques face à la résurgence du réformisme à l'ancienne, reconditionné comme une nouveauté mais qui a le goût des expériences déjà vues.

Nous vivons un moment politique bizarre. Les attaques racistes se multiplient, tout comme les frontières fortifiées, les atteintes

à l'autonomie de reproduction et d'innombrables autres formes d'oppression. Ici, à Spectre, nous refusons de les considérer comme des « *questions marginales* ». Ce sont précisément les problèmes qui affligent la classe ouvrière mondiale. En tant que fans de Marx, nous savons très bien que les modes abstraits de domination ne peuvent jamais être expérimentés concrètement, ce qui signifie que tous les travailleurs ne vont pas vivre la crise organique de la même manière. Mais plutôt que d'essayer de dissimuler ces divisions avec une solution universelle que nous appelons « *socialisme* », nous prenons ces différences comme point de départ. Si le capital divise la classe ouvrière, comme nous le savons bien, qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Comment peut-on saisir cela dans toute sa complexité sans tomber dans le piège d'une simple redéfinition de ce qui existe ? Et surtout, quels types d'interventions politiques pourraient nous aider à considérer les luttes particulières et générales comme les deux faces d'une même médaille ? Si contester le racisme, l'hétéropatriarcat, etc., est impossible sans contester le capitalisme, cela ne signifie-t-il pas que l'anticapitalisme ne devrait pas être présenté comme une alternative à l'antiracisme, mais plutôt comme sa condition sine qua non ?

C'est ça une crise organique : il est difficile de savoir par où commencer pour intervenir. Avec autant de crises entremêlées, toutes politisées, c'est une scène écrasante, un jeu de taupe communiste dans lequel, pour chaque avancée, deux autres crises surgissent. Mais nous ne devons pas reculer dans la frustration, en insistant sur le fait que l'universel est le seul terrain sur lequel des progrès peuvent être réalisés. Le capitalisme est peut-être « *fini* », mais il n'existe que dans la mesure où nous le vivons. C'est pourquoi nous devons élaborer des stratégies dans le domaine de la vie quotidienne. Si nous voulons vraiment construire un mouvement de masse, nous ne pouvons le faire que dans la mesure où les populations se sentent investis dans cette lutte. Et pour ce faire, nous devons comprendre la dynamique de la crise organique, en traçant la manière dont les principales préoccupations des gens se politisent et, en fin de compte, se lient entre elles. ■

20 avril 2020



4. Ruthie Wilson Gilmore, *Golden Gulag – Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*, University of California Press, Oakland 2007.

5. Andrew Cuomo, membre du Parti démocrate, est le gouverneur de l'État de New York depuis 2011.

Covid-19 : Choisir entre la vie et le capital

Entretien de Róbert Nárai
avec Jeffery R. Webber*

Róbert Nárai : *Commençons au niveau épidémiologique. Comment le virus a-t-il affecté la région jusqu'à présent ?*

Jeffery R. Webber : En ce qui concerne le nombre de cas et de décès, les chiffres officiels fournis par tous les États de la région sont très douteux. Mais il existe toujours des tendances perceptibles. À l'avenir, les données les plus fiables – comme ailleurs – feront la distinction entre les taux moyens de mortalité au cours des dernières années et les taux de mortalité pendant la période de pandémie. Cette comparaison des taux de mortalité est particulièrement révélatrice à la fois parce que ces chiffres sont plus difficiles à dissimuler ou à truquer, et parce qu'ils indiquent les décès dus au Covid-19 ainsi que les excès de décès indirects, ceux des personnes souffrant d'autres affections qui n'ont pas pu accéder aux soins médicaux nécessaires en raison de la saturation du système de santé.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la vitesse de propagation de la pandémie augmente

La totalité de ces informations ne sera connue que plus tard, et peut-être jamais complètement dans les États les moins bien dotés en ressources. Néanmoins, il existe

* Jeffery R. Webber enseigne les sciences politiques à l'université de York, à Toronto. Il a publié *The Last Day of Oppression, and the First Day of the Same : The Politics and Economics of the New Latin American Left* (Le dernier jour de l'oppression et le premier jour de la même chose : la politique et l'économie de la nouvelle gauche latino-américaine), Pluto Press, Londres 2017. Il prépare actuellement un nouveau livre, *Latin American Crucible: Politics and Power in the New Era*, pour les éditions Verso. Róbert Nárai, ouvrier du bâtiment et militant de l'organisation australienne Socialist Alternative, prépare actuellement l'édition des inédits de Lukács, qu'il traduit du hongrois. Cette interview a été publiée dans *Marxist Left Review* n° 19, été 2020 : <https://marxistleftreview.org/articles/choosing-between-life-or-capital-in-latin-america-interview-with-jeffery-r-webber/> (Traduit de l'anglais par JM).

déjà quelques études initiales axées sur ce type de comparaison des taux de mortalité dans certaines villes de la région, et les résultats sont alarmants ; les chiffres élevés contrastent aussi fortement avec le manque d'attention accordée au scénario de l'Amérique latine par les médias internationaux dominants par rapport à la couverture de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Jusqu'au 11 mai, selon les données fournies par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), en Amérique latine et dans les Caraïbes, 1,74 million de cas de Covid-19 et plus de 104 000 décès dus au virus ont été signalés. La vitesse de propagation augmente également de manière décisive. Alors qu'il a fallu trois mois pour que l'Amérique latine et les Caraïbes atteignent le million de cas, il a fallu moins de trois semaines pour quasiment doubler ce nombre. Rien que la semaine dernière, quelque 20 000 décès supplémentaires ont été signalés dans la région, ce qui représente un pic de 23 % par rapport aux chiffres de la semaine précédente.

À ce jour (15 mai), nous savons que l'incidence du virus au Brésil connaît l'escalade la plus rapide de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, parallèlement à des scénarios graves au Pérou, en Équateur et au Mexique. Le Brésil a le plus haut niveau de cas et de décès dus au Covid-19 parmi tous les indicateurs de la région. Il y a eu 203 165 cas confirmés et le nombre officiel de décès dus au virus dans le pays était de 13 999, mais il s'agit certainement d'une sous-estimation dramatique. Le système de santé de Rio de Janeiro, par exemple, est complètement débordé, comme c'est le cas dans un certain nombre de grandes villes d'Amérique latine et des Caraïbes. Les grandes villes de l'Amazonie ont été frappées de plein fouet, et l'Amazonie brésilienne ne fait pas exception à la règle. Par exemple, une étude sur la mortalité réalisée par le New York Times a montré que la ville amazonienne de Manaus, qui compte deux millions d'habitants, a enregistré 2 800 décès pour le seul mois d'avril, soit environ trois fois sa moyenne historique de décès pour ce mois.

Le Pérou a le deuxième plus grand nom-

bre de cas confirmés dans la région – 80 604 – avec 2 267 décès, suivi du Mexique (42 595 cas confirmés et 4 477 décès). Le nombre officiel de cas signalés au Chili est également élevé, plus de 37 000, dont près des deux tiers dans la capitale, Santiago. Les décès déclarés sont toujours inférieurs à 400, mais ce sont les chiffres officiels de l'État – et non des taux de mortalité comparatifs basés sur la moyenne historique, comme dans l'exemple de Manaus – et comme nous le savons grâce à des rapports officiels antérieurs en Europe et aux États-Unis, les chiffres réels de la mortalité sont bien en deçà des notifications quotidiennes de décès dans les médias, qui sont ensuite invariablement révisés considérablement à la hausse. En ce qui concerne l'infrastructure de la santé et le contexte socio-économique général de la société, il est évidemment important que le Chili soit l'un des pays les plus riches de la région, même si l'accès à cette infrastructure est très inégal. Ainsi, même avec des chiffres élevés, le taux de mortalité en proportion des cas est susceptible d'être plus faible.

L'Équateur, en revanche, a été durement touché en termes de taux de mortalité (2 338 décès confirmés), même si le nombre absolu de cas signalés est relativement plus faible qu'au Chili, avec 30 500 cas. Une enquête du Financial Times a révélé que dans la seule province de Guayas (la province comprend la principale ville côtière, Guayaquil, qui est le point chaud du coronavirus), il y a eu 11 500 décès excédentaires, soit 459 % de plus que la moyenne historique du taux de mortalité dans la province, entre le début de la pandémie en Équateur à la fin février et le 28 avril, dernier jour des données analysées. Cela révèle instantanément une caractéristique de la conjoncture actuelle que nous allons approfondir, à savoir qu'il ne s'agit pas d'une simple crise naturelle ; au contraire, l'ampleur et la profondeur inégales de l'impact ont tout à voir avec les conditions sociales en vigueur dans des endroits spécifiques. Ainsi, les infrastructures du système de santé de l'Équateur sont encore moins que celles du Chili capables de faire face à la pandémie.



Les tendances observées ailleurs sont révélatrices du caractère exceptionnel de la situation. Par exemple, l'Argentine, qui est voisine du Brésil et du Chili, a un taux de transmission (7 134 cas confirmés) ainsi qu'un taux de mortalité (353) nettement plus faible... Elle a également connu une réaction nettement plus importante de l'État qui contribue à expliquer cette différence – un confinement précoce, imposé par l'État, alors que les cas étaient peu nombreux. Déjà, le capital fait pression pour rouvrir l'économie du pays au prix de vies humaines. Le président Alberto Fernández – une figure issue de l'aile la plus conservatrice du péronisme, mais qui a été quelque peu tiré par vers le centre gauche étant donné qu'il devait sa candidature présidentielle entièrement à sa vice-présidente, l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner – adopte une position très différente de celle du gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro au Brésil et, d'une autre manière, du gouvernement conservateur de Sebastián Piñera au Chili et de l'administration de centre-droite de Martín Vizcarra au Pérou. Cela pourrait avoir des répercussions politiques importantes à l'issue de la première phase de cette crise.

Au premier coup d'œil, dans quelques pays on voit une intensification de la pandémie – Brésil, Pérou, Mexique, Équateur, Chili –, et le cas de l'Argentine permet de contraster l'étude. Lorsque le virus frappera l'Amérique centrale et les Caraïbes, les résultats seront probablement dévastateurs. Car des pays tels que le Honduras, Haïti, le Guatemala et le Nicaragua sont très mal placés en termes d'infrastructures pour faire face à une pandémie à grande échelle, et ce avant même de prendre en compte l'hypothèse d'une dépression mondiale sans précédent. Si elle s'installe dans ces régions de manière significative, la catastrophe pourrait

être monumentale.

Au Venezuela, où selon les indications officielles le nombre de cas (455) et la mortalité (10) de Covid-19 sont remarquablement bas, nous n'avons pas encore une idée précise de la gravité du problème, mais comme dans les cas d'Amérique centrale et des Caraïbes qui viennent d'être mentionnés, le système de santé est monumentalement mal équipé pour faire face à une épidémie importante – les problèmes de pénurie de fournitures médicales de base, de respirateurs, d'équipements de protection individuelle, d'électricité fiable, etc. sont évidents, exacerbés par la dépression économique prolongée et les sanctions américaines.

Il y a aussi la question de la vulnérabilité des plus de 5 millions de migrants vénézuéliens qui ont quitté le pays depuis 2015 – le Venezuela est maintenant en première position au monde en termes d'émigration, devançant récemment la Syrie. Plus de 1,8 million de migrants vénézuéliens se trouvent actuellement en Colombie. Ils sont aujourd'hui dans une situation désespérée car ils ne peuvent prétendre aux ressources d'urgence de l'État colombien, et la viabilité du type de petit travail informel et de commerce que beaucoup d'entre eux pratiquaient jusqu'à récemment a été pratiquement éliminée.

Il y a donc là un véritable traumatisme, et certains tentent de rentrer chez eux à pied, même si l'on peut se demander si ce qui les attend là-bas est réellement mieux que leur situation actuelle. Même s'il est vrai que le taux d'infection est faible au Venezuela jusqu'à présent, la dégradation des infrastructures des fonctions sociales de l'État vénézuélien après des années successives de crise socio-économique extrêmement intense, combinée aux sanctions moralement inacceptables imposées par les États-Unis, signifie que le Venezuela pourrait faci-

lement devenir l'un des pays les plus touchés de la région si les conditions changeaient. Dans les pays d'accueil plus au sud, en raison de la fermeture des frontières et du manque de transport, les migrants vénézuéliens sont confrontés à des difficultés similaires à celles de la Colombie. Au Pérou, au Chili et ailleurs ils sont plus ou moins coincés là où ils se trouvent pour l'instant.

Je pense que nous n'en sommes qu'au tout début de la pandémie, mais cela fait partie du schéma régional de base visible jusqu'à présent.

Róbert Nárai : *La situation est donc jusqu'à présent inégale. Peux-tu nous en dire plus sur la dynamique sous-jacente qui explique cette inégalité ? Par exemple, l'état des infrastructures publiques dans les différents États, la situation de la classe ouvrière et des opprimés, etc. ?*

Jeffery R. Webber : Il est très clair que même avant le début de la pandémie, la situation sociale dans une grande partie de l'Amérique latine et des Caraïbes s'était gravement détériorée, depuis au moins 2013. Et bon nombre de modestes, mais importantes, améliorations du taux de pauvreté et de l'inégalité des revenus, obtenues pendant l'ère des gouvernements progressistes et du dynamisme capitaliste sous l'impulsion d'un boom mondial des matières premières (2003-2012), ont déjà été sensiblement remises en cause.

Après la « Marée rose » l'Amérique latine est restée la région la plus inégalitaire du monde

La pandémie va fortement aggraver ces conditions. Cette semaine, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a publié une projection de l'augmentation de la pauvreté prévue en 2020, basée sur son calcul peu progressiste de ce qui constitue la pauvreté. Le rapport suggère qu'il y aura 28,7 millions de pauvres et 15,9 millions de personnes extrêmement pauvres supplémentaires dans la région d'ici la fin de cette année. Si l'on ajoute à cela le nombre actuel de personnes appauvries et extrêmement pauvres, le nombre total prévu de personnes pauvres d'ici la fin 2020 est de 214,7 millions, soit 34,7 % de la population de la région, tandis qu'il y aura un total de 83,4 millions de personnes extrêmement pauvres si ces projections conservatrices se révèlent exactes.

L'Amérique latine a longtemps été la région la plus inégalitaire du monde, et elle

Covid-19 & Amérique latine

l'est restée même après les expériences de gouvernance de gauche et de centre-gauche dites de la Marée rose au début de ce siècle. Cette inégalité conditionne directement une situation de la santé et de l'accès aux soins de santé profondément stratifiée au sein de la population.

Les pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes sont plus vulnérables en raison de la prévalence plus élevée, dans cette couche de la population, de maladies existantes comme les maladies pulmonaires ou cardiaques, le diabète et le manque général d'accès à des soins médicaux suffisants. De même, l'injustice de classe est entrelacée et intensifiée par les oppressions complexes et spécifiques du genre et de la sexualité, de l'ethnicité et de la race, du handicap, du sans-abrisme, de l'incarcération et de la migration – tout cela se traduira par des souffrances disproportionnées pour des secteurs spécifiques de la population.

Si l'on s'en tient au niveau régional général – et donc sans détailler une réalité nécessairement hétérogène – les systèmes de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes ont tendance à manquer à la fois de professionnels de santé qualifiés et de fournitures médicales. Les gouvernements centraux ont longtemps sous-investi dans la santé, atteignant un niveau régional global moyen de seulement 2,2 % du produit intérieur brut (PIB). La plupart des pays de la région ont des systèmes de santé fragiles et non intégrés, qui n'ont pas pu et ne pourront pas faire face correctement au Covid-19 à mesure que la crise s'étend et se prolonge. Dans la plupart des pays, les soins de santé publics sont uniquement destinés aux secteurs à faible revenu de la population, et sont donc sous-financés et insuffisants. Les travailleurs du secteur formel peuvent souvent accéder au système de santé par le biais des services de sécurité sociale liés à leur emploi. Les riches et les puissants comptent sur les soins de santé privés, que ce soit dans leur pays d'origine ou à l'étranger. Là encore, avec des variations, les systèmes de santé dans la région ont tendance à être inégaux en termes d'accès et de qualité.

Les médicaments et les fournitures médicales de la région sont fortement dépendants des chaînes d'approvisionnement mondiales en matière de santé – qui se désagrègent actuellement sur le plan logistique et politique – et la plupart des États de la région ne peuvent pas rivaliser avec le pouvoir d'achat massif des États impériaux du système mondial, qui sont en mesure de monopoliser les achats de tests et d'équipements de protection individuelle, entre autres fournitures et équipements. Dans la plu-

part de ces pays, le nombre des lits d'hôpitaux et des respirateurs par habitant est très loin de ce qui est nécessaire, même en temps normal.

Pire encore, plusieurs systèmes de santé de la région faisaient déjà face – ou plutôt, ne parvenaient pas à faire face – à une épidémie de plus de trois millions de cas de virus de la dengue en 2019, dont plus de 2,2 millions de cas au Brésil.

Exception cubaine

L'exemple cubain constitue une exception partielle à ces tendances. Comme on le sait, l'une des grandes réussites durables de la révolution est le système de santé de l'île, qui compte un nombre exceptionnellement élevé de médecins par habitant, et qui a une longue tradition de soins préventifs bien coordonnés. Une réglementation précoce des vols en provenance de l'étranger, des contrôles stricts du confinement obligatoire, des enquêtes médicales approfondies et des contrôles généralisés des ménages par des étudiants en médecine, entre autres mesures, se sont traduits une baisse du nombre de nouveaux cas et un faible taux de mortalité pendant plusieurs semaines. Au 15 mai, le nombre de cas confirmés et de décès s'élevait respectivement à 1 830 et 79. Suivant sa tradition de solidarité médicale internationale, Cuba a envoyé plus de 2 000 médecins et travailleurs de la santé dans plus de 20 pays, qu'il faut ajouter aux 37 000 membres du personnel médical cubain déjà en poste dans 67 pays du monde entier.

Je dis que Cuba reste une exception partielle – malgré ces faits impressionnants – principalement parce que les contradictions économiques internes du pays sont graves, et que les retombées socio-économiques de la baisse des envois de fonds de la diaspora cubaine et d'un effondrement prolongé du tourisme auront probablement de graves conséquences sur les conditions générales, même si le système de santé reste très fonctionnel. Le régime de sanctions américain persiste et pourrait s'intensifier à l'approche des élections américaines de novembre.

Róbert Nári : *Ainsi, d'une part, la pandémie met en lumière les vastes disparités de classes qui existent en termes de santé publique et de moyens de subsistance. D'autre part, la pandémie pénètre dans une région qui a été ravagée par une série de crises préexistantes – économiques, politiques, sociales et écologiques – et qui a vécu une des plus grandes vagues de soulèvements populaires que nous ayons connues depuis un certain temps. Comment est-ce que la pandémie*

exagère et interagit avec ces crises préexistantes dans la région ?

Jeffery R. Webber : Je pense que l'élément le plus important à souligner d'emblée est que beaucoup de grandes économies d'Amérique latine – le Venezuela, le Brésil, l'Argentine et, à bien des égards, le Mexique aussi – connaissent déjà depuis plusieurs années de graves tendances à la récession ou une faible croissance, de même que beaucoup d'économies plus petites. Il y avait donc une crise économique ou une récession préexistante dans une grande partie de la région, qui était elle-même une sorte de répercussion retardée de la crise de 2008 en Amérique latine.

Cette répercussion retardée est importante à au moins deux égards. Tout d'abord, il y avait encore principalement des gouvernements de centre-gauche et de gauche au pouvoir lorsque la crise a commencé à s'installer réellement en Amérique du Sud vers 2012 et en 2013. Ensuite, pour faire court, les gouvernements de centre-gauche et de gauche qui étaient au pouvoir se sont largement déplacés vers la droite, mettant en œuvre des mesures d'austérité manifestes ou déguisées en réponse à la crise, perdant ainsi des pans importants de leur base sociale populaire tout en échouant dans leur tentative de projeter une « *crédibilité* » aux yeux du capital. En conséquence, ils ont été considérablement affaiblis en termes politiques par cette crise, ouvrant des possibilités aux forces de droite extra-parlementaires et parlementaires, y compris les expressions militaires de la nouvelle droite – selon le pays dont nous parlons. La droite a remporté des élections dans plusieurs pays et, lorsqu'elle n'a pas pu remporter de victoire électorale, elle a pris le pouvoir par des coups d'État brutaux (comme au Honduras en 2009), des coups d'État plus modérés (comme au Brésil en 2016) ou un mélange des deux (Bolivie 2019).

Nouveaux mouvements sociaux extraparlementaires, principale source d'espoir

Tout cela était pré-pandémique. La pandémie arrive donc dans une situation où vous avez trois dynamiques en même temps : des gouvernements de droite nouvellement formés dans de nombreux pays ; des gouvernements de gauche affaiblis et allant vers la droite là où ils subsistent ; et, principale source d'espoir, de nouveaux mouvements sociaux extraparlementaires – atteignant des niveaux semi-insurrectionnels dans des endroits comme le Chili – surtout dans les pays où la droite est au pouvoir.

Cette nouvelle vague de révoltes, y compris les explosions populaires en Équateur, en Colombie et à Porto Rico en 2019 (dans le cadre d'un soulèvement international radical cette année-là), mais aussi ailleurs dans la région à une échelle moins visible, a rarement été reliée ou bien intégrée à des formations traditionnelles de gauche, surtout compte tenu de la relative perte de légitimité des partis de centre-gauche et de gauche depuis leur récente arrivée au pouvoir dans un certain nombre de cas. Un féminisme populaire renaissant, avec une intensité et une profondeur peut-être sans précédent historique dans la région, et des luttes écologiques ont joué un rôle central dans cette vague de luttes dans de nombreux endroits.

Il s'agissait donc de trois des principales dynamiques politiques pré-pandémiques. Il convient de souligner que les nouveaux gouvernements de droite en place étaient très loin de jouir d'une nouvelle hégémonie, en ce sens qu'ils remplaçaient l'ancienne hégémonie de centre-gauche obtenue au plus fort du boom des matières premières. Ils avaient généralement des difficultés à gouverner, avec de très faibles taux d'approbation. Cela est dû en partie au fait qu'ils n'ont pas été capables de générer une sorte de renouveau du dynamisme capitaliste, une issue à la crise économique, qui dans la région dépend largement de la reprise du marché mondial. Ainsi, à mesure que la pandémie virale arrive, elle interagit avec certains de ces scénarios politico-économiques fondamentaux.

Il faut ensuite établir un lien avec la crise systémique du capitalisme à l'échelle mondiale, dans la mesure où le fort taux de croissance enregistré en Amérique latine entre 2003 et 2011 était massivement tributaire de la dynamique extérieure, en grande partie de l'industrialisation rapide de la Chine, des prix élevés des matières premières, etc. Les dernières projections du Fonds monétaire international (FMI) suggèrent une croissance mondiale de -3 % en 2020, ce qui représente une contraction de six points de pourcentage par rapport au taux de croissance de 2,9 % de l'économie mondiale en 2019. La Banque mondiale prévoit une chute du commerce mondial de 13 à 32 % cette année. Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce mondial et le développement (CNUCED), la valeur du commerce mondial a déjà chuté de 3 % au cours du premier trimestre 2020, et au second trimestre la baisse est estimée à 27 %. Les prix des matières premières, quant à eux, ont chuté de 20 % en mars, un record, sous l'effet de l'effondrement des prix du pétrole.

Ces phénomènes économiques à l'échelle mondiale trouveront des voies de transmission particulières en Amérique latine : baisse des prix à l'exportation tant des matières premières que des produits manufacturés (l'économie de la région est devenue de plus en plus dépendante des recettes d'exportation depuis la transition vers le néolibéralisme dans les années 1980, une intégration subordonnée à la division internationale du travail s'étant intensifiée plutôt que renversée sous les régimes dits de la Marée rose) ; détérioration des termes de l'échange pour la région ; effondrement des transferts de fonds des travailleurs migrants ; fuite des capitaux (à la fois le retrait des capitaux étrangers vers des actifs plus sûrs et fuite des capitaux des capitalistes nationaux, car eux aussi transfèrent leurs fortunes encore plus que d'habitude vers des banques étrangères et des paradis fiscaux offshore) ; effondrement des chaînes de valeur mondiales pour les pays les plus fortement impliqués dans l'industrie manufacturière (le Brésil et le Mexique, notamment) ; et un effondrement du tourisme (les petits États insulaires des Caraïbes seront particulièrement brutalisés par ce facteur, même si ses effets se feront largement sentir dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes). La CEPALC prévoit une contraction extraordinaire en 2020, avec un taux de croissance de -5,2 %, ce qui est bien inférieur aux rythmes prévus en Afrique, en Asie du Sud ou au Moyen-Orient.

La viabilité de toute intervention anticyclique remise en cause

C'est une crise d'une ampleur et d'une complexité sans précédent, une véritable dépression mondiale – la zone euro, la Chine et les États-Unis sont tous dans la tourmente. Une récession mondiale était déjà en cours avant le Covid-19, enracinée entre autres dans les problèmes d'endettement massif des entreprises, des ménages et des gouvernements, facilitée par l'assouplissement quantitatif, c'est-à-dire l'argent bon marché, parallèlement à de faibles taux de rentabilité, au peu d'investissements, à l'escalade des inégalités à mesure que l'argent bon marché afflue dans des plans d'investissement financier spéculatifs, etc. La pandémie virale a rendu bien pire cette trajectoire économique sous-jacente. Au cœur de tout cela se trouve la question monumentale de la dette. D'une part, il y a la question de la dette qui pèse sur les centres d'accumulation mondiale tels que les États-Unis et la Chine (produit de leur réponse à la crise de

2008), ce qui, au-delà de toutes les inconnues qui persistent en ce qui concerne le Covid-19, remet en question la viabilité de toute intervention anticyclique massive qui réanimerait ces économies et fournirait à son tour un moteur pour le marché mondial, comme la Chine a brièvement réussi à le faire après l'effondrement de 2008. D'autre part, comme Adam Hanieh l'a si bien démontré (1), il y a le problème de l'endettement extraordinaire de la plupart des pays du Sud – et pas seulement des plus pauvres – qui les empêche de relever les défis des dépenses publiques nécessaires à toute réponse efficace au Covid-19. Même avant la dernière conjoncture mondiale, il y a deux ans, en 2018, 46 pays consacraient plus de dépenses publiques au service de la dette publique qu'à leur système de santé en proportion de leur PIB.

En Amérique latine, les années 1980 et 1990 ont vu une montée en puissance de l'influence de la Banque mondiale, du FMI et de la Banque interaméricaine de développement. En tant que vecteurs institutionnels clés de l'impérialisme, ils ont subordonné l'accès aux lignes de crédit à la mise en place de programmes néolibéraux d'ajustement structurel. Au plus fort de l'ère de la Marée rose et du boom des matières premières qui l'a accompagnée, l'influence de ces institutions a considérablement reculé dans la région. Cependant, lorsque la crise mondiale de 2008 a fait son entrée en Amérique du Sud en 2012-2013, ces institutions l'ont suivie.

Avant la pandémie, l'Argentine et l'Équateur avaient déjà conclu des accords avec le FMI et tous deux peinaient à rembourser leurs dettes. L'Équateur et le Venezuela étaient également massivement endettés envers la Chine. Aujourd'hui, la Chine est le plus grand créancier public du Sud mondial grâce à son initiative de la « nouvelle route de la soie » et, comme tous les autres agents impériaux du recouvrement des dettes, elle demande maintenant le remboursement des États appauvris d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine auxquels elle a prêté des centaines de milliards de dollars.

Les marchés dits émergents dans leur ensemble doivent 171 000 milliards de dollars de dettes à une multitude de créanciers.

1. Voir Adam Hanieh, « Quand les marchés du pétrole deviennent viraux » (<https://alencontre.org/economie/economie-mondiale-quand-les-marches-du-petrole-deviennent-viraux-i.html>) et « Une guerre des prix du pétrole rencontre Covid-19 » (<https://alencontre.org/economie/economie-mondiale-une-guerre-des-prix-du-petrole-rencontre-covid-19-ii.html>)

Covid-19 & Amérique latine

La restructuration de la dette devra avoir lieu, mais comme l'a souligné le Financial Times, il est de plus en plus délicat de coordonner les créanciers pour permettre une réduction des remboursements de la dette étant donné que, contrairement aux années 1980 et 1990 où les créanciers étaient principalement des banques et des gouvernements, les créanciers dominants sont aujourd'hui des fonds obligataires, dont les gestionnaires signalent qu'ils sont prêts à régler des litiges juridiques internationaux à long terme avec des gouvernements récalcitrants et à exercer une pression soutenue sur les pays les plus durement touchés pour obtenir des paiements pour leurs investisseurs.

Tout cela signifie que, déjà en crise, les États d'Amérique latine se trouvent maintenant dans des situations d'extrême vulnérabilité, bien que les canaux spécifiques par lesquels la crise mondiale se propage en Amérique latine varient selon les pays et les sous-régions.

Pour aggraver les choses, à côté de la crise économique, il y a les contradictions écologiques persistantes du capitalisme extractiviste. Comme Robert Wallace (2) et d'autres l'ont souligné, les transformations structurelles des secteurs extractifs tels que l'agro-industrie dans le monde entier – et les modèles d'hyper-déforestation planétaire qui y sont associés – sont profondément liés aux origines du Covid-19 et aux potentielles futures menaces virales d'une variété similaire. Ce n'est pas une coïncidence si, dans la dynamique du capitalisme mondial, certaines des luttes sociales les plus puissantes d'Amérique latine et les conflits entre la reproduction de la vie et des écosystèmes, d'une part, et les intérêts du capital, d'autre part, ont pris racine ces dernières années dans les secteurs qui expriment les manifestations régionales particulières de la montée du capital extractif à l'échelle mondiale : monoculture agro-industrielle, extraction du pétrole et du gaz naturel et extraction minière. Dans le monde modifié d'aujourd'hui, ces champs de bataille prennent des dimensions nouvelles, compte tenu de ce que nous savons des origines politico-économiques et écologiques du Covid-19, et plus particulièrement de son lien avec la production alimentaire agro-industrielle, le déplacement des populations rurales, la déforestation et les flux qui en résultent dans les chaînes de

valeur mondiales, les processus logistiques, et ainsi de suite.

Crise de la reproduction sociale

Il y a donc cette crise, la crise de l'écologie. Et puis il y a la crise de la reproduction sociale, la reproduction sociale étant comprise dans le sens le plus large des meilleures nouvelles analyses féministes marxistes, comme l'ensemble des activités s'étendant à travers les domaines du travail genré, rémunéré et non rémunéré, impliqué dans la reproduction générationnelle de la classe ouvrière. Cela peut aller du travail non rémunéré consistant à élever les enfants et à nourrir et vêtir les membres de la famille, au travail salarié d'enseignantes ou de travailleuses de la santé qui s'occupent des malades.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les femmes sont particulièrement touchées par la pression accrue sur les systèmes de santé car elles représentent 72,8 % du nombre total d'employés de ce secteur dans la région. En plus d'assumer le travail de première ligne lié à la crise du système de santé au fur et à mesure que la pandémie se propage, les femmes doivent supporter de manière disproportionnée l'excès de travail social reproductif qu'implique la mise en quarantaine, comme les soins et l'éducation des enfants à domicile. Les employées de maison, qui représentent 11,4 % des emplois féminins dans la région, sont généralement des migrantes, des autochtones ou des afro-descendantes. Elles n'ont pas accès à la sécurité sociale et connaissent des taux de chômage croissants, car les familles les employant réajustent leur budget domestique face à la crise. Comme c'est le cas au niveau international, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les cas de violence domestique contre les femmes et les enfants s'intensifient dans des contextes de confinement et d'effondrement des finances des ménages. Les éléments socio-reproductifs des crises latino-américaines étaient visibles bien avant la pandémie, et ils ont été mis au premier plan de la vie politique ces dernières années à travers ce qui est sans doute la plus grande vague de féminisme populaire dans l'histoire de l'Amérique latine. Les cinq dernières années ont vu des mouvements massifs en Argentine et au Chili, ainsi que d'importants courants féministes au Mexique, au Brésil et ailleurs. Le mouvement féministe populaire au Chili, par exemple, a été le facteur d'articulation le plus important de la plus grande vague de révoltes dans ce pays depuis les combats contre Pinochet à la fin des années 1980. Le féminisme populaire

latino-américain possède aujourd'hui un dynamisme extraordinaire.

Sans surprise, à côté de cette augmentation de la pratique, il y a eu une effervescence théorique dans la gauche latino-américaine, qui a pivoté vers la conceptualisation de la dynamique de la reproduction sociale et des conflits inhérents entre la reproduction de la vie et la reproduction du capital.

Bien sûr, les perspectives des luttes écologiques et féministes, aussi importantes qu'elles aient été ces dernières années, sont encore plus importantes dans le scénario actuel auquel est confrontée la région, et même toute l'humanité. Le fait que ces mouvements aient été parmi les forces populaires les plus fortes de ces dernières années est l'un des facteurs positifs qui joueront dans le rapport des forces entre la vie et le capital, à mesure que nous sortirons de la première phase de la pandémie, et dans les débats sur la nature du « monde d'après ». Il y a peu de moments dans l'histoire du monde où la concurrence entre la valeur de la production pour le profit et la reproduction de la vie a été si nettement posée.

Donc, pour résumer un scénario très compliqué : on a une crise virale qui interagit avec une crise du capitalisme au niveau mondial et sa spécificité en Amérique latine ; on a une crise de l'écologie qui s'exprime dans l'intensification du capitalisme extractif à travers toutes ces dimensions ; et on a une crise de la reproduction sociale. Tout cela, bien sûr – et nous y reviendrons – est lié à des crises politiques de toutes sortes. Pour être plus précis, j'ai parlé de nombreuses crises distinctes, mais il vaut mieux les considérer comme des parties constitutives d'une seule crise.

Róbert Nárai : *Cela semble être un bon point pour passer aux conséquences politiques immédiates. Comment les États capitalistes ont-ils réagi à cette crise multidimensionnelle ? En fonction de qui est au pouvoir et où, y a-t-il des premiers indicateurs quant à la façon dont ils font face à cette crise ?*

Bolsonaro : « fossoyeur en chef du Brésil »

Jeffery R. Webber : Commençons par le Brésil car il est l'expression la plus importante de l'extrême droite au pouvoir répondant à cette crise, et c'est également la plus grande économie de la région et le pays d'Amérique latine le plus puissant géopolitiquement parlant. Le Brésil est également une sorte de condensé exemplaire du type de crises qui ont précédé la

2. Voir l'article de la revue *Chuang*, « Contagion sociale : Guerre de classe microbiologique en Chine », *Inprecor* n° 672/673 de mars-avril 2020, ainsi que le livre de Robert G. Wallace, *Big Farms Make Big Flu : Dispatches on Infectious Disease, Agribusiness, and the Nature of Science*, éd. Monthly Review Press, 2016.

pandémie et qui ont interagi avec celle-ci.

Au Brésil – tout comme dans le milieu idéologique international de l'irrationalisme de l'ère post-vérité (3) – on a déjà eu une attaque formelle du régime Bolsonaro sur la légitimité des preuves scientifiques et la recherche de vérités scientifiques en soi. On l'a vu en ce qui concerne la question du déni du changement climatique – les incendies en Amazonie l'année dernière étaient, selon Bolsonaro, une conspiration des ONG et, contradictoirement, même s'ils existaient, ce sont les ONG qui les ont allumés en premier lieu – et une myriade d'autres mythologies et de conspirations de ce genre, et même plus bizarres encore. Cela a été accompagné d'attaques législatives sur le financement des infrastructures de santé et des institutions scientifiques. Tout cela a fait qu'une sorte d'hyper-irrationalisme, au centre de toutes les positions d'extrême droite historiquement, et donc la section la plus culturellement autoritaire du gouvernement Bolsonaro – qui ne représente qu'un tiers environ de la composition réelle du gouvernement, mais qui est très importante, y compris le président lui-même – s'est emparée de la conjoncture Covid-19 et a déclaré que le virus était un petit rhume, un simple reniflement, rien d'important, qu'il fallait poursuivre ses habitudes.

On pense généralement que Bolsonaro lui-même a été testé positif pour le virus, bien qu'il le nie, et qu'il continue à accueillir des foules de partisans évangéliques de droite avec des poignées de main et des sourires, entrecoupés de quintes de toux. Les efforts de l'exécutif Bolsonaro pour empêcher les gens de s'éloigner physiquement les uns des autres, et les mesures économiques lamentablement inadéquates que le gouvernement central a prises pour répondre à la crise, ont entraîné une confrontation persistante entre le président et les gouvernements de différents États, notamment ceux de Rio de Janeiro et de São Paulo, où les gouverneurs ont tenté d'instituer certaines mesures avec les ressources disponibles pour éviter une catastrophe encore plus grande. Luiz Enrique Mandetta, le ministre de la Santé de Bolsonaro, a refusé d'accepter les absurdités du président et s'est appuyé sur les conseils scientifiques des épidémiologistes. Il a donc été démis de ses fonctions et remplacé par le béni-oui-oui Nelson Teich, un capitaliste du secteur privé de la santé, diplômé en médecine et titulaire d'une maîtrise en gestion d'entreprise. Le mépris délibéré de Bolsonaro pour la vie humaine dans le contexte de Covid-19 est comparable à celui de Trump. L'historien Forrest Hylton a qualifié à juste titre Bolsonaro de « *fossoyeur en chef du Brésil* ».

Des schismes ont commencé immédiatement à émerger au sein du régime brésilien en raison du mépris cavalier de Bolsonaro pour l'ampleur de ce à quoi le pays est confronté. Il est certain que ces schismes étaient déjà apparents dans le gouvernement Bolsonaro sous une forme plus souterraine avant la pandémie, les principales fissures traversant ce que j'ai appelé une faction d'autoritaires culturels, tournant autour de la figure du président et de sa dynastie familiale basée à Rio, y compris ses fils ; puis une faction de militaires, pivotant autour du vice-président, mais qui s'étend à tous les échelons de l'État, depuis les postes ministériels jusqu'aux postes technocratiques et aux directions des sous-ministères et des entreprises publiques ; et, enfin, une faction de technocrates néolibéraux, dont le ministre de l'Économie, Paulo Guedes, et, jusqu'à très récemment, le ministre de la Justice, Sergio Moro. Répétons-le, ces schismes étaient déjà présents, le gouvernement semblait tenir au cours de sa première année grâce à une sorte de substance adhésive toujours fragile.

Après plusieurs mois de stagnation initiale au pouvoir, le gouvernement Bolsonaro a réussi à faire adopter les réformes approfondies des retraites, à l'initiative de Guedes, le Chicago-Boys ministre des Finances. En conséquence, les marchés ont commencé à se rallier au gouvernement, après avoir été sceptiques quant aux capacités de Bolsonaro pendant les premiers mois de son gouvernement. Mais aujourd'hui, en plein scénario de pandémie, le ministre de la Justice, Moro, a démissionné et remis en question la légitimité de Bolsonaro en tant que président en raison de son ingérence dans la police fédérale, qui enquête sur ses fils pour corruption et implication dans d'autres crimes, crimes qui vont jusqu'aux milices impliquées dans l'assassinat de Marielle Franco. La nouvelle intensité de ce schisme entre les factions technocratique néolibérale et autoritaire culturelle est très grave, et pourrait à terme signifier la fin de la présidence de Bolsonaro.

Bien que je ne pense pas qu'il soit évident qu'il sera destitué de ses fonctions, des gens annoncent tous les jours sa disparition imminente depuis que Moro a démissionné, il y a maintenant quelques semaines. Je ne pense pas que ce soit nécessairement imminent, étant donné qu'il conserve le soutien de 30 % de la population, ce qui a toujours été à peu près sa base principale, et cela dépend en fait pour beaucoup de ce que les militaires décideront de faire. La faction militaire du régime a toujours eu une relation énigmatique avec le président, pas toujours exempte de tensions, malgré le fait que Bolsonaro lui-

même soit un ancien capitaine de l'armée. Ce qui est essentiel dans la situation brésilienne, c'est que la vie de millions de Brésiliens a été mise en danger par le mépris flagrant de Bolsonaro pour les preuves scientifiques, ainsi que par ses violentes critiques contre son propre ministre de la Santé et les gouverneurs d'État qui ont essayé d'introduire quelques mesures minimales pour contenir la propagation du virus. Je pense que ce qui est le plus important et le plus inquiétant dans la crise du régime de Bolsonaro à l'heure actuelle, c'est que les fissures ne sont pas le produit d'une pression venant d'en bas, et que par conséquent cela ne profitera évidemment pas aux mouvements sociaux et à la gauche. Le principal conflit au Brésil aujourd'hui, qui pourrait finir par saper le pouvoir du président, est un schisme entre le centre-droit et l'extrême droite. Ni l'un ni l'autre n'ont une allégeance particulière aux formalités limitées de la démocratie libérale – mais cela ne veut pas dire qu'ils sont identiques. Une éventuelle chute de Bolsonaro ne donnerait pas une impulsion évidente à la gauche, même si elle serait accueillie avec joie, à moins que les mouvements populaires ne parviennent, d'une manière ou d'une autre, à jouer un rôle plus important pour provoquer sa disparition.

Bolivie : consolidation temporaire de la dictature

En Bolivie, la dictature mise en place après le coup d'État d'octobre dernier, qui a destitué Evo Morales, a profité de l'arrivée de la pandémie pour reporter des élections prévues qui allaient déjà être très contestables. Une consolidation du pouvoir, en quelque sorte, s'est donc opérée dans le pays, au moins temporairement, sous ce régime d'extrême droite. Cependant, la propagation du virus en Bolivie a été jusqu'à présent minime, de sorte que ses effets déstabilisateurs futurs restent imprévisibles.

Chili : le virus a servi de couverture de la répression

Au Chili, il existe des tendances et des contre-tendances politiques dont l'élan précis reste difficile à discerner. D'une part, le régime de Piñera a apparemment bénéficié de la pandémie à court terme, le virus ayant

3. Le dictionnaire d'Oxford a défini ce néologisme, consacré « *mot de l'année* » en 2016 à la suite de la campagne du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne et de l'élection présidentielle aux États-Unis : « *qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles* ».

Covid-19 & Amérique latine

servi de couverture à une répression des mouvements populaires de ces derniers mois. Dans les sondages, son taux d'approbation est passé d'un minimum de 9 % à 25 %, et le recours aux forces de sécurité dans les rues pour imposer la distanciation physique obligatoire a été largement approuvé, alors que ces mêmes forces de sécurité avaient été si sévèrement discréditées quelques semaines plus tôt.

D'autre part, il est peu probable que l'élan de la politique de rue, et en particulier la vague féministe militante, disparaisse tout simplement. Au contraire, elle devrait avoir un rôle décisif dans les combats pour le « monde d'après », une fois que la politique de rue sera à nouveau une activité raisonnablement sûre. Karina Nohales, une militante impliquée à la fois dans le Comité des travailleurs et des syndicalistes et dans le Comité international du plus important collectif féministe du pays, la Coordinadora Feminista 8M, a expliqué récemment que, malgré le confinement, les militantes ont réussi à lancer une Organisation féministe des travailleuses. Elle est vue comme un espace rassemblant les femmes et les militantes ouvrières sur les questions de leur travail, qu'il soit formel ou informel, rémunéré ou non et aussi sur les questions de licenciements. Nohales décrit l'initiative comme cherchant à unir, de cette manière, de larges couches de travailleuses chiliennes non syndiquées avec les militantes syndicales, dans un espace où toutes peuvent participer et contribuer, réalisant ainsi la force potentielle des travailleuses chiliennes, fragmentée jusqu'à maintenant. L'horizon stratégique fédérateur est la grève générale féministe – précisément ce qui sera nécessaire dans les mois et les années à venir.

Équateur : la trajectoire vers la droite du régime Moreno se concrétise davantage

En Équateur, Lenin Moreno a déjà conclu un accord avec le Fonds monétaire international, qui prévoit des mesures d'austérité destinées à liquider les infrastructures publiques et les fonctions sociales de l'État, y compris les soins de santé. Les mesures d'austérité ont été au cœur d'une rébellion populaire en octobre 2019, qui a vu la réarticulation d'un mouvement populaire indigène à l'avant-garde de la lutte des classes. Dans le contexte de la pandémie, la trajectoire vers la droite du régime Moreno se concrétise davantage, puisqu'il s'efforce de renégocier la dette avec les créanciers et de renouveler les accords avec le FMI. Comme au Chili, il est difficile d'imaginer que l'élan

des mouvements d'octobre 2019 soit complètement éclipsé par l'interrègne actuel.

Argentine : le gouvernement Fernandez jouit jusqu'à présent d'un regain de popularité

En Argentine, où Alberto Fernandez siège à la tête d'une administration de centre-gauche, le gouvernement jouit jusqu'à présent d'un regain de popularité, malgré une crise économique catastrophique dans laquelle les négociations sur la dette sont en cours et où un défaut de paiement de la dette souveraine est prévisible dans un avenir proche. Comme je l'ai dit, Fernandez a pris très tôt des mesures concertées pour faire appliquer des mesures de distanciation physique, qui ont été approuvées par la population et ont également reçu un traitement favorable dans une grande partie des médias – cela aide quand c'est à celle de Bolsonaro qu'une politique est comparée. L'opposition de droite discréditée s'est essentiellement subordonnée à la gestion de la crise par Fernandez. Mauricio Macri, chef du précédent gouvernement de centre-droit, avait introduit une réduction de 23 % du budget de la santé, sapant encore davantage la capacité du pays à faire face à la crise actuelle. En pleine crise, l'offre de santé publique et le rôle des travailleur-es de la santé sont revalorisés dans la conscience du public, jetant ainsi les bases de futures percées potentielles contre le néolibéralisme.

Comme l'a expliqué Claudio Katz, la pandémie a réussi à reléguer au second plan la question imminente du remboursement de la dette, car des fonds publics étaient immédiatement nécessaires pour faire face à la crise virale. La dynamique a été à l'origine d'une position plus conflictuelle avec les créanciers internationaux. En même temps, comme ailleurs, les mouvements sociaux argentins sont paralysés par leur incapacité à se rassembler dans la rue. Il existe un risque que le recours à des forces de sécurité très détestées pour faire appliquer les mesures obligatoires de distanciation physique et d'isolement soit normalisé après la pandémie, en même temps que l'extension des mécanismes de surveillance. Les mesures répressives illégitimes prises par les forces de sécurité au cours des deux derniers mois n'ont pas été critiquées ou mises en cause par le gouvernement Fernandez. Parallèlement à des mesures d'urgence sur les transferts d'argent qui ciblent les travailleurs informels et qui semblent aller à l'encontre de la logique du néolibéralisme, Fernandez prend des mesures d'austérité, telles que ne plus appliquer les augmentations de salaire conven-

tionnelles en fonction de l'inflation. Comme c'est le cas ailleurs, il faut aussi inclure dans cette analyse de la conjoncture les pressions croissantes du capital en Argentine sur le gouvernement pour qu'il rouvre complètement l'économie, quel qu'en soit le coût en vies humaines.

« L'administration de Maduro a été un désastre et n'a plus rien à voir avec la gauche »

Róbert Nárai : *Peux-tu nous en dire un peu plus sur ce qui se passe actuellement au Venezuela ?*

Jeffery R. Webber : Il y a eu encore une tentative de coup d'État contre Nicolás Maduro. Jusqu'à ce dernier fiasco, il aurait été difficile d'imaginer un ensemble d'événements politiques plus farfelus que la débâcle de Juan Guaidó en avril 2019. Dans ce cas, tout comme lors de la tentative de renversement de Maduro, Guaidó n'a pu mobiliser qu'une minuscule faction de troupes dans la capitale pendant quelques heures, malgré le soutien inconditionnel des États-Unis et des États alliés, dirigés par la droite, dans toute l'Amérique latine. Cette tentative antérieure avait déjà révélé les limites de la puissance impériale des États-Unis dans la région, étant donné qu'il était évident qu'ils avaient joué un rôle décisif dans le complot du coup d'État. Par contre, ce que les événements d'avril 2020 n'ont pas montré, c'est un large soutien populaire à l'administration Maduro ou quelque indication du succès de Maduro dans l'esprit de la population vénézuélienne. Car l'administration de Maduro a été un désastre et n'a, à mon avis, plus rien à voir avec la gauche. Mais cela évidemment ne remet pas en cause la question de l'opposition à l'impérialisme par principe – il était du devoir de toute la gauche internationale de s'opposer à la tentative de coup d'État de Juan Guaidó et à la perspective d'une éventuelle implication militaire des États-Unis, ou d'une implication par procuration à travers la Colombie.

Le scénario récent implique certains de ces facteurs, mais il n'est pas évident qu'il ait bénéficié du soutien des États-Unis, et – que cela soit finalement le cas ou non – toute l'entreprise était une vaste plaisanterie, qui ne mérite guère d'être analysée. Les commentateurs habituels l'ont comparé à la Baie des Cochons, mais ces événements ne sont pas du tout comparables.

En effet, Jordan Goudreau, ancien béret vert étatsunien, vétéran des forces spéciales, qui a servi en Irak et en Afghanistan, et qui est maintenant PDG d'une entreprise de

mercenaires basée en Floride et appelée Silvercorp, a coordonné l'ensemble de la tentative. L'idée était de lancer une attaque sur le Venezuela par la mer, de s'emparer d'un aéroport, de kidnapper Maduro et de l'emmener par avion aux États-Unis où il serait poursuivi. Apparemment, Goudreau dirigeait des camps d'entraînement sur la péninsule caribéenne colombienne de La Guajira, adjacente à la frontière vénézuélienne, en prévision de l'assaut. Ces camps d'entraînement ont été infiltrés dès le début par des agents doubles du gouvernement vénézuélien, ce qui explique que deux bateaux aient été facilement immédiatement saisis par les troupes vénézuéliennes, que huit mercenaires aient été tués et que deux douzaines de complices vénézuéliens aient été détenus par le gouvernement vénézuélien, avec un opérateur des forces spéciales américaines du Texas nommé Luke Denman. Tout était fini avant même de commencer.

Róbert Nárai : *Terminons par la question des mouvements populaires. En dehors de quelques grèves très limitées de travailleurs et de quelques protestations de professionnels de la santé, il ne semble pas y avoir de schéma global de lutte populaire, du moins pour l'instant. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de telles luttes dans un avenir très proche. Quels sont les paramètres des luttes que cette crise est en train de poser ?*

Jeffery R. Webber : Je suis d'accord pour dire que ce moment précis est difficile pour les mouvements populaires : ils ne sont pas en mesure d'engager leurs modes habituels d'assemblées ni leur répertoire de contestations. Nous ne pouvons pas savoir ce qui va suivre, mais nous pouvons spéculer de manière raisonnée et relativement informée, en basant notre analyse sur les tensions observables dans la politique de la région, même si elles sont contradictoires.

D'une part, il y a la conséquence potentiellement négative de la normalisation d'une certaine soumission à l'autorité de l'État, dans le sillage de la coopération nécessaire autour des mesures de santé publique. Les dangers les plus graves sont liés à l'extension et à la normalisation des pouvoirs de l'armée et de la police dans la gestion quotidienne de la vie publique dans certaines parties de la région, et au danger que cela représente pour la reprise de la protestation populaire une fois terminée la phase de confinement. De même, en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme ailleurs, il y a eu une extension de la surveillance patronale, facilitée par les mesures étatiques répondant au Covid-19. Tout

en engageant temporairement des mesures de santé publique, les États capitalistes sont fondamentalement orientés vers la restauration des conditions de rentabilité, et dans la mesure où une extension et une consolidation du rôle de l'appareil coercitif des États capitalistes est nécessaire pour établir des conditions post-pandémiques favorables au capital, les États sont susceptibles de poursuivre ce type de normalisation si on ne leur résiste pas.

« Ce qui devient plus visible, c'est l'irrationalité de la recherche du profit »

Pour le moment, comme les mouvements sociaux sont démobilisés et ne sont capables que d'une coordination virtuelle par le biais des médias sociaux et autres, l'initiative politique est très largement entre les mains des gestionnaires de l'État et des intérêts capitalistes. Cet avantage du champ de bataille immédiat pourrait les mettre en bonne position pour déterminer la suite.

Cependant, les États capitalistes accumulent des dettes importantes et une dépression économique va suivre. Les gestionnaires de l'État devront donc clairement décider qui paiera les dettes accumulées et qui tirera les bénéfices de la nouvelle normalité post-pandémique. Dans la période immédiatement post-pandémique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la bataille à venir sera donc structurée en premier lieu par l'austérité imposée par le capital.

En même temps, il faut tenir compte du facteur idéologique de cette crise multidimensionnelle : elle rend plus visibles tous les fils entrelacés des contradictions du capitalisme en tant que système – depuis l'écologie jusqu'à la reproduction sociale. Au milieu de cette crise, les critiques du système du capitalisme sont susceptibles de rencontrer un public plus large. Pour un grand nombre de gens, ce qui devient plus visible, c'est l'irrationalité fondamentale de la recherche du profit passant avant la vie, l'irrationalité fondamentale de la dégradation écologique provoquée par le système, l'irrationalité fondamentale de n'attacher aucune valeur au travail socialement reproductif en temps normal, en termes de salaires et de conditions, et de le célébrer ensuite comme « essentiel » en temps d'urgence, d'encourager les travailleurs de la santé, les présenter comme des héros tout en ne les payant pas décemment et sans leur fournir des équipements efficaces. Cela ne produit pas un processus automatique de politisation, mais au cours d'une si immense crise les gens sont plus ouverts à un changement de leur vision uni-

verselle du monde qu'à d'autres moments.

Ainsi, ce qui est valorisé en ce moment dans la conscience populaire de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes en crise, c'est la notion de santé publique comme prioritaire par rapport aux profits, celle de la valeur des travailleurs essentiels, de la nécessité des services publics, du libre accès aux moyens de vie, etc. Lorsque le théâtre de la politique se déplacera de l'actuel monde souterrain du confinement vers les lieux de travail, les rues et les communautés, les tendances et les contre-tendances que j'ai notées ci-dessus feront surface. Le rapport des forces entre les deux camps, puisant dans les réserves des forces qui existaient lors de la période pré-pandémique mais qui ont été nécessairement modifiées par les conditions sociales, économiques et idéologiques de la pandémie elle-même, aidera à déterminer le contenu et la forme du « monde d'après ».

Mobiliser et amplifier les infrastructures de la rébellion

Cette contestation, au milieu d'une dépression mondiale sans précédent, va définir les paramètres de la lutte des classes dans un avenir immédiat dans la région. L'issue n'est pas prédéterminée – elle ne l'est jamais, mais surtout parce que les crises sont des périodes exceptionnellement incertaines, au cours desquelles diverses voies de sortie concurrentes s'ouvrent et se ferment au cours de chaque bataille.

Cette crise partage certains traits avec les crises mondiales du passé, même si elle a des caractéristiques différentes, sans précédent et propres à ce seul moment. Dans la mesure où nous pouvons tirer des leçons des crises passées, il est certain qu'elles ne produisent pas automatiquement des victoires de la gauche. Ce succès dépendra de stratégies d'intervention qui mobilisent et amplifient les infrastructures de rébellion (lorsqu'elles existent), répondent de manière flexible aux reconfigurations véritablement nouvelles de la politique, de l'économie et de la société sortant de la pandémie, et refusent avec audace de minimiser l'ampleur du changement, qui est nécessaire ne serait-ce que pour sonner l'alarme et éviter la catastrophe. Alors, un nouveau monde pourrait devenir possible. ■

Propos recueillis le 15 mai 2020

Covid-19

Il est juste de se révolter

Par
Ammar Ali Jan et Zahid Ali*

À une époque de l'histoire où ce que l'humanité peut attendre de l'avenir commencent à ressembler de la science-fiction réalisé, Covid-19 a brusquement perturbé ces fantasmes. Que l'empire le plus puissant s'avère désarmé face à un virus est un spectacle terrifiant et humiliant à la fois. La plus grande puissance militaire et économique de l'histoire de l'humanité, les États-

* **Ammar Ali Jan** est historien, enseignant et membre du mouvement Haqooq e Khalq, un regroupement de la gauche pakistanaise. **Zahid Ali** est membre du mouvement Haqooq e Khalq et travaille actuellement comme assistant de recherche à l'université de Lahore LUMS. Cet article a été d'abord publié par *Pakistan Left Review* le 15 avril 2020 : <https://pakleftreview.com/2020/04/15/it-is-right-to-rebel/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Mark Condos, *The Insecurity State – Punjab and the Making of Colonial Power in British India* (l'État insécuritaire – Le Pendjab et la création du pouvoir colonial en Inde britannique), Cambridge University Press, Cambridge 2017.

2. Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI, Mouvement pakistanaise pour la justice) a été fondé par Imran Khan, ancien joueur international de cricket en 1996, devenu Premier ministre à l'issue des élections de 2018 (cf. *Inprecor* n° 657-658 de novembre-décembre 2018). D'abord marginal, ce parti a été capable, à partir de 2011, de zigzaguer en se faisant porte-parole des thèmes populaires (contre les excès islamistes, contre la corruption, pour la plantation des arbres...), tout en récupérant les politiciens des divers partis. Depuis son arrivée au gouvernement il s'est allié aux dirigeants de l'armée pakistanaise et mène une politique néolibérale et favorable aux grands propriétaires de la terre.

3. Le Parti du peuple pakistanaise (PPP), fondé en 1967, est un parti se définissant de centre-gauche, membre de l'Internationale socialiste. Il a dirigé le pays en 1970-1977, 1988-1990, 1993-1997 et 2008-2013. Les militants du courant marxiste *The Struggle* ont fait de l'entrisme dans le PPP jusqu'en 2016.

4. La Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz Group (PML-N) est un parti néolibéral et traditionaliste islamiste, constitué en 1993 par la fraction de l'historique Ligue musulmane (qui avait soutenu le putsch militaire de 1977 et la dictature de Zia-ul-Haq), dirigée par Nawaz Sharif. Le PML-N a dirigé le pays en 1990-1993, 1997-1999 et 2013-2017. À la suite de l'affaire Panama Papers, son dirigeant Nawaz Sharif est inculpé par la Cour suprême pour corruption, puis destitué de son poste de Premier ministre en 2017.

Unis, qui ne parvient visiblement pas à protéger sa propre population, cela révèle les limites d'un système qui privilégie l'intérêt des entreprises et la domination militaire plutôt qu'un investissement adéquat dans les soins de santé et dans l'éducation.

Avec les États-Unis comme horizon des désirs du reste du monde, le manque d'investissement du tiers monde dans le domaine de la santé n'est pas étonnant. Le manque de services de santé adéquats est aggravé par le fait que le confinement signifie la pénurie alimentaire et le chômage pour les couches les plus pauvres de la société. En poursuivant le mirage d'un développement effréné, les élites du tiers monde ont abdiqué la responsabilité de prendre soin de leurs citoyens, rendant incroyablement douloureuse pour la société la situation actuelle.

C'est clair : nous éprouvons un intense sentiment de perte d'un monde, l'effondrement des certitudes de longue date. Vivre la fin des temps peut produire une subjectivité à la fois mélancolique et repliée sur elle-même, suspendre l'action politique au milieu d'une confusion omniprésente. Pourtant, avant de reprendre activement la pratique politique, il est crucial de se souvenir des cadres et des horizons qui ne sont plus pertinents. En d'autres termes, nous devons saisir les éléments qui sont morts et les enterrer, ouvrant ainsi la voie à la reconstruction d'une pensée radicale.

Ouvrir la voie à une pensée radicale

Trois certitudes clés des boussoles idéologiques du Pakistan doivent être écartées.

La première, c'est la culture militariste induite par un sentiment d'insécurité omniprésente combiné à la nostalgie d'un passé musulman imaginaire. La paranoïa d'être assiégé par des ennemis (tant internes qu'externes) découle de notre histoire coloniale, l'État se sentant constamment menacé par ses propres sujets. Comme l'historien Mark Condos l'a montré (1), les ressources excessives allouées à l'armée britannique des Indes découlaient d'un profond malaise face

aux populations locales. La violence militariste est devenue un langage récurrent de communication entre les fonctionnaires coloniaux et leurs sujets indiens.

Les élites pakistanaise ont hérité de cette infrastructure de l'État colonial et l'ont utilisée précisément contre les opposants politiques, accusant fréquemment leurs propres citoyens de trahison. Ce que les élites pakistanaise ont ajouté dans la période postcoloniale, c'était de louer sa capacité militaire aux puissances mondiales, tout en donnant à cette logique militarisée de la gouvernance une façade islamique, lui conférant un sentiment de destin religieux à accomplir à travers le Jihad.

Ainsi, le coût excessif de notre budget militaire a mis en évidence l'attention insuffisante accordée aux secteurs de la santé et de l'éducation, et a laissé peu de moyens pour un développement économique productif. Avec le Covid-19 et les autres catastrophes épidémiques et climatiques, qui sont à l'horizon, nous ne pouvons pas nous permettre de perpétuer les fantasmes de domination régionale ou de porter le fardeau d'une armée pléthorique, utilisée le plus souvent contre notre propre peuple.

Deuxièmement, nous devons abandonner l'idée qu'un retour à un régime civil signifierait un retour à une forme de normalité. Même s'il était possible de se débarrasser du régime du Pakistan Tehreek-e-Insaf (2) soutenu par l'armée, les deux partis traditionnels, le PPP (3) et le PML-N (4), n'ont pas de vision alternative substantielle pour faire face à la crise croissante d'une forme de capitalisme purement parasitaire. Il semble bien qu'il y ait une convergence de tous les acteurs politiques pour imposer les plans du FMI, soutenir les grands industriels et les mafias foncières tout en réprimant les exigences des réformes agraires.

La cause en est que ces partis représentent des classes sociales, dont font partie les élites féodales et industrielles décadentes de notre pays, qui ne vivent que des aides financières qui leur sont accordées aux dépens de la population. En l'absence d'une vision de rapports sociaux différents, tous les partis sont réduits au simple rôle de gestionnaires d'un système

en panne, brouillant ainsi la dialectique entre le régime militaire et civil qui a longtemps entretenu un antagonisme politique.

Enfin, nous devons abandonner l'illusion d'un développement capitaliste qui nous est imposé depuis soixante-dix ans. Dans son désir de « rattraper » l'Occident, le Pakistan a favorisé les élites industrielles du pays tout en négligeant les secteurs sociaux et en réprimant les demandes de répartition des richesses. Bien que l'on nous ait dit que l'accroissement de la richesse au sommet se répercuterait sous forme d'emplois et de taxes, nous avons plutôt assisté à l'émergence de monopoles monstrueux, qui ont peu de respect pour les lois du travail ou environnementales et dont l'efficacité pour échapper à la fiscalité est notoire. Un tel « développement » réalisée grâce à des décennies de subventionnement des élites, fait que le Pakistan n'a même pas réussi à fournir de l'eau potable aux citoyens. 40 % des décès au Pakistan sont dus à la qualité d'eau.

La décision du gouvernement actuel de distribuer des subventions à l'industrie de la construction, où la garantie des contrats de travail est la plus faible, révèle les limites d'une imagination bornée par la logique du capitalisme. Nous devons commencer à tracer une voie différente, qui privilégie la satisfaction des besoins sociaux par la redistribution de la richesse, plutôt que d'augmenter encore les profits des élites. Ce n'est qu'en reconnaissant que cette imagination politique est épuisée et qu'elle nous impose un cycle répétitif de destructions, que nous pourrions relever le défi de repenser les coordonnées mêmes de notre existence.

Où pouvons-nous commencer le nouveau voyage ?

Un passage clé du *Manifeste communiste*, que Marx reprend dans le volume 1 du *Capital*, se termine ainsi : « *Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.* » (5)

Qu'est-ce que Marx essayait de dire quand il a écrit ces lignes ? Pour Marx – comme pour Lénine – le marxisme n'était pas une théorie décrivant les processus de l'économie, se concentrant sur la quantité de production, de financiarisation et de croissance industrielle que connaît une société. Pour eux, les relations économiques sont des rapports entre des personnes – des rapports sociaux entre des êtres réellement existants – qui sont formées par l'activité humaine pratique. Au milieu de cette pandémie, toute stratégie poli-



tique et tout programme politique doivent partir de cette grande leçon de deux prodigieux penseurs marxistes : « *les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.* » Nous croyons que l'humanité est très proche de cela.

Partout dans le monde, un nombre croissant de gens saisissent cette réalité qui, selon Marx, serait le résultat des constants désordres et changements de la production capitaliste. Aujourd'hui, en France, aux États-Unis, en Italie, au Royaume-Uni et dans de nombreux autres pays, les travailleurs forment des comités, des coalitions et organisent des grèves générales. La semaine dernière, à Lahore, des familles de la classe ouvrière ont protesté contre l'indisponibilité de nourriture. Les médecins de Quetta ont protesté contre l'indisponibilité des équipements de protection individuelle. Comme nous l'avons souligné précédemment, dans les mois à venir la situation va être encore pire pour la classe ouvrière.

Certains diront que les conclusions que nous tirons de cette crise sont infondées, exagérées ou bien pas assez radicales. Mais cette insistance sur le triomphe inévitable de la dignité humaine et du socialisme doit être notre position subjective si nous voulons explorer les possibilités latentes d'un avenir meilleur, que le déclin spectaculaire du capitalisme met en lumière aujourd'hui. Lénine donne une leçon d'un tel optimisme stratégique au milieu du désespoir.

« *Nous, qui sommes membres du mouvement marxiste, nous ne vivons peut-être pas pour voir la révolution mondiale.* » Lénine a écrit ces lignes un mois seulement avant la révolution russe (6). Malgré ce doute, Lénine organisait activement son parti et écrivait son célèbre livre, l'État et la révolution, qui imaginait un ordre post-capitaliste et traçait son évolution dans la sombre réalité du présent. Au-delà de cette incertitude, Lénine mit toute son énergie à orga-

niser les masses durant cette période. C'est ainsi que nous devons penser, en tant que marxistes, en reconnaissant les incertitudes du moment tout en nous préparant sans cesse aux batailles inévitables.

Les tempêtes à venir

Nous pouvons déjà voir l'effondrement du système, car il donne clairement à voir son incapacité à prendre soin des citoyens. Regardez les terribles événements de Quetta au Baloutchistan la semaine dernière : les médecins et autres agents de santé protestaient contre la dangereuse pénurie d'équipements personnels de protection. Les craintes se sont amplifiées avec la mort tragique du Dr Usama Riaz, un jeune professionnel de la santé qui a perdu la vie en contractant le virus en première ligne. Pourtant, le gouvernement du Baloutchistan a répondu aux préoccupations sincères des agents de santé en déclenchant la violence policière à leur rencontre et en arrêtant un certain nombre de jeunes médecins. L'arrestation de ces guerriers de première ligne dans la lutte contre une pandémie en cours rend difficile de discerner si ce sont les plus cruels ou les plus incompetents qui dirigent. Dans les deux cas, ils sont impardonnables en pleine urgence sanitaire.

Nous assistons à une intensification de la lutte entre les dirigeants de ce système défaillant et ceux dont la vie est aujourd'hui en jeu. Il serait naïf de présenter immédiatement des propositions alternatives sans faire le point sur le développement du mouvement ouvrier. Ainsi, la tâche aujourd'hui n'est pas de fournir des slogans abstraits mais de nous attacher intimement au déroulement de la lutte des classes, et de reconstruire nos horizons à partir de bouleversements sociaux concrets.

Ce n'est qu'à l'intérieur de l'espace de ces luttes que nous pouvons voir les espoirs, le courage et la créativité des masses laborieuses. Alors que nous participons aux grandes expériences de résistance et de solidarité, nous devons nous abstenir de préjuger de l'avenir de ces luttes et des nouvelles possibilités anticapitalistes qu'elles ouvrent. En ces temps turbulents, pleins d'incertitudes et de multiples possibilités, nous devons garder au cœur la maxime éternelle qui guide l'action des opprimés : « *On a raison de se révolter !* » ■

5. Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/work/s/1847/00/kmf18470000a.htm#sect1>

6. C'est C.L.R. James qui dans *Marxism of Our Times* (edited by Martin Glaberman, University Press of Mississippi/Jackson, 1999, pp. 50-51) attribue ces mots à Lénine, qu'il aurait dit « *un mois ou six semaines, je crois, avant la Révolution russe.* »

Actualité de Lénine pour le combat aujourd'hui

Par
Ammar Ali Jan et Zahid Ali*

La crise du Covid-19 a fait fondre les certitudes politiques, théoriques et idéologiques d'un grand nombre de personnes. Sa soudaine éruption a mis en cause les certitudes, révélant le vide sur lequel la vie sociale, économique et politique a été construite. À un moment où la vie elle-même est « suspendue », est-il possible d'affirmer l'actualité, la pertinence de Lénine, un dirigeant politique si souvent accusé d'avoir été l'architecte d'un pouvoir politique rigide exercé par le parti d'avant-garde omniscient ?

Nous soutenons qu'au-delà de cette représentation d'un « Lénine bureaucrate » – à la fois par ses admirateurs de gauche et ses critiques conservateurs – il existe dans la pensée du dirigeant soviétique une trajectoire alternative. Ce Lénine souvent oublié, était ouvert aux changements qu'une situation nouvelle peut apporter, tous les imprévus d'une crise, il était prêt à apprendre des initiatives héroïques des gens ordinaires. Grâce à cette ouverture théorique, Lénine a défié les catégories des dogmes en questionnant la politique de son temps au-delà des limites théoriques existantes. Nous soutenons que l'approche théorique de Lénine n'était pas un système fermé mais plutôt ce que nous pourrions appeler un marxisme

ouvert. Il parlait d'un guide pour l'action (1).

À partir de son engagement dans la tradition dialectique de Hegel et de Marx, Lénine a souligné que la réalité est toujours beaucoup plus complexe, vivante et multicolore que ne pourra jamais l'être la théorie, et donc que cette théorie doit être développée continuellement et transformée par l'expérience et l'engagement dans les luttes politiques réelles des masses. Nous pensons qu'une telle relecture de Lénine est essentielle si nous voulons construire une politique socialiste adaptée à notre époque incertaine.

La rupture de Lénine avec le marxisme orthodoxe

De nombreux commentateurs de la pensée de Lénine soulignent que Lénine considérait le parti d'avant-garde comme le site par excellence de la pensée politique. Cela découle d'une lecture particulière de son célèbre ouvrage *Que faire ?* (2), une interprétation selon laquelle les cadres du parti seraient essentiels pour apporter une conscience politique à la classe ouvrière. Une telle notion applique une bifurcation rigide entre la théorie et la pratique, où les idées théoriques apparaissent extérieures à la lutte des classes au lieu d'en être partie prenante.

Il est important de noter que la pensée de Lénine a fait un grand bond en 1914. Le début de la Première Guerre mondiale a brisé la mythologie occidentale du progrès linéaire qui avait été le fondement à la fois de la pensée libérale et de la pensée marxiste. L'horrible violence de la guerre a enterré les certitudes du marxisme orthodoxe, révélant la nature imprévisible et intempestive des événements politiques. C'est à ce stade que Lénine s'est intéressé à la dialectique de Hegel, prenant des notes détaillées de sa *Science de la logique* (3) pour comprendre la crise de la théorie au milieu de la Grande Guerre. Sa principale rupture avec le marxisme conventionnel a commencé à apparaître au cours de cette période alors qu'il s'éloignait des notions linéaires du temps et commençait à accorder plus d'attention au rythme contradictoire de la politique révolution-

naire, à ses initiatives inattendues, ses tournants brutaux et ses nouvelles possibilités.

Cet intérêt à saisir les contradictions des mouvements politiques en cours a rendu Lénine moins focalisé sur un parti et un programme inflexibles. Il s'intéressait désormais davantage à la nouvelle énergie créatrice des ouvriers qui démontreraient leur capacité à prendre des initiatives sous la forme de conseils organisés (soviets) apparus au cours de la guerre. Après avoir observé l'émergence des soviets, Lénine est arrivé à la conclusion qu'une nouvelle possibilité s'était ouverte en politique et, par conséquent, a soutenu que la forme du Parti bolchevique deviendra obsolète s'il ne se transforme pas en synchronisation avec le rythme du mouvement ouvrier croissant.

Cela signifiait que les travailleurs de la Russie avaient démontré leur capacité à prendre le pouvoir et à réorganiser la société par leur auto-mobilisation, rendant les démocrates bourgeois et les libéraux superflus dans la lutte pour le socialisme. En ce sens, Lénine a reconnu que la pratique seule ne devait pas porter le fardeau de devenir adéquate à la théorie mais que c'est la théorie qui devait être transformée pour devenir adéquate aux questions émanant du terrain des luttes concrètes.

Lénine a développé sa notion de socialisme parallèlement à la formation des soviets, qui démontraient le pouvoir des travailleurs – une force réprimée par la logique du capital. Ces soviets représentaient l'initiative créatrice et l'énergie vitale des ouvriers. Cette capacité des masses à s'autodéterminer et à réorganiser le monde libéré de la tyrannie du capital, c'est ce qu'était pour Lénine le socialisme. Certains de ses écrits les plus populaires de cette période ont tenté de synthétiser les leçons des bouleversements provoqués par le mouvement ouvrier et de les mettre en relation avec la crise du pouvoir d'État et la volatilité de la conjoncture mondiale.

C'est pourquoi Lénine n'a pas gardé sa théorie dans ses livres ou pour lui-même mais l'a utilisée comme un moyen d'intervention politique pour approfondir le débat au sein des luttes sociales réelles. *La Catastrophe imminente* (4), *Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* (5), *l'État et la révolution* (6) et d'au-

* Cet article a été d'abord publié par *Pakistan Left Review* du 20 mai 2020 : <https://pakleftreview.com/2020/05/20/how-is-lenin-relevant-for-politics-in-pakistan-today/> (Traduit de l'anglais par JM)

1. « Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action », ont toujours dit Marx et Engels (...). », V.I. Lénine, *Lettres sur la tactique* (avril 1917)

2. V.I. Lénine, *Que faire ?* (1902) : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200.htm>

3. G.W.F. Hegel, *Encyclopédie des sciences philosophiques – Tome I, La science de la logique*, Librairie philosophique J. Vrin, Paris 1994.

4. V.I. Lénine, *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (1917), <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/09/vil19170910.htm>

5. V.I. Lénine, *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* (1917), <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/10/bol-pou/vil19171001.htm>

6. V.I. Lénine, *l'État et la révolution* (1917), <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er00t.htm>

tres écrits offrent des explications concrètes sur les possibilités stratégiques de la politique socialiste dans la conjoncture politique. Il était convaincu que toutes les idées devaient être soumises à des discussions avec des travailleurs organisés qui semaient les graines d'un monde nouveau. Aujourd'hui, notre tâche est similaire à celle de Lénine, car nous nous attachons intimement aux initiatives créatives et aux nouvelles énergies des travailleurs qui se développent au milieu de la crise Covid-19. C'est du seul point de vue des luttes existantes que nous pourrions développer une notion de socialisme adaptée à notre réalité concrète.

Lénine après la révolution

La tragédie de la révolution russe, c'est que la flexibilité de la pensée et de la pratique manifestée par Lénine après la révolution a été remplacée par le dogme du parti. Raya Dunayevskaya a souligné dans son livre, *Philosophy and Revolution*, que « jamais, même un seul instant, Lénine n'a perdu de vue le programme. Il a fait des concessions stratégiques, mais il a gardé le programme, la nouvelle universalité, concrètement devant le peuple. » (7)

Par exemple, dans sa brochure *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (8), Lénine définit les tâches des travailleurs comme la création de nouvelles relations de travail « subtiles et complexes ». Sans le pouvoir créateur des travailleurs, il n'y aurait pas de révolution socialiste. C'est ainsi que Lénine voyait la tâche du gouvernement, de susciter par tous les moyens ce pouvoir créateur, de dégager de son chemin les restes de l'ancienne idéologie bourgeoise, y compris ses institutions et pratiques sociales. S'exprimant en 1920 lors d'une conférence des syndicats, Lénine a articulé la crise de l'État soviétique, disant que les travailleurs, en tant que travailleurs, doivent, dans leurs syndicats, se protéger, protéger leurs intérêts économiques et culturels, contre ceux issus de leurs rangs qui agissent dans leur parti en tant que dirigeants de l'État. Il identifiait ainsi une tension entre les travailleurs ancrés dans l'appareil d'État et les travailleurs impliqués dans la politique du lieu de travail – une tension productive et dialectique qui sape l'accent stalinien mis ultérieurement sur la loyauté absolue envers l'État socialiste et le parti.

Plus important encore, en insistant pour que les travailleurs s'organisent de manière indépendante, Lénine mettait l'accent sur la capacité des groupes subalternes à s'organiser en tant que bloc dirigeant. Il faut noter que Lénine écrivait dans un pays encore large-



ment agraire qui avait besoin d'une alliance de différents groupes sociaux marginalisés pour construire un projet politique alternatif. Cela signifiait que la révolution ne pouvait pas suivre un chemin prédéfini et devait être considérée comme une expérience de participation populaire plutôt que comme l'application d'une théorie déjà existante.

Par exemple, dans son essai *De la coopération* il s'est attaqué au problème de la bureaucratie des partis et a averti que la gouvernance sans participation des masses est contraire au socialisme : « Deux tâches essentielles s'offrent à nous, qui font époque. C'est d'abord de refondre notre appareil administratif qui ne vaut absolument rien et que nous avons hérité entièrement du passé (...). Notre seconde tâche est d'engager une action culturelle pour la paysannerie. Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle. » (9)

En d'autres termes, seule l'implication des masses laborieuses dans l'administration peut rendre possible un ordre différent – une théorie qui annule la croyance dogmatique que la production industrielle est la seule caractéristique du progrès.

Covid-19, le Pakistan et la pertinence de Lénine

La confrontation de Lénine avec les notions linéaires du temps et son insistance sur la pratique pour combler le fossé entre la théorie et la réalité ont fait de lui un interlocuteur important pour les mouvements révolutionnaires dans les pays du Sud. Son nom est devenu synonyme de la décentralisation du mouvement révolutionnaire auparavant centré en Europe, car les combattants

anticoloniaux s'inspiraient de la position antagoniste de l'Union soviétique face au colonialisme. Il ne serait pas exagéré de dire que les écrits de Lénine dans des endroits comme le Pakistan rivalisaient avec ceux de Marx en termes de popularité, faisant de Lénine un médiateur majeur entre la théorie marxiste et les luttes anticoloniales.

Pourtant, ce Lénine populaire au Pakistan est un Lénine qui aurait découvert la théorie et les lois de la révolution pour le monde entier. Dans cette analyse simpliste, le parti d'avant-garde est l'arbitre du mouvement révolutionnaire et a le pouvoir de décider des questions essentielles de la lutte des classes. De plus, elle implique que les catégories construites par Lénine ne se limitaient pas à l'espace-temps dans lequel il menait sa lutte, mais seraient des concepts abstraits pouvant être adaptés à n'importe quelle situation. Ainsi, beaucoup de nos camarades s'en tiennent aux conclusions de Lénine qui semblent rigides, tout en abandonnant sa méthode qui privilégie la réalité des luttes sociales sur la théorie politique existante.

Aujourd'hui, au Pakistan, nous sommes cependant confrontés à un terrain politique complexe qui exige que nous innovions dans la pratique. Par exemple, nous vivons une perte de certitudes profondément ancrées sur la scène politique. Aucun parti politique ne propose une vision du développement sensiblement différente de celle proposée par les institutions financières internationales. La situation est devenue plus précaire sous Covid-19 car des millions de personnes ont perdu leur emploi, leur valeur a été réduite à celle des machines, superflues pendant la crise. Nous assistons à la possibilité de disposer de vies qui du point de vue du capital semblent superflues.

Avec l'effondrement des notions linéaires de développement, la question centrale pour la classe dirigeante est de savoir comment gérer la pauvreté et non comment permettre aux pauvres de décider de leur vie. Cela signifie que pour construire une alternative véritablement populaire, nous avons besoin d'une compréhension plus large de la subjectivité politique au Pakistan.

7. Raya Dunayevskaya, *Philosophy and Revolution: from Hegel to Sartre and from Marx to Mao*, Columbia University Press, New York 1989 (troisième édition) : « Never, for a single moment, did Lenin ever lose sight of the program. He made strategic concessions, but he kept the program, the new Universal, concretely before the people. »

8. V.I. Lénine, *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (1918), <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/04/vil19180428.htm>

9. V.I. Lénine, *De la coopération* (1923), <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1923/01/vil19230106.htm>

Covid-19 & Pakistan

Par exemple, la politique actuelle des syndicats est désespérément inadéquate à un moment où le néolibéralisme a érodé le concept d'emploi à long terme et a transformé une grande majorité de la main-d'œuvre en travailleurs informels ou en chômeurs. Comme les syndicats continuent à ne s'occuper que des travailleurs disposant d'un contrat de travail, l'affiliation syndicale est tombée à moins de 1 % de la main-d'œuvre. Mais la situation nécessite une réduction des écarts entre les contractuels et un nombre croissant de jeunes sans emploi d'une part, et les salariés « officiels » de l'autre.

C'est précisément ce que Lénine voulait dire lorsqu'il a poussé ses camarades à aller au-delà du syndicalisme ou des luttes immédiates sur le lieu de travail. Sans prendre en compte à la fois la production et la reproduction (cette dernière impliquant le logement, les soins de santé, l'éducation, l'eau), nous ne serons pas en mesure de construire l'unité de la classe ouvrière capable de sérieusement confronter les innombrables façons dont le capital cherche à diviser le peuple. Nous devons créer des comités de travailleurs qui non seulement se battent dans l'usine, mais qui relient ces luttes à celles des communautés où vivent un grand nombre de jeunes sans emploi.

De plus, de nouvelles formes de résistance sont apparues contre la structure étatique décadente du Pakistan, qui exclut de larges segments de la population du champ de la citoyenneté. Un exemple est le Mouvement Pashtun Tahaffuz (PTM) qui représente les Pachtounes des zones déchirées par la guerre des anciennes zones tribales administrées fédéralement (FATA). Ces régions ont été réduites à de la chair à canon au nom des calculs géostratégiques de l'État et de l'impérialisme. C'est dans le contexte d'une économie de guerre et d'une répression brutale des communautés des régions périphériques du Pakistan qu'un mouvement comme le PTM, qui revendique la dignité du peuple, a pu gagner autant de popularité. L'État a répondu en accusant ces mouvements d'être

re des complots étrangers, car ils dépassent le langage normatif que l'État utilise pour désigner un comportement acceptable. C'est pourquoi des militants de base tels que Baba Jan de Gilgit-Baltistan, Mehr Abul Sattar des fermes militaires d'Okara et une foule de militants enlevés au Sindh et au Baloutchistan apparaissent comme une menace majeure pour l'État. Ils insistent tous pour affirmer leur statut égal en exigeant la justice, débordant ainsi les limites des discours et comportements considérés au Pakistan comme pouvant être tolérés – limites qui sont contrôlées avec violence.

Nous assistons également à l'émergence d'un puissant mouvement d'émancipation des femmes qui remet en cause les structures patriarcales de la société. Des centaines de jeunes femmes se sont mobilisées sous les bannières d'Aurat March et d'Aurat Azadi March (10), mettant les droits des femmes à l'ordre du jour. De même, l'année dernière a vu l'émergence d'une nouvelle conscience de la crise climatique chez les jeunes du pays. La Marche pour le climat en septembre de l'année dernière a vu des centaines de jeunes affluer dans les rues de dizaines de villes du Pakistan pour protester contre notre modèle économique désastreux qui non seulement diminue la dignité du travail mais détruit l'environnement dont nous dépendons.

Malheureusement, mais sans surprise, de nombreux marxistes orthodoxes considèrent ces mouvements avec suspicion car ils ne suivent pas la trajectoire du dualisme de classe. Pourtant, ils mettent en lumière les formes d'oppression disparates qui sont essentielles au capitalisme périphérique tout en soulignant l'absentéisme d'une partie de la gauche, en particulier en ce qui concerne le rôle des femmes dans toute lutte d'émancipation.

C'est précisément ici que les aspects de Lénine non pris en compte par une grande partie de la gauche, discutés au début de l'article, sont si cruciaux à découvrir. Lénine n'était pas un penseur imaginant la lutte des classes comme un antagonisme clair et net entre les travailleurs d'une part et la bourgeoisie d'autre part. Au lieu de cela, il a reconnu les différences historiquement sédimentées qui sont utilisées par l'État pour cimenter son pouvoir, qui façonnent le terrain de la lutte des classes dans chaque contexte spécifique. Comme l'a soutenu Mathieu Renault (11), Lénine est un penseur des combinaisons de luttes qui peuvent aider à produire une politique alternative, non seulement capable de mettre en cause l'hégémonie du capital sur la vie des gens, mais aussi de saper le pouvoir de l'État qui utilise la coercition pour séparer les individus les uns des autres.

C'est très clair dans la citation de Lénine sur l'impureté de la révolution : « *Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite-bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! (...)* Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. » (12)

C'est le Lénine qui recherche des alliances stratégiques, les maillons les plus faibles et n'a pas peur de paraître « impur » si c'est pour faire avancer la lutte des opprimés. Si la gauche doit évoluer vers une stratégie gagnante, nous devons jouer le rôle de ceux qui veulent jeter des ponts entre les différents points de souffrance et les combiner pour produire un projet commun. Au Pakistan, il s'agit de relier les luttes des nationalités opprimées, celle des jeunes sans emploi et précaires, celle des femmes et celle du mouvement pour la justice climatique avec celle des syndicats traditionnels. Pour créer ainsi un nouveau sujet politique adapté aux questions de notre temps.

Nous devons reconnaître qu'actuellement la gauche au Pakistan n'a pas la capacité de souder ces différentes luttes. Mais si nous apprenons de Lénine, qui a privilégié l'innovation pratique à la fidélité théorique, nous pourrions ouvrir un espace pour développer une nouvelle hypothèse pour la gauche. Notre tâche ici n'est pas de nous accrocher aux « lois de la révolution » prétendument scientifiques, découvertes par les marxistes orthodoxes et appliquées par le parti. Au contraire, nous devons créer un nouveau vocabulaire conceptuel pour comprendre le moment présent et imaginer de nouveaux horizons pour notre pratique. Les défis de la politique révolutionnaire d'aujourd'hui nous obligent à penser en tant qu'artistes impliqués dans la construction de nouvelles constellations d'amour et de solidarité. En tant que penseur profond de l'importance de la non-certitude et des confrontations inattendues, Lénine est un interlocuteur majeur pour nous dans nos efforts pour construire une nouvelle pratique révolutionnaire au Pakistan. ■

10. Les marches des femmes (*Aurat March*) annuelles ont commencé le 8 mars 2018 à Karachi et se sont répandues en 2019 à un grand nombre d'autres villes pakistanaises, organisés par une alliance des organisations féministes. En 2020, à Islamabad, la grande manifestation des femmes (*Aurat Azadi March*) a été violemment attaquée par des extrémistes islamistes, qui n'ont pas réussi à disperser les femmes.

11. Voir les articles de Mathieu Renault dans la revue *Période* : <http://revueperiode.net/author/matthieu-renewalt/>

12. V.I. Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* (1916), <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm>

Épidémie de Covid-19 et tsunami des privatisations

Par
Behrooz Farahany*

L'Iran a été l'un des pays touchés dès le début de la pandémie. Selon les dernières statistiques officielles, il y aurait à ce jour plus de 169 000 personnes contaminées et 8 209 décédées. La fiabilité de ces chiffres est contestée de façon quasi unanime, y compris au sein même du gouvernement Rouhani et de l'appareil d'État. Un membre du Conseil de la ville de Téhéran, Ahmad Hagh Shénasse, a même été convoqué par le redoutable organe sécuritaire du gouvernement central, le ministère de l'Information, pour « *mise en doute* » des chiffres officiels !

Déni initial et vent de panique

Au-delà de ce contexte, une chose est sûre : après le déni initial, un vent de panique a rapidement soufflé sur les hôpitaux publics du pays, en raison du nombre exponentiellement croissant des malades présentant des symptômes qui ont pris d'assaut leurs services.

Ironie de l'histoire, l'origine de l'épidémie se trouvait dans la ville sainte de Qom, « *le Vatican* » de l'Iran. La réponse du gouvernement fut semblable à celle des dirigeants d'extrême droite comme Trump et Bolsonaro : minimiser le danger et mettre l'accent sur l'importance de continuer la vie économique.

Considérant l'importance du symbole de la ville sainte censée « *produire des miracles* », fournir des remèdes aux maladies incurables, ainsi que constituer une énorme source de revenus pour le clergé, la ville de Qom n'a pas été mise en quarantaine. Et elle n'a été concernée par aucune mesure de restriction de voyage ou d'obligation de rester chez soi. Le président Rouhani a passé son temps à rassurer la population et inviter tout le monde à continuer comme si rien de rien n'était. Sa formule répétée chaque fin de semaine, « *la semaine prochaine tout rentrera dans l'ordre !* », a provoqué d'innombrables moqueries sur les réseaux sociaux.



Les événements sportifs, ainsi que les prières du vendredi, où la foule est traditionnellement constituée de fidèles regroupés en situation de forte promiscuité, n'ont été interdits que pendant les 45 premiers jours après la découverte du « *patient zéro* ». La plupart des vols internationaux des compagnies iraniennes ont été maintenus.

Mais avec l'explosion du nombre de malades touchés par le Covid-19, le gouvernement, sans imposer de quarantaine, ni interdire les voyages et déplacements interurbains, a appelé à la vigilance, fermant les écoles et les universités, les services de l'État et les commerces « *non essentiels* », interdisant les prières collectives, les concerts et les événements sportifs, etc.

Quelques personnalités religieuses de haut rang ont été touchées par la pandémie. Le gouvernement a alors été contraint de fermer aux pèlerins le mausolée de l'imam Réza (huitième imam des chiites) dans la ville sainte de Meched, ainsi que celui de Hazrat é Massoumeh à Qom. Chose jamais arrivée dans toute l'histoire religieuse d'Iran ! Il espérait peut-être ainsi mettre fin dans ces centres de « *méditation et de spiritualité religieuse* », à la « *production par milliers de malades à la place de l'apparition de miracles !* », selon les dires sarcastiques des citoyen-es. Tout en invitant, toujours, les Iraniennes et les Iraniens à se rendre au travail « *avec précaution* ».

Le manque d'équipements et d'objets essentiels en la circonstance comme du gel désinfectant, des masques et des appareils à oxygène étaient criants, même pour le personnel médical. Officiellement, 107 médecins iraniens sont tombés malades pendant cette période en luttant contre le Covid-19, une hécatombe à l'ampleur inédite dans le pays. Partout sur les réseaux sociaux et même sur les chaînes de télévision d'État, les critiques ont fusé.

En ce qui concerne l'aide à celles et ceux ayant perdu leur emploi, les colporteurs de rue en sont exclus sans ménagement, et aucune aide sérieuse ne leur a été proposée. Sous la pression, le président Rouhani a demandé au Guide suprême Khamenei l'autorisation de débloquer, en urgence, un milliard de dollars de la réserve nationale, gérée directement par Khamenei. Le Guide a mis 11 jours pour répondre favorablement à cette demande. L'opposition a, à juste titre, souligné le contraste entre ces hésitations et la promptitude à verser la prime de 200 millions de dollars accordée par Khamenei aux forces de Qods, le bras armé des

* Behrooz Farahany, exilé iranien en France, est militant de Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens (SSTI). Cet article a d'abord été publié, le 7 juin 2020, par le site web *Europe solidaire sans frontières* (<http://www.europe-solidaire.org/spip>) et par le site web de *Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran* (http://www.iran-echo.com/echo_pdf/07062020.pdf).

Covid-19 & Iran

Gardiens de la révolution pour les opérations à l'étranger, au lendemain de l'assassinat de leur chef, le général Qassem Soléimani, par les Américains.

La réponse tardive et limitée du gouvernement iranien a amplifié la crise économique, déjà bien profonde. Plus de 50 banques centrales dans le monde ont pris des mesures importantes pour réduire les taux d'intérêt bancaires, poursuivant une politique monétaire expansionniste pour réduire les coûts des entreprises et stimuler celles-ci. La Banque centrale d'Iran, elle, se garde toujours d'annoncer une possible réduction des taux d'intérêt. Elle a même disqualifié comme « rumeurs » l'idée d'éventuelles délégations par l'État de ces décisions aux banques elles-mêmes, ou que le gouvernement s'apprêterait à séparer les taux d'intérêt bancaires des demandeurs réels et légaux, et leur appliquer des taux différents.

Par ailleurs, une politique budgétaire qui consisterait à abaisser les taux d'imposition ou augmenter le niveau des exonérations fiscales, n'a pas reçu beaucoup d'attention de la part des décideurs économiques iraniens. La politique de soutien aux marchés financiers, qui a été conçue et mise en œuvre dans un certain nombre de pays à travers le monde, n'a pas non plus été à l'ordre du jour des planificateurs économiques iraniens, au vu de l'état des finances publiques. Dans ces domaines, seul le report de trois mois du remboursement des échéances des prêts bancaires, ainsi que celui des paiements d'impôts au cours de cette période, ont été annoncés comme programmes de soutien.

Plans et politiques du gouvernement face à la crise

À ce jour, le gouvernement a budgété 100 000 milliards de tomans (moins de 6,25 milliards de dollars au taux du marché) pour la mise en œuvre de ses programmes de soutien. Sur ce montant, comme l'a déclaré Mohammad Nahavandian, le vice-président de la République d'Iran chargé de l'économie, 25 000 milliards de tomans (1,56 milliards de dollars) seront alloués à des subventions. Par ailleurs, 75 000 milliards de tomans (4,67 milliards de dollars) seront alloués aux ménages et aux entreprises sous forme de crédit et de facilités, mais avec un taux d'intérêt de 12 % remboursable en 2 ans, le taux moyen en vigueur étant entre 15 et 18 %. L'aide aux entreprises est conditionnée à la continuation d'activité et non-licenciement des employés. Mais, en pratique, la mise en application de cette aide est restée floue. Seule une aide dérisoire d'un

million de tomans par famille – équivalant à 2/3 du salaire mensuel minimum – a été versée.

Dans les entreprises restées ouvertes, aucune mesure de distanciation sociale n'a été imposée aux patrons, ni la moindre contrainte sanitaire. N'ont été édictées que de vagues « recommandations ». En d'autres termes, les salarié-es d'Iran ont été envoyés à l'abattoir.

D'après les chiffres officiels, plus de 107 médecins sont décédés des suites d'une infection par le virus. Il faut y ajouter des centaines de femmes et d'hommes, soignants, enseignants, salariés de l'industrie et des services, etc. Ils et elles sont morts pour avoir été contraints de continuer à travailler, sans la moindre protection fournie par le patronat ou l'État. Partout les salariés ont eu recours au système D pour se protéger sur le lieu du travail.

En somme l'attitude de l'État iranien doit être classée sous le signe de la priorité absolue donnée à l'économie, en sacrifiant pour ce faire la santé des citoyen-es et en particulier des salarié-es. Si le nombre de morts reste limité (bien qu'indéterminé encore à ce jour), on le doit surtout à la vigilance de la société civile qui s'est imposée elle-même une auto-quarantaine autant que possible, a respecté la distanciation sociale, a créé des comités d'entraide dans plusieurs grandes villes (surtout au Kurdistan iranien), et a mobilisé des moyens financiers par des dons privés et le volontariat des citoyen-es.

Il ne faut pas négliger un autre facteur très important, voire déterminant, qui est l'âge moyen très jeune des Iranien-es : plus de la moitié ont moins de 35 ans, et seulement 5,5 % (ou 7 %, selon les sources) ont plus de 65 ans, beaucoup moins que la moyenne mondiale. On peut donc raisonnablement imaginer qu'existe une résistance naturelle contre le Covid-19 malgré l'importance du nombre de malades contaminés par le virus. En somme l'État iranien n'a joué aucun rôle déterminant dans le contrôle de l'épidémie de Covid-19.

Politique économique très « innovante »

Par contre sur la scène économique, Rouhani et ses ministres ont été très actifs, agressifs et même très « innovants ». Avant même l'épidémie, une politique agressive de vente de biens appartenant à l'État était en place, ce qui a affolé la Bourse de Téhéran. Et ce, malgré le fait que l'économie iranienne est en récession, et que le nombre d'entreprises réduisant leur production sous prétexte de manque de liquidités et de faible

demande, augmente de jour en jour. La conséquence en est l'envoi de milliers des travailleurs et travailleuses en congés forcés, ainsi que des licenciements à tour de bras.

Les exportations de pétrole et de produits non pétroliers sont tombées à leur plus bas niveau de ces dernières années. Le gouvernement n'a même pas été en mesure de financer le budget des « programmes du développement » entrepris selon le plan quinquennal et a décidé d'externaliser au secteur privé les projets en cours. Pourtant, malgré cette situation, la Bourse de Téhéran est en plein essor et établit chaque jour un nouveau record.

Pour trouver une explication à cela, il faut revenir quelques mois en arrière. Lorsqu'en décembre 2019, le gouvernement a présenté son projet de budget, appelé « Budget de la Résilience » pour l'année en cours, l'ensemble des observateurs ont constaté que non seulement celui-ci souffrait d'un déficit budgétaire abyssal de plus de 23 % (131 000 sur 563 000 milliards de tomans de recette selon les calculs, déjà optimistes, du Centre des recherches de l'Assemblée islamique), mais qu'en plus, les projections de ressources estimées par l'État n'étaient pas réalistes, notamment pour des prévisions de revenus pétroliers inatteignables, car basés sur la vente théorique d'un minimum d'un million de barils à 40 à 50 dollars.

Afin de combler ce déficit, des nouvelles recettes néolibérales ont été mises sur la table et l'on raconte qu'une délégation du FMI était même allée à Téhéran pour prodiguer ses conseils avisés !

Des investisseurs privés et/ou de riches citoyens détiennent d'énormes liquidités, dont le montant total, qui a doublé au cours des 5 dernières années, est estimé à plus de 4 fois le revenu actuel de l'État iranien.

Ces sommes ne sont pas réinvesties dans le secteur de la production industrielle considéré comme insuffisamment rentable à court terme. Elles alimentent, tour à tour, les marchés de l'or et devises ou le marché immobilier, créant à chaque fois une bulle spéculative énorme. Tirant prétexte de cette situation, Rouhani et ses conseillers ont décidé de canaliser ces liquidités vers la bourse.

En ce sens, et dans le but de « stimuler » la bourse des valeurs, le gouvernement a introduit 10 % des actions de Shasta (nom abrégé de l'immense holding de 178 sociétés gérées par l'organisme de sécurité sociale) pour « alimenter » le marché boursier depuis le début de la nouvelle année. L'introduction des stocks d'actions du « Fonds négociables de l'État » (équivalent iranien d'EFT, *Exchange Traded Fund*) est aussi à l'ordre du jour. Rouhani a ordonné une augmentation

de l'offre d'actions des grandes entreprises d'État. Le Conseil des ministres a ainsi approuvé le transfert des actions négociables des fonds d'investissement.

Dans un premier temps, les actions de Bank Mellate, Bank Tajarate, Bank Saderate, Amin Reliance Insurance et Alborz Insurance sont entrées en bourse. Par la suite, les actions de « *Trading Investment Fund of Automotive and Metal Industries* », y compris les actions restantes détenues par le gouvernement ou des sociétés d'État, seront offertes à la vente en bourse. Une remise de 25 % (!) sera accordée en ce qui concerne Iran Khodro, Saipa, National Iranian Copper Industries et Mobarakeh Steel. Sera également concerné le « *Fonds d'investissement pour les industries du raffinage du pétrole et de la pétrochimie* », qui comprend les parts détenues par l'État ou des sociétés d'État dans les industries pétrochimiques du Golfe, la raffinerie de Tabriz, la raffinerie de Bandar Abbas, la raffinerie d'Ispahan et la raffinerie de Téhéran.

Et pour couronner le tout, dans la soirée du mardi 28 avril, Ali Khamenei a accepté l'introduction en bourse des « *Actions de Edalate [Justice]* ». Ces actions avaient été accordées à des millions d'Iraniens au cours des vastes projets de privatisation entrepris par le Président Ahmadinejad, afin de créer un « *actionariat populaire* » ! Elles étaient bloquées et interdites de transaction. Avec cette décision historique, la Bourse de Téhéran a poursuivi sa tendance à la hausse le mercredi 1^{er} mai, avec une augmentation de 31 876 points d'indice, établissant un nouveau record historique.

Pour la forme, vu la surchauffe et l'invasion de la Bourse de Téhéran par des « *hordes* » d'investisseurs privés, le ministre de l'Économie et des Finances a mis en garde contre l'achat « *d'actions* » par des « *profiteurs* ». Mais le nombre de candidats aux achats d'actions a explosé, et « *une montagne d'argent liquide* », selon les représentants du gouvernement, a « *erré* » dans la salle de bourse. Les analystes économiques critiques du gouvernement sont unanimes, et considèrent les conséquences de la stimulation des marchés boursiers comme très dangereuses, et l'apparition d'une « *super bulle* » boursière inévitable à moyen terme. Le gouvernement entend cependant dynamiser les fonds d'investissement en proposant encore plus d'actions détenues par l'État ou des sociétés d'État.

L'indice boursier a déjà augmenté d'environ 68 % au cours des trois derniers mois. Cependant, ce chiffre n'est pas conforme à la situation actuelle de l'économie iranienne qui est en forte récession de -9,5 % (-5 %

en 2018) avec des prévisions beaucoup plus sombres pour 2020, aggravées par la crise du Covid-19. Mais le gouvernement Rouhani est satisfait de la situation. Il a appelé « *à libérer* » encore plus d'actions du « *Fonds d'Investissement d'État* » déjà cotées en bourse. L'esprit de Madame Thatcher semble s'être emparé du corps de Monsieur Rouhani ! Une telle liquidation des avoirs d'État est tout simplement du jamais vu, même à l'époque du président Ahmadinejad, pourtant champion en titre des privatisations, félicité en 2010 pour cela par Dominique Strauss-Kahn, alors président du FMI.

Ainsi, en pleine crise du Covid-19, un tsunami de ventes de divers avoirs d'État a déferlé sur les biens publics iraniens avec l'aval explicite du Guide suprême.

Au même moment à Kerman, 3 500 ouvriers des mines ont organisé la plus grande grève de leur histoire... contre la décision de la direction d'introduire 40 % des actions de leur société en bourse. Déjà au cours de l'année dernière, les salarié-es de la Sucrerie de Haft Tapeh, privatisée il y a plusieurs

années, avaient mené des actions de protestation, réclamant la nationalisation de leur société, tout comme les travailleurs du complexe de Hépcó, Mines d'Agh Ghaléh, etc. qui demandent la reprise de leurs sociétés par l'État à cause de la gestion catastrophique et des faillites provoquées par la vente de ces sociétés d'État. En effet, ces ventes avaient eu lieu dans des conditions et des termes des plus opaques au cours des privatisations précédentes, mises en œuvre par les gouvernements Rafsandjani, Khatami et Ahmadinejad.

Cela montre que les actions récentes du gouvernement Rouhani, et il faut le répéter, avec l'aval du Guide suprême, vont à l'encontre des revendications des travailleurs et travailleuses d'Iran. Dans un pays où, en pleine crise de pandémie, 3 à 4 mouvements de protestations et/ou grèves ont lieu par jour, la situation va inévitablement déboucher sur un conflit frontal et des soulèvements de l'ampleur de ceux de décembre 2017 et novembre 2018. ■

7 juin 2020

Notes de lectures

Daniel Bensaïd radiophonique

Depuis la fin des années 1980 jusqu'à sa disparition, Daniel Bensaïd a apporté une contribution majeure à la réflexion stratégique, avec une démarche qu'il résumait par la formule : « *On recommence toujours par le milieu* ». Cette démarche impose d'avoir une mémoire stratégique, de se réapproprier les expériences passées pour apprendre des succès, mais aussi des erreurs, et d'être convaincu que les bilans sont toujours à refaire, sans « *bigoterie mémorielle* ».

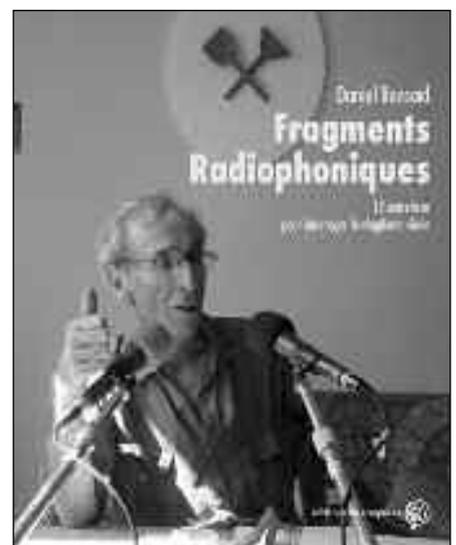
Celles et ceux qui ont eu la chance d'écouter les séances de formation qu'il animait ont rencontré cet esprit vagabond qui savait aborder les situations sous divers aspects et ouvrir des pistes de réflexion multiples. On en retrouve quelques moments dans la transcription dans ce livre (et/ou l'écoute) de la douzaine d'entretiens donnés en 2007 et 2008 pour la radio Fréquence Paris Plurielle. Autour de 12 dates, souvent associées à des figures marquantes du mouvement ouvrier, il donne à entendre sa vision d'un certain nombre d'événements marquants du court vingtième siècle : Révolution d'octobre, guerre d'Espagne, Seconde Guerre mondiale, luttes anti-coloniales, assassinat de Lumumba, Mai 1968, Chili 1973, mai 1981, chute du mur de Berlin. Ces 12 dates permettent une excursion, illustrée par des anecdotes et des références livresques et cinématographiques, qui donne une illustration stroboscopique de la vision stratégique de Daniel Bensaïd dont l'expérience militante a commencé à une époque où la révolution de 1917 « *faisait vibrer* ».

Comme le dit Michael Löwy dans la préface, si ces textes « *n'ont pas l'éclat littéraire de ses écrits,*

où chaque mot était taillé et ciselé comme un diamant, ils ont, en échange, le style direct, spontané, rafraîchissant des interventions orales ». Après la transcription des entretiens, on trouvera des réactions et des contributions d'Olivier Besancenot, Isabelle Garo, Arya Meroni, Hegoa Garay, Olivier Neveux, Ugo Palheta et Christine Poupin. Entre héritage, dette intellectuelle et politique elles nous disent comment continuer à penser nos luttes pour l'émancipation dans un monde qui a définitivement basculé dans un autre siècle.

Patrick Le Moal

* Daniel Bensaïd, *Fragments radiophoniques – 12 entretiens pour interroger le vingtième siècle*, éditions du Croquant, 12,00 €.



Suite de la page 52

Comme cela se produit souvent dans un soulèvement populaire, les Syrien-es ont créé des institutions alternatives à l'État existant. Les manifestant-es ont créé des comités de coordination et des conseils locaux, fournissant des services à la population locale et coordonnant le mouvement de contestation populaire. Dans les territoires libérés, les révolutionnaires ont créé une situation proche du double pouvoir contestant le pouvoir du régime.

Bien sûr, en même temps nous ne devons pas romantiser cette phase, des limites existaient ; le système alternatif d'autonomie démocratique n'a jamais été pleinement développé et il y a eu des problèmes, en particulier la sous-représentation des femmes ainsi que des minorités ethniques et religieuses. Néanmoins, les comités et les conseils ont réussi à former une alternative politique qui attirait de larges segments de la population.

Les forces contre-révolutionnaires

Ces organes démocratiques ont été progressivement sapés par plusieurs forces contre-révolutionnaires. La première et la plus importante de ces forces contre-révolutionnaires, c'était bien sûr le régime despotique des Assad, qui visait à écraser militairement le soulèvement populaire.

Ce régime reste la menace la plus importante pour les classes populaires syriennes. La résilience du régime était enracinée dans la mobilisation de sa base populaire par le biais de relations confessionnelles, tribales, régionales et clientélistes, ainsi que dans le soutien étranger massif de la Russie et de l'Iran ainsi que du Hezbollah et d'autres milices fondamentalistes islamiques chiites d'Irak.

La deuxième force contre-révolutionnaire, ce sont les organisations militaires fondamentalistes islamiques et djihadistes. Ces organisations n'avaient pas les mêmes capacités destructrices que l'appareil d'État des Assad, mais elles s'opposaient radicalement aux demandes et objectifs initiaux du soulèvement populaire, attaquaient les éléments démocratiques du mouvement de contestation et cherchaient à imposer un nouveau système politique autoritaire et exclusif.

Enfin, les puissances régionales et les États impérialistes internationaux ont constitué la troisième force contre-révolutionnaire. L'assistance fournie par les alliés de Damas, la Russie, l'Iran et le Hezbollah, en plus des milices fondamentalistes islamiques chiites étrangères parrainées par Téhéran, a fourni au régime un soutien crucial – politique, économique

et militaire – qui lui a permis de survivre.

Ces forces régionales considéraient le mouvement de protestation populaire en Syrie et la possible chute du régime des Assad comme une menace pour leurs intérêts géopolitiques. À mesure qu'ils augmentaient leur influence sur la société et l'État du pays, Téhéran et Moscou, en particulier, se sont davantage investis dans la survie du régime et l'exploitation de la reconstruction du pays ainsi que de ses ressources naturelles.

Contre ces acteurs, les soi-disant « amis de la Syrie » (Arabie saoudite, Qatar et Turquie) ont constitué une autre force internationale de la contre-révolution. Ils ont soutenu la plupart des groupes fondamentalistes islamiques réactionnaires, ont contribué à transformer le soulèvement populaire en une guerre confessionnelle ou ethnique, et à chaque étape se sont opposés au soulèvement démocratique par crainte qu'il ne constitue une menace potentielle pour leurs propres régimes autocratiques.

Les États occidentaux sous la direction des États-Unis ne voulaient pas non plus voir de changement radical en Syrie et ont rejeté tout plan visant à aider les forces armées démocratiques combattant pour renverser Assad. La politique américaine s'est concentrée sur la stabilisation du régime et ce qu'ils ont appelé « War on Terror », guerre contre le terrorisme, contre l'État islamique.

Pendant une période, les États-Unis ont appelé Assad à démissionner et ils cherchaient un général réceptif qu'ils pourraient contrôler, mais quand cela n'est plus apparu possible, ils ont abandonné cette demande et ont accepté, avec le reste des puissances régionales et internationales, que son règne continue. Malgré les divisions entre les différents acteurs régionaux et internationaux, ils étaient tous unis contre le soulèvement et visaient tous à empêcher sa propagation au-delà des frontières du pays.

Faiblesses subjectives à gauche

Les différents acteurs contre-révolutionnaires ont tous contribué à écraser le soulèvement populaire syrien. Si nous ne devons pas hésiter à désigner ces forces comme responsables de la défaite, nous devons également examiner et critiquer les erreurs et les carences de l'opposition syrienne.

L'un des problèmes les plus importants de l'opposition était l'alliance erronée poursuivie par des démocrates et certains à gauche avec le mouvement des Frères Musulmans et d'autres groupes fondamentalistes islamiques et leurs soutiens internationaux, qui s'opposaient aux exigences démocratiques fondamentales du soulève-

ment, en particulier celles des femmes, des minorités religieuses et ethniques. Cette alliance erronée a contribué à briser le caractère inclusif du mouvement populaire initial en Syrie. Ce problème existait avant le soulèvement populaire, mais est apparu plus clairement avec son déclenchement.

Les divers groupes de gauche étaient trop faibles après des décennies de répression du régime pour constituer un pôle indépendant démocratique et progressiste organisé. En conséquence, l'opposition au régime des Assad n'a pas réussi à présenter une alternative politique viable capable de galvaniser les classes populaires et les groupes opprimés.

L'absence de réponse à certaines questions s'est notamment manifestée sur deux points principaux : les femmes et les Kurdes. Dans les deux cas, de larges pans de l'opposition syrienne ont reproduit des politiques discriminatoires et d'exclusion contre ces deux secteurs, aliénant des forces clés qui auraient été cruciales pour l'unité contre le régime.

Pour l'emporter face au régime des Assad, l'opposition aurait dû combiner les luttes contre l'autocratie, l'exploitation et l'oppression. Si elle avait développé des revendications démocratiques ainsi que des revendications pour toutes et tous les travailleurs et pour l'autodétermination kurde et la libération des femmes, l'opposition aurait été dans des positions beaucoup plus solides pour construire une solidarité plus profonde et plus étendue entre les différentes forces sociales au sein de la révolution syrienne.

Une autre faiblesse de l'opposition était le faible développement d'organisation de classe et d'organisation politique progressiste de masse. Les révoltes populaires en Tunisie et au Soudan ont démontré l'importance d'une organisation syndicale de masse comme l'UGTT tunisienne et les associations professionnelles soudanaises pour permettre des luttes de masses coordonnées réussies.

De même, les organisations féministes de masse ont joué un rôle particulièrement important en Tunisie et au Soudan pour la promotion des droits des femmes et l'obtention de droits démocratiques et socioéconomiques, même si ceux-ci restent fragiles et ne sont pas pleinement consolidés. Les révolutionnaires syrien-es n'avaient pas ces forces organisées de masse en place ou au même niveau d'organisations de masse, ce qui a affaibli le mouvement, et elles seront essentielles à construire pour les luttes futures.

La gauche doit participer à la construction et au développement de telles grandes structures politiques alternatives.

La dernière faiblesse clé qui doit être évaluée et surmontée est la faiblesse de la gauche régionale et de ses réseaux de colla-

boration. À l'heure actuelle, la gauche doit se rassembler pour aider à forger une alternative aux divers acteurs contre-révolutionnaires au sein de leurs pays ainsi qu'aux niveaux régional et international.

Nous sommes au milieu d'un processus révolutionnaire dans toute la région et nous avons besoin d'une gauche qui tire les leçons et les inspirations des luttes dans chaque pays. Une défaite dans un pays de la région est une défaite pour tous, et la victoire dans un pays est une victoire pour d'autres.

Les régimes despotiques le comprennent et nous devrions le comprendre aussi. Ces régimes partagent les leçons de ces soulèvements pour défendre leur ordre autoritaire et néolibéral. Nous avons besoin de plus de collaboration de notre côté, en particulier entre les forces progressistes de la région et du monde. Aucune solution socialiste ne peut être trouvée dans un seul pays ou dans une seule région, en particulier au Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui a été un champ de bataille pour les puissances régionales et impérialistes.

Pour une gauche internationaliste

Cette collaboration doit s'étendre à la gauche internationale, y compris au sein des puissances impérialistes. Beaucoup trop de ces secteurs de gauche ont trahi la révolution syrienne, refusant de développer la solidarité avec les forces populaires progressistes.

Il y a plusieurs raisons à cette trahison, mais la plus importante est peut-être l'abandon par une certaine gauche du principe socialiste d'auto-émancipation, de l'idée que seules les masses populaires peuvent se libérer par leur propre lutte pour des réformes et la révolution. Au lieu de cette position, qui aurait conduit la gauche à se solidariser avec le soulèvement populaire syrien, une grande partie de la gauche s'est rangée du côté du régime Assad contre l'impérialisme étatsunien, au nom d'un soi-disant « anti-impérialisme ».

Pire encore, une partie de cette gauche s'est rangée, au nom d'un soi-disant « moindre mal », du côté d'autres puissances impériales et régionales, comme la Russie et l'Iran qui sont intervenues pour sauver le régime des Assad. Ils ont alors montré que leur « anti-impérialisme » n'était rien de plus que de la rhétorique et que leur pratique politique n'était rien de plus que de se ranger du côté d'un État capitaliste ou d'un groupe d'États capitalistes contre les autres, ignorant, trahissant ou pire encore diffamant les luttes des masses populaires pour leur libération et leur émancipation.

Cette position a également eu un impact

sur des mouvements antiguerre, en particulier aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Pour la plupart, ces mouvements ont refusé de développer la solidarité avec la révolution sous prétexte que « l'ennemi principal est dans notre pays ». Bien que cela soit vrai, en particulier dans le cas de l'État étatsunien, qui reste le plus grand opposant à un changement social progressiste dans le monde, cela ne signifie pas que les mouvements antiguerre opposés à leurs propres États devraient être sans opinion à l'égard d'autres impérialismes internationaux et régionaux ou des révolutions populaires.

Au lieu de cela, ils auraient dû, aux États-Unis comme au Royaume-Uni, s'opposer à d'autres impérialismes moins puissants et développer la solidarité avec le soulèvement populaire syrien. C'est le seul moyen pour la gauche de construire un véritable internationalisme qui s'oppose à tous les impérialismes, forme des liens entre les luttes des peuples pour la révolution et la libération nationale, et construit une lutte mondiale par le bas pour le socialisme.

Nous sommes dans un environnement opportun pour promouvoir un tel internationalisme. Au cours de la dernière année, nous avons assisté à une nouvelle vague de révoltes populaires mettant en cause le néolibéralisme et l'autoritarisme dans de grandes parties du monde, et bien que la pandémie et la récession mondiale puissent temporairement suspendre ces révoltes, la remise en question du système va s'approfondir au cours des prochaines années et attiser des soulèvements populaires encore plus radicaux. Nous devons forger une nouvelle gauche internationalement dédiée à les conduire à la victoire.

Les processus révolutionnaires

La Syrie et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ne seront pas une exception à ces dynamiques. Une nouvelle tempête se prépare même dans des pays comme la Syrie, qui ont subi des contre-révolutions catastrophiques.

C'est pourquoi il faut avoir pour perspective que des processus révolutionnaires comme celui de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord constituent une époque. Elle peut passer par des phases de révolution et de défaite suivies de nouveaux soulèvements révolutionnaires. En Syrie, les conditions qui ont conduit aux soulèvements populaires sont toujours présentes, et le régime a non seulement été incapable de les résoudre mais les a en fait exacerbées.

Damas et d'autres capitales régionales estiment qu'elles peuvent maintenir leurs dominations despotiques en recourant en

permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, et on peut s'attendre à de nouvelles explosions de protestations populaires, comme celles qui ont récemment éclaté au Soudan, en Algérie, en Irak et au Liban.

Malgré tout le soutien de ses alliés étrangers, le régime Assad, en dépit de toute sa résilience, fait face à des problèmes insolubles. Son incapacité à résoudre les graves problèmes socio-économiques du pays, combinée à sa répression incessante, a provoqué des critiques et de nouvelles protestations.

À la mi-janvier 2020, plusieurs manifestations ont eu lieu dans la province de Sweida pour s'opposer à l'échec du régime syrien à lutter contre la pauvreté et le chômage. Plus récemment, les protestations contre le régime se sont multipliées dans les provinces de Sweida, Daraa et dans les zones périphériques autour de Damas. Ces dernières manifestations ont dénoncé les problèmes économiques et la cherté de la vie et ont exigé la chute du régime Assad ainsi que le départ de ses alliés, la Russie et l'Iran. Le slogan principal des manifestant-e-s est « Nous voulons vivre » – comme un appel pour plus de justice sociale et de démocratie.

Cependant, ces conditions ne se traduisent pas automatiquement en opportunités politiques, en particulier après plus de neuf ans d'une guerre destructrice et meurtrière. L'absence d'une opposition politique syrienne structurée, indépendante, démocratique, progressiste et inclusive, qui pourrait attirer les classes les plus pauvres, a rendu difficile pour divers secteurs de la population de s'unir et de défier le régime à nouveau et à l'échelle nationale.

Tel est le principal défi. Bien que dans des conditions difficiles de répression, de paupérisation intense et de dislocation sociale, une alternative politique progressiste doit être organisée dans l'expression locale de ces résistances. Et elle devrait s'inspirer de certaines des leçons que j'ai essayé de décrire ainsi que des nouvelles révoltes dans la région.

Lorsque la révolution syrienne reprendra son cours, la gauche internationale devra reconnaître les erreurs commises par tant de ses secteurs en réponse à son premier soulèvement et ne plus jamais se ranger du côté du régime ou des forces régionales et internationales de la contre-révolution. La boussole politique des révolutionnaires devrait toujours être guidée par le principe de solidarité avec les luttes populaires et progressistes.

Comme l'a dit Che Guevara, « si vous tremblez d'indignation à chaque injustice, alors vous êtes l'un de mes camarades ». Nos destins sont liés. ■

Lausanne, le 15 juin 2020

Leçons historiques de la révolution

Un bilan critique

Par
Joseph Daher*

Plus de 9 ans après le début du soulèvement populaire syrien, la situation est plus que catastrophique pour les classes populaires du pays. La Syrie fait face à une crise humanitaire profonde avec 11,7 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, tandis que plus de 5,6 millions de Syrien-es vivent comme réfugiés à travers le Moyen-Orient. Le taux de pauvreté global dépassait les 85 %, tandis que le coût de la reconstruction est estimé à environ 500 milliards de dollars.

Le déclenchement de la crise de Covid-19 à la fin mars 2020 a encore intensifié la situation socio-économique critique de la grande majorité des Syrien-es. Le régime des Assad a détruit d'innombrables hôpitaux, laissant un système de santé délabré et sous-financé, privé de médicaments et de fournitures médicales par des sanctions internationales.

Le régime syrien règne désormais sur plus de 70 % du territoire syrien. Aidé par la Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais, il a écrasé le soulèvement populaire initial et a largement remporté ce qui s'est progressivement transformé au cours des années en une guerre régionale et internationale.

Il est temps d'évaluer les leçons du soulèvement populaire syrien, qui a initialement appelé à la démocratie, à la justice sociale et à l'égalité et s'est opposé au racisme et au confessionnalisme. Pourquoi le soulèvement



populaire n'a-t-il pas réussi à réaliser ces objectifs initiaux ? Quelques explications et leçons provisoires peuvent être maintenant débattues, bien qu'elles doivent être considérées comme des réflexions initiales à développer dans le débat et le dialogue avec tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à l'émancipation et à la libération des classes populaires et des peuples opprimés.

Le processus révolutionnaire

Nous devons commencer par comprendre les racines de la révolte populaire en Syrie et au Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN). La région est au début d'un processus révolutionnaire à long terme, enraciné dans l'incapacité de l'économie politique de la région à répondre aux aspirations de sa classe ouvrière et des peuples opprimés.

Les États de la région sont dirigés de diverses manières par des oligarchies claniques et des dictatures militaires qui supervisent une économie principalement rentière basée sur les combustibles fossiles ainsi que d'autres ressources. Dans les États patrimoniaux rentiers, le pouvoir est concentré dans les mains d'une famille et sa clique comme les Assad en Syrie. Les familles dirigeantes considèrent l'État comme leur propriété privée et ont utilisé tout son pouvoir répressif pour protéger leur pouvoir.

D'autres États comme l'Égypte, l'Algérie et le Soudan sont néo-patrimoniaux. Dans ces derniers, c'est l'establishment militaire

qui détient le pouvoir, plutôt qu'une seule famille. Cela a permis aux militaires, face à des manifestations de masse comme en Égypte, de remplacer le dictateur par un autre et de sauvegarder la structure du régime et leur propre pouvoir.

La différence dans la nature de ces régimes est un aspect clé pour expliquer les différentes voies prises par les soulèvements populaires dans la région. Les régimes patrimoniaux étaient moins flexibles et devaient se tourner vers la répres-

sion pure et simple comme en Syrie, tandis que les pouvoirs néo-patrimoniaux tout en faisant usage de la force pouvaient se débarrasser des dirigeants méprisés à la tête des États tout en préservant l'ordre existant.

Ces régimes et leur rôle dans l'économie mondiale ont altéré et déformé le développement de la région – le concentrant trop sur l'extraction de pétrole et de gaz naturel, le sous-développement des secteurs productifs, le surdéveloppement des secteurs de services et alimentant diverses formes d'investissements spéculatifs, en particulier dans l'immobilier. Pour les classes populaires, exclues de ces butins, cela a entraîné une migration de la main-d'œuvre qualifiée hors de la région et des taux massifs de chômage et de sous-emploi, en particulier chez les jeunes.

L'économie politique de la région a ainsi créé une situation pré-révolutionnaire. L'absence de démocratie et l'appauvrissement croissant des masses, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain pour l'insurrection populaire, qui n'a eu besoin que d'une étincelle.

Cela a été fourni par les révoltes populaires en Tunisie et en Égypte. Elles ont inspiré les classes populaires d'autres pays à se soulever. En Syrie, de larges segments de la population sont descendus dans la rue avec les mêmes exigences que celles soulevées par d'autres révoltes : liberté, dignité, démocratie, justice sociale et égalité.

* Joseph Daher, militant syrien, enseigne à l'université de Lausanne (Suisse) et à European University Institute à Florence (Italie). Il est le fondateur du site web Syria Freedom Forever, dédié à la construction d'une Syrie laïque et socialiste. Il vient de publier *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Éditions Syllepse, Paris 2019, 20,00 €). Cet article a d'abord paru en anglais dans le journal *Spectre* : https://spectrejournal.com/historical-lessons-of-the-syrian-revolution/?fbclid=IwAR2iE-31bVv7Nbx4Cz_IJD35jvIz5XSPBq3rerJyM2RUPqFVRhzBgeB52Bk